



MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie appliquée & Ingénierie financière

L'INTITULE DU MEMOIRE

Essaie d'analyse de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique

Préparé par :

- HAMADENE AZEDINE
- ATILOUS MOHEND TAYEB

Dirigé par : Mr RACHID Mohamed

Date de soutenance :

Jury :

Président : AGGOUNE. K

Examineur : MOUFOUK.N

Rapporteur : RACHID Mohamed

Dédicaces

Je dédie ce mémoire à Mes parents :

Qui sont pour ma réussite, de leur amour, leur soutien, tous les sacrifices consentis, reçoivent à travers ce travail aussi modeste soit-il, l'expression de mes sentiments et de mon éternelle gratitude. Mes frères et ma sœur qui n'ont cessé d'être pour moi des exemples de persévérance, de courage et de générosité, et tous mes amis.

AZEDINE.H

Je dédie ce modeste travail à :

Mes chers parents Pour leur soutien tout au long de mon cursus.

Mes sœurs

Tous mes amis ;

Et Tous ceux qui me sont chers.

Tayeb.A

Remerciements

Tout d'abord nous tenons à remercier dieu, le tout-puissant qui nous à
donné le courage et la patience pour réaliser ce modeste travail.

Nous tenons à exprimer nos vifs remerciements à notre promoteur

Monsieur RACHID Mohamed qui nous a orientés tout au long de ce
travail avec une grande patience et compréhension

Nous remercions également les membres du jury, qui ont accepté d'évaluer
ce travail

Nous tenons aussi à remercier tous ceux qui ont contribué a ce modeste
travail.

Nous avons également une reconnaissance à tous nos anciens éducateurs et
enseignants ;

Et que toute personne ayant participé de près ou de loin à la réalisation de
ce mémoire, trouvent ici nos remerciements les plus sincères.

Azzedine H&I TAYEB A

Liste des abréviations

ANDI : Agence Nationale du développement de l'Investissement.

ANIMA : Réseau euro-méditerranéen d'acteurs du développement économique.

CNI : **Conseil** Nationale l'investissement.

CNUCED : Conférence des Nations Unis pour le Commerce et le Développement.

FMI: Fond Monétaire International.

FMN: Firme Multinationale.

GU:Guichet Unique.

GUC:Guichet Unique Centralisé.

GUD:Guichet Unique Décentralisé.

IDE:Investissement Direct Etranger.

INF : Inflation

Invd : investissement domestique

OCDE: Organisation de Coopération et de Développement Economique.

Ovc : ouverture commerciale

PD: Pays développés.

PIB : Produit intérieur brut

PME: Petites et Moyennes Entreprises.

PSRE : programme de relance économique suivi

PVD: Pays en Voie de Développement.

R&D: Recherche et Développement.

STN: Sociétés Transnationales.

Tx de change : taux de change

UE: Union Européenne.

UMA: Union pour le Maghreb Arab.

Sommaire

Introduction Générale .....	.....
Chapitre I : Cadre théorique et évolution des Investissements Directs Étrangers dans le monde	
Section 01 : Cadre conceptuel de la croissance économique et des Investissements directs étranger.	11
Section 02 : Les formes investissements directs étrangers et Les facteurs d'attractivités des IDE.....	25
Section 03 : Les effets et impact des IDE sur les pays d'accueil.....	29
Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie	
Section 01 : Tendances globale des investissements directs étrangers en Algérie	30
Section02 : Aperçu sur la croissance économique et L'IDE en Algérie	49
Section 03 : Les obstacles liés à l'Investissement en Algérie	56
Chapitre III : Impact de l'économie Algérienne sur la croissance économique	
Section 01 : Etude univariée des séries de données	57
Section 02 : Analyse multi variée des données.....	67
Conclusion générale.....	70
Bibliographie.....	71
Annexe.....	.....
Liste des tableaux.....	.....
Liste des figures .....	.....
Table des matières .....	.....

INTRODUCTION

Dans les années 1950 et 1960, l'IDE était regardé avec beaucoup de méfiance et de suspicion. En effet, sur des questions d'ordre politique plusieurs pays considéraient l'IDE comme une menace réelle et un facteur de dominance pouvant porter atteinte à la souveraineté nationale.

De même, certains économistes « nationalistes » de l'école de la dépendance sont allés même à qualifier l'IDE comme un facteur nocif au développement économique. En exposant des approches du type centre-périphérie qui prônait pour un développement autocentré basé sur des politiques d'import substitution et un rôle prépondérant de l'Etat, des économistes tels que Myrdal (1957), Hitchman (1958)¹, Samir Amin et autres, ont contribué à la création d'une attitude plutôt hostile à l'égard de l'IDE.

Aujourd'hui, la donne a changé, puisque la plupart des pays se sont orientés vers l'attraction et la promotion de l'investissement international. Il y a même presque un consensus concernant les effets bénéfiques de l'IDE sur les économies d'accueil. En effet, plusieurs organismes internationaux, des politiciens, et une large majorité des économistes² présentent l'IDE comme une sorte de remède miracle pour les « problèmes chroniques » des PVD. Son effet positif sur la croissance économique, est presque devenu conventionnel, comme en témoignent les efforts déployés par plusieurs pays pour attirer autant que possible d'IDE et la concurrence que se sont livrés ces mêmes pays pour accaparer d'importants flux d'investissement international. Rien de surprenant donc, à ce qu'à l'heure actuelle, pratiquement tous les pays s'efforcent d'attirer des investissements directs étrangers.

C'est ainsi que l'économie mondiale s'est complètement métamorphosée ces dernières années. Elle évolue dans un environnement de plus en plus enchevêtré où le libre échange, la libre circulation des capitaux et des biens deviennent des maîtres mots et où les IDE sont de plus en plus qualifiés comme une nouvelle voie de financement de la croissance économique.

L'Algérie, l'un des pays promouvant les IDE, a mis en œuvre juste après l'indépendance stratégie de développement basé essentiellement, sur les industries lourdes.

En effet, entre 1967 et 1980, l'Algérie a connu une croissance économique soutenue à la suite d'une industrialisation massive, planifiée, et basée essentiellement sur les industries de base.

Mais la chute des prix du pétrole aux milieux des années 1980, conjuguée à un fort endettement ont causé le bouleversement de la situation économique entraînant un déficit

¹Marouane ALAYA, « investissement direct étranger et croissance économique : une estimation à partir d'un modèle structurel pour les pays de la rive sud de la méditerranée »

socioéconomiques du pays, ralentissement de la croissance économique et un arrêt des investissements productifs publics. Par conséquent, un processus de désindustrialisation suivi d'une crise de la dette extérieure a touché l'économie algérienne entre 1988 et 1998, pour cela l'Algérie a entrepris une politique de réformes structurelles.

L'Algérie a établie de profondes modifications de son code d'investissement pour encourager d'avantage les IDE et ceci en promulguant un nouveau code des investissements en 1993 intégrant une nouvelle législation fiscale plus attractive et un cadre institutionnel plus approprié et complété par l'ordonnance de 2001, reconnaissant le principe de la liberté d'investir ainsi, la politique de promotion de l'investissement occupe une place centrale parmi les préoccupations de l'Etat, qui se manifeste dans l'ambitieux programme de soutien à la relance économique lancé en 2001 pour une période de trois ans et suivi par les plans complémentaires pour la période (2005-2009) et du plan (2010-2014), ayant un intérêt particulier pour les infrastructures.

De plus, pour offrir un maximum de garanties, l'Algérie a ratifié de nombreuses conventions internationales bilatérales ayant trait à l'investissement. Aussi, l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'union Européenne (EU) ouvre des perspectives positives pour l'Algérie.

L'Algérie commence à attirer un nombre d'investisseurs étrangers au début des années 2000, cette tendance croissante des flux des IDE montre bien l'intérêt des investisseurs pour les avantages qu'offre l'Algérie.

Dans notre projet de recherche pose le problème de l'impact des IDE sur la croissance économique cas de l'Algérie pour cela, il est question d'analyser l'évolution des IDE en Algérie et de tenter de mesurer l'impact de ces investissements sur la croissance économique algérienne et les obstacles liés à l'Investissement en Algérie.

Cette hypothèse constitue donc notre problématique qui souligne la relation Il y a une relation positive entre l'investissement direct étranger (IDE).

Pour bien mener notre travail de recherche on a suivis la méthodologie suivante, dans le premier chapitre qui sera consacré au cadre théorique et l'évolution des Investissements Directs Étrangers dans le monde. En premier lieux on va s'intéressé au cadre conceptuel et l'historique des investissements direct étranger à savoir les concepts fondamentaux, par la suite on abordera historique de la croissance économique. La deuxième section qui sera consacré au cadre explicatif des IDE, à savoir les formes d'IDE et les facteurs d'attractivités des investissements directs étrangers, en dernier lieux on essaiera de présenté les effets des IDE sur dans les pays d'accueil.

Pour le deuxième chapitre qui sera consacré à la structure de la croissance économique et l'investissement direct étranger en Algérie, cette partie nous permettra d'observer l'évolution ou bien tendance des IDE en Algérie, par la suite dans la deuxième section on va aborder Aperçu sur la croissance économique et L'IDE en Algérie à savoir la croissance économique en Algérie et le climat, le cadre légal des IDE dans le pays. Enfin dans la troisième on verra les obstacles qui empêchent l'investissement en Algérie.

Pour ce qui est du troisième chapitre sera consacrée pour modélisation d'un modèle économétrique de la relation entre l'IDE et la croissance économique en Algérie pendant la période allant de 1986 à 2014. Par la suite on va commenter et interpréter les résultats du modèle et enfin faire une conclusion générale pour résumer notre travail de recherche.

**CHAPITRE I : CADRE
THEORIQUE ET EVOLUTION DES
INVESTISSEMENTS DIRECTS
ETRANGERS DANS LE MONDE**

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

Les investissements directs étrangers occupent une place dans la plupart des pays du monde du fait de la convergence de deux préoccupations : celle des entreprises qui cherchent à s'internationaliser et celle des gouvernements qui cherchent à attirer de plus en plus de capitaux étrangers.

Section 1 : Cadre conceptuel de la croissance économique et IDE

Les IDE occupent actuellement une importante place dans les débats économiques à cause des effets bénéfiques qu'ils engendrent aux lieux d'implantation, puisqu'ils améliorent la performance économique des pays d'accueil, augmentent sa compétitivité internationale, mais aussi ils constituent un moyen de transfert de la technologie industrielle et le savoir-faire.

Cette section présente d'une manière concise les notions nécessaires à une bonne compréhension de la croissance économique et du phénomène des IDE.

- **Quelque définition relative aux concepts fondamentaux :**

La définition des IDE diffère d'un pays à un autre, mais en générale celle donnée par les institutions internationales comme le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) sont les plus retenues.

- ✓ **Selon Le Fonds Monétaire International (FMI) :**

Ce dernier définit l'investissement direct étranger de la manière suivante : «Les investissements qu'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) effectue dans le but d'acquies un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, il est entendu l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur et l'entreprise et que l'investisseur exerce une influence significative sur la gestion de l'entreprise. Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personnalité morale distincte».¹

L'IDE représente donc l'ensemble des ressources (apports au capital social, dotations, prêts, mise à disposition de trésorerie, de crédits commerciaux ou de bénéfices réinvestis) qu'un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

¹ FMI, « manuel de la balance de paiement », 4^{ème} édition, Washington, 1977.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

✓ Selon l'Organisation de Coopération et de développement Economique :

Ainsi L'OCDE définit les IDE comme : «Toute personne physique, toute entreprise publique ou privée, tout gouvernement, tout groupe de personnes physiques liées entre elles, tout groupe d'entreprises ayant ou non la personnalité morale, liées entre elles, est un investisseur direct étranger s'il possède lui-même une entreprise d'investissement direct, c'est-à-dire une filiale, une société affiliée ou une succursale faisant des applications dans un pays autre que le ou les pays de résidences de l'investissement ou des investissements directs »²

L'investissement direct étrangers correspond aux mouvements internationaux de capitaux réalisés pour créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger ou d'exercer le contrôle ou une influence significative sur la gestion d'une entreprise étrangère.

L'organe de référence en matière d'investissement direct étranger, la **CNUCED**, suppose l'existence de deux critères pour qu'il y ait un IDE³:

- Le degré de contrôle exercé sur la gestion de l'entreprise, ou les investisseurs internationaux directs expriment généralement leur volonté de gérer les entreprises qu'ils acquièrent
- Le terme de l'investissement, ou, contrairement aux investisseurs de portefeuille, les investisseurs internationaux directs sont d'ordinaire engagés dans des opérations à moyen et à long terme

J.L.Muccielli qualifié qu'une **firme multinationale** comme étant « une entreprise qui possède au moins une unité de production à l'étranger »⁴.

Les firmes multinationales sont donc des entreprises qui produisent une partie de leur activités a l'extérieur du territoire nationale dans le cadre de filiales à l'étranger⁵.C'est donc la logique de production qui va caractériser une entreprise multinationale, même si son but reste la vente de ses produits à l'étranger.

La croissance économique est définie comme une augmentation durable de la production au cours du temps. Représenter la croissance implique donc en premier lieu de représenter la production.

2 OCDE, l'observatoire de l'OCDE, paris, 1997.

3 Rapport sur l'investissement dans le monde, CNUCED, 2002.

4 Jean – Louis MUCCHELLI, multinationales et mondialisations, éditions du seuil, 1998, p 18

5 Olivier MEIER, Guillaume SCHIER, entreprises multinationales, 2005, p 8

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

Celle-ci est modélisée par une fonction de production, qui décrit la correspondance entre les facteurs et cette production.⁶

I. Historique de la croissance économique :

L'analyse de la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études théoriques et occupe aujourd'hui une place prépondérante dans la littérature économique. A côté des facteurs traditionnels, que sont le capital et le travail, de nombreuses études se sont intéressées à d'autres sources de la croissance économique. C'est ainsi que depuis longtemps, dans ce foisonnement théorique, certains auteurs et institutions redécouvrent le rôle moteur que peuvent jouer les investissements directs étrangers dans le processus de la croissance économique.

Le sens polysémique de la croissance fait que l'on a souvent confondu croissance et développement. Or, il existe une différence fondamentale entre les deux termes. En effet, la croissance est un phénomène quantitatif qui peut se définir comme une augmentation du revenu par tête et du produit national brut. Le développement qui est un phénomène qualitatif, implique outre la croissance économique un changement des structures (mentalités, sociales, économiques, etc.).

Selon les économistes tels que Solow (1956), Kuznets (1959), Denison (1961), Lucas (1998), la croissance économique est entièrement commandée par des données naturelles, Robert Solow en 1956 qui prend en compte le facteur résiduel (le progrès technique considéré comme exogène) dans la théorie de la croissance.

Plusieurs travaux ont été réalisés qui à apporté beaucoup d'éclairage sur le processus de la croissance, ces théories appartiennent aux théoriciens de la croissance exogène.

Römer, 1986 insiste sur le fait que l'accumulation du capital physique qui entraîne deux séries de mécanisme à savoir la circulation d'informations dont bénéficient l'ensemble des firmes, et la complémentarité entre les activités. En 1990 un second modèle que Römer va mettre en avant le rôle de la recherche-développement (R&D) qui provoque des externalités positives sur l'ensemble de l'économie.

Le modèle de Lucas permet de prendre en compte le rôle de l'investissement en capital humain et d'expliquer les inégalités de croissance entre nations, car plus un pays est

⁶ Lecocq THOMAS, Boule JEREMY « croissance, fluctuations et crises »,2012 , p 5

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

développé moins la formation est coûteuse. Les pays faiblement dotés en capital humain se caractériseront plutôt par une croissance quantitative de la population alors que les pays dotés d'un stock initial élevé se caractériseront par des comportements de formation.

L'État doit aussi financer les infrastructures publiques (modèle de Barro, 1990). Cette prise en compte modifie considérablement la manière « libérale » de considérer l'État. Si les néoclassiques ne voient en l'État que l'éviction que provoque l'impôt, les économistes de la croissance endogène considèrent qu'une action structurelle de l'État, pour des actions précises et choisies, visent à favoriser le rendement social. En outre, la croissance auto-entretenu est possible et illimitée. Elle répond même à un processus cumulatif.⁷

Une deuxième classe de modèles aborde le changement technique de manière plus précise que les modèles à accumulation de facteurs et fait reposer le mécanisme endogène de croissance sur les innovations. Ces innovations se manifestent sous la forme de nouveaux biens ou de nouvelles qualités de biens déjà existants. Il peut s'agir de biens de production, auquel cas les innovations contribueront à la croissance de la productivité, ou de biens de consommation, qui augmenteront alors directement l'utilité des agents. Ces modèles sont assez "naturellement" amenés à adopter un cadre de concurrence imparfaite puisque les incitations à l'innovation dépendent des rentes auxquelles celle-ci pourra donner lieu.

Il existe deux grandes familles de modèles d'innovation et de croissance :

La première rassemble les modèles où l'innovation augmente la gamme de produits intermédiaires utilisés dans la production du bien final ou la gamme de produits consommé par les agents et entrant directement ou indirectement comme arguments de leur fonction d'utilité. La première interprétation est une représentation de l'idée de rendements croissants permis par l'augmentation de la division du travail exprimée par Young [1928].¹⁰ La division macroéconomique du travail prend la forme d'un accroissement du détour de production, c'est à dire qu'un plus grand nombre d'étapes intermédiaires de production s'insèrent entre les facteurs primaire et le produit final. Cette plus grande sophistication de la production demande une utilisation de biens d'équipements spécialisés, dont la mise en œuvre est permise par l'accroissement de la taille du marché qui est lui même rendu possible par les progrès de productivité dus au plus grand détour de production. On voit donc là une

⁷ Jean-Marc HUART, « la croissance s'explique-t-elle », idées, juin 2001, P46.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

représentation cumulative de la croissance qui associe progrès technique, innovation et accroissement de la taille du marché.

La deuxième famille de modèles se concentre sur l'innovation 'verticale', c'est-à-dire portant sur la qualité des produits. Cette représentation suppose que les produits de meilleure qualité remplacent les produits de qualité inférieure. Ce processus se produisant sans cesse, c'est donc une représentation de la croissance où les innovations remplacent d'anciennes découvertes et où les rentes de monopoles associées à une innovation ne durent que jusqu'à ce que survienne un nouveau produit de meilleure qualité.⁸

Les transferts de technologies est le principal mécanisme par lequel la présence des investissements directs étrangers qui peut avoir des externalités positives dans l'économie d'accueil en développement.⁹

La diffusion technologique, telle que modélisée par Mansfield (1961), semble insuffisante en tant que cadre de référence à l'analyse du transfert de technologie par les IDE en tant que canal de transmission. En effet, le modèle de Mansfield, basé sur le phénomène de contagion épidémique, laisse entendre une adoption mécanique de la technologie par ses utilisateurs. Or, le modèle omet de souligner que l'assimilation des technologies présuppose des préalables.

L'analyse de transfert de technologie par l'IDE n'a d'ailleurs rompu avec la vision mécaniciste de transfert technologique que très tard. Koizumi (1977) a été le pionnier dans la tentative de modélisation du phénomène de diffusion internationale de transfert de technologie par les IDE.

Toutefois, ce modèle qu' conçu Findlay reste critiquable sur l'irréalisme de certaines de ses hypothèses, notamment celles qui supposent que les investisseurs étrangers sont motivés à s'implanter dans les pays dont la technologie est en retard. Ceci n'est d'autant plus confirmé par l'évolution récente des flux internationaux des IDE, orientés, en priorité, vers les pays technologiquement développés.

Wang (1990) a remis à jour le modèle de Findlay en supposant que l'IDE est plutôt attiré par un pays où prévaut une forte rentabilité du capital, qui est doté d'une main d'œuvre qualifiée et qui dispose d'un système d'innovation développé et structuré. Il a montré que

8 Bruno AMABLE « un survol des théories de la croissance endogène », 2002 , p 9

9 OCDE, « l'investissement direct étranger au service du développement », l'observatoire de l'OCDE, paris, 2002, p 16

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

l'IDE favorise à son tour l'accumulation du capital humain dans le pays d'accueil, et fait donc, augmenté le taux de croissance économique de long terme.

Wang et Blomstrom (1992), développent un modèle dans lequel le transfert technologique international par l'IDE est conçu comme un phénomène d'équilibre endogène, résultant, de l'interaction stratégique entre les filiales des firmes multinationales et les firmes domestiques. Le modèle de Wang et Blomstrom accorde une attention particulière aux conditions préalables favorisant l'attrait de l'IDE à haute technologie.¹⁰

Pour sa part, Kokko (1994) apprécie les effets bénéfiques résultant de la présence d'investisseurs étrangers dans les pays d'accueil. Son modèle demeure plus pertinent, surtout dans son explication des raisons de l'échec de transfert de technologie par les IDE.

Donc l'Investissement direct étranger donne lieu à :

- ✓ la création d'une nouvelle entreprise, soit à l'achat de parts ou à l'augmentation du capital d'une société existante.
- ✓ Favorisent la création d'emplois.
- ✓ l'amélioration de la productivité et les transferts de compétence et de technologie.
- ✓ Pousent indirectement à l'augmentation des salaires.
- ✓ favorisent l'essor des exportations.
- ✓ Les IDE génèrent des recettes fiscales et à travers elles, peuvent contribuer à la mise en œuvre de politique sociale en faveur des catégories de populations absentes du marché de la consommation.
- ✓ Tous les pays s'efforcent donc quelque soit leur niveau de développement d'attirer les IDE et d'en tirer profit.

Les IDE permettent aussi et surtout aux pays concernés de s'intégrer d'avantage à l'économie globale. Le seuil internationalement retenu pour distinguer les IDE des investissements de portefeuille.

II- Approche empirique :

L'analyse de l'impact des Investissements Directs Etrangers sur la croissance économique à donné de nombreuses études empiriques ont été majoritairement réalisées sur la relation entre l'IDE et la croissance économique dans les pays en développement.

¹⁰ Bouzar.CH ET Tareb.F,« l'investissement direct étranger et les transferts de technologie vers les pays d'Afrique : cas de l'Algérie». P 6

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

Parmi ceux qui ont examiné le lien entre les IDE et la croissance économique, certains auteurs comme Makkii et Somwaru (2004), Sylwester (2005) et Hsiao (2003) ont trouvé un effet significatif positif de l'IDE sur la croissance économique, d'autres comme Chase-Dunn (1975), Dutt (1997), et Hermes et Lensink (2003) ont rapporté un effet négatif de l'IDE sur la croissance économique.

a) Les études qui ont trouvé un lien positif

Makkii et Somwaru (2004) ont utilisé une technique d'estimation de régression (SUR) afin d'étudier l'impact de l'IDE sur la croissance économique dans 66 pays en développement (1971 - 2000) et ont trouvé un effet significatif positif de l'IDE sur la croissance économique.

De même, Sylwester (2005) a utilisé des techniques d'estimation différentes (MCO, SUR, et triples moindres carrés) pour étudier l'effet de l'IDE sur la croissance économique dans 29 pays les moins avancés et a constaté que les IDE ont un effet positif sur le taux de croissance économique.

En menant une étude comparative entre les impacts des IDE et des investissements intérieurs sur la croissance économique des pays de l'Afrique au Sud du Sahara, FOSTO (2003) trouve que l'IDE est quatre fois plus efficace que l'investissement intérieur.

Djaowe (2005) s'est intéressé à l'impact de l'IDE sur la croissance économique du Cameroun. Pour ce faire, il a utilisé un test de causalité au sens de Granger. Il ressort de son étude que la croissance économique entraîne l'IDE seulement dans le long terme.

Cependant, la causalité inverse n'est pas fondée. Balimounoune (2004), utilisant un test de causalité au sens de Granger sur des données du Maroc, constate une relation causale unidirectionnelle de l'IDE vers la croissance économique mais l'inverse n'est pas fondé. Par ailleurs, en utilisant le même test pour le cas de l'Ouganda, Oswona (1996) trouve également une relation causale unidirectionnelle de l'IDE vers la croissance économique..

Ainsi, la première analyse de l'effet de l'Investissement Direct Etranger sur la croissance dans le cadre d'un modèle endogène a été réalisée par Bronsztein, De Gregorio et Lee (1998). Partant du modèle de Römer, les auteurs dans la recherche des mécanismes qui justifient le transfert de technologie ont introduit l'Investissement Direct Etranger comme des biens de capital produits par les entreprises étrangères implantées localement.

Comme souligné par Agénor (2001), l'IDE peut faciliter le transfert ou la diffusion de gestion et le savoir-faire technologique et améliorer les compétences de la main-d'œuvre.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

En outre, l'augmentation du degré d'intégration des marchés mondiaux des capitaux s'est accompagnée d'une augmentation significative des flux de capitaux privés vers les pays en développement. Les flux d'investissements directs et les investissements de portefeuille vers les pays en développement -de plus en plus ouverts- ont augmenté rapidement au cours des années 1980 et 1990.

Cette tendance à la hausse a engendré l'augmentation de l'incidence de la volatilité financière et les crises de change dans la seconde moitié des années 1990. Néanmoins, Ogutucu (2002) soutient que l'investissement étranger direct est un important catalyseur pour le développement et l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale.¹¹

b) Les études qui ont trouvé un lien négatif

Carkovic et Levine (2002) ont par ailleurs montré que les résultats macroéconomiques positifs de l'IDE sur la croissance économique doivent être considérés avec scepticisme. Ils trouvent que la plupart des études n'ont pas contrôlé les biais de simultanéité et effets spécifiques aux pays. Ils ont donc utilisé une technique pour contrôler ces biais dans une étude de 72 pays pour la période de 1960 à 1995 et ont trouvé que la composante exogène des IDE n'exerce pas une influence positive sur la croissance économique. Carkovic et Levine (2002) affirment donc qu'il n'y avait pas à cette période d'études fiables qui prouvent que l'IDE en soit accélère la croissance économique.¹²

Par ailleurs, Dutt (1997) dans une étude de 58 pays en voie de développement, pour la période de 1985 à 1994, a indiqué que l'investissement total a eu un impact positif sur la croissance économique, mais que le stock d'IDE a eu un impact significatif négatif sur la croissance. Ce constat appuie les études de Chase-Dunn (1975), Bomschier et al. (1978), et Dixon et Boxwell (1996) qui ont rapporté que la pénétration du capital étranger a un effet négatif sur la croissance économique.

En résumé, nous pouvons constater que plusieurs études ont été réalisées pour voir cette relation entre les Investissement direct étranger et la croissance économique, y'en à des études qui ont aboutie à des effets significativement positive et d'autre à des effets négative sur la croissance économique.

¹¹ BENHABIB Abderrezak, «déterminants et effets des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie », 2013, p 6

¹²Souadou BALDE, « gouvernance institutionnelle, investissements directs étrangers et croissance économique des pays de la communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest », 2014, p 24

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

Section II : Les investissements directs étrangers et Les facteurs d'attractivités des IDE :

1. formes d'Investissements directs étranger :

On distingue plusieurs formes d'investissement direct étranger à savoir la fusion-acquisitions, la création de filiales, joint venture, et enfin les nouvelles formes d'IDE.

a) fusions-acquisitions :

Les fusions-acquisitions sont des opérations de regroupement ou de prises de contrôle d'entreprises cibles, réalisées par l'intermédiaire d'un achat ou d'un échange d'actions. Dans le cas des acquisitions, les actifs de l'entreprise cible sont alors détenus indirectement par l'acheteur à travers la détention d'actions qui définissent son droit de propriété sur la cible. En tant que telles, ces opérations constituent l'une des principales pratiques de la croissance externe. On entend par croissance externe, un mode de développement fondé sur la prise de contrôle de moyens de production déjà organisés et détenus par des acteurs extérieurs à l'entreprise. Selon cette perspective, la croissance externe provoque le passage de l'entreprise cible sous la coupe d'un nouvel acteur économique, l'acquéreur, qui détient une autorité de droit sur la structure acquise (droits de propriété). Les fusions-acquisitions sont avant tout des pratiques de réalisation (à connotation juridique) permettant de mettre en œuvre une stratégie de croissance externe.¹³

Les modalités de la croissance externe pour une firme multinationale se résument donc à l'achat d'actif, l'acquisition par achat d'action ou l'acquisition par échange d'action.

1-1 L'achat d'actifs:

Une firme multinationale peut se développer par croissance externe à l'échange soit en achetant des actions de sociétés existantes, soit en acquérant des actifs. par croissance externe, on entend un mode de développement fondé sur la prise de contrôle de moyens de production déjà organisés et détenus par des acteurs extérieurs à l'entreprise. L'achat d'actifs à l'internationale est une opération d'achat assez simple qui nécessite de réaliser une transaction en devise, il n'est pas forcément réalisé directement par la société mère.¹⁴

¹³ MEIER olivier, fusion-acquisition, « stratégie, finance, management », dunod 3eme édition, paris 2009, p 08

¹⁴ Olivier MEIER, Guillaume SCHIER, entreprises multinationales, « stratégie, restructuration, Gouvernance », dunod , paris 2005, P 100

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

1-2 L'acquisition par achat d'actions :

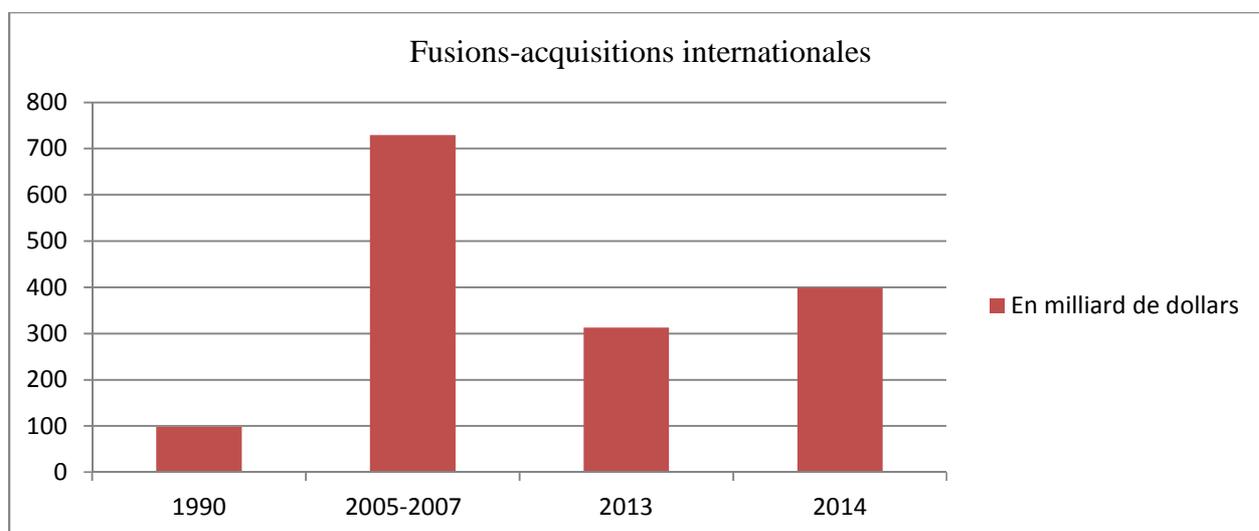
Consiste à acquérir des titres de participation, majoritaire ou non, d'une société ciblée. A l'issue de l'opération, la société ciblée devient une filiale de la société mère. Le fait que la société ciblée soit de nationalité différente, c'est-à-dire que son siège soit enregistré dans un pays différent de celui de la société mère.

1-3 L'acquisition par échange d'action :

Les acquisitions par échange d'actions sont proches à la fois des opérations d'acquisition traditionnelles (la cible devenant une filiale de l'acquéreur) et des opérations de fusion (les actionnaires de la cible devenant actionnaires de l'acquéreur). Ceci explique pourquoi ces opérations sont souvent répertoriées comme des opérations de fusion et non des opérations d'acquisition.¹⁵ L'acquisition par échange d'actions ne constitue pas une opération de fusion au sens strict mais constitue tout simplement une opération de prise de participation majoritaire par échange de titres.

Cette figure montre la production des fusions acquisitions :

Figure 01 ; Production des fusion-acquisitions 1990-2014 en Milliards de Dollars.



Source : D'après le rapport 2015 sur l'investissement dans le monde (CNUCED), P14

Nous remarquons dans cette figure que la production des fusions-acquisitions internationales ont affiché un fort rebond en 2014, qui s'établit à 399 milliards de dollars. Le nombre d'opérations d'une valeur supérieure à un milliard de dollars est passé de 168 en 2013 à 223 en 2014, le chiffre le plus élevé depuis 2008.

¹⁵ Olivier MEIER, op cit, P 74

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

b) Création de filiales (Greenfield)

Ils se définissent comme une création ou une extension physique de capacité¹⁶, Constituent la forme la plus répandue des investissements directs étrangers, La filiale est une entreprise dont le capital est détenu à plus de 50% par une autre société dite « société mère »¹⁷. Cette dernière est autonome et dispose d'une personnalité morale propre du pays d'accueil. Cela peut se traduire par l'installation de nouveaux moyens de production et le recrutement de nouveaux employés, ou l'acquisition d'une entité étrangère déjà existante par un transfert de propriété des titres de la filiale acquise.

On distingue deux types de filiales à savoir :

- ❖ **Les filiales directes** : ce sont toutes les entreprises qui possèdent plus de 50 % d'autres entreprises (entreprise A possède plus de 50% de B).
- ❖ **Les filiales indirectes** : dans ce cas l'entreprise à une dispersion du capital entre plusieurs entreprises, (A possède plus de 50% de B qui détient à son tour plus de 50% de l'entreprise C).

Le tableau ci-dessous montre Choix d'indicateurs sur les filiales étrangers, 2012-2014 en milliards de dollars :

¹⁶ HATEM Fabrice, « investissement international et politiques d'attractivités » éd. Economica, paris 2004. P 249

¹⁷ « Dictionnaire d'économie et des science sociale », éd Nathan, 4ème éd, paris 2000, page 189.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

Tableau 01 : Choix d'indicateurs sur les filiales étrangères, 2012-2014 en milliards de dollars

	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires des filiales étrangères	31687	33775	36356
Valeur ajoutée (produit) des filiales étrangères	7105	7562	7882
Total des actifs des filiales étrangères	88536	95230	102040
Exportations des filiales étrangères	7469	7688	7803
Nombre d'emplois dans les filiales étrangères (en milliers de personnes)	69359	71297	75075

Source : rapport sur l'investissement dans le monde 2015, P 14.

c) Les accords de licence :

La licence internationale inclut un arrangement contractuel par lequel les entreprises concèdent temporairement ou définitivement à un tiers, le droit de fabriquer un produit fini en contrepartie de redevances (formule, secret et technique de fabrication, savoir-faire, nom de marque...).

d) Le franchisage :

La franchise est un accord de coopération commerciale, économique et humaine constatée dans un contrat. Le franchiseur donne en licence sa marque, transmet son savoir-faire et assiste le franchisé dans son exploitation, le tout contre rétribution.¹⁸

C'est un accord où le franchisé (entreprise locale) reçoit exclusivement du franchiseur (entreprise étrangère) le droit d'utiliser sa marque de fabrique, accompagné d'un certain service comme la publicité dans une zone géographique limitée. En contrepartie, le franchisé doit s'inscrire dans les règles dictées par le franchiseur et lui fournir un revenu forfaitaire ou régulier.

¹⁸ Khan Michel, « franchise et partenariat » éd. dunod, paris 2002, P 10.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

e) La succursale :

Une succursale est un établissement durable d'une société à l'étranger, sans personnalité morale distincte de la maison mère. Elle est représentative de la volonté de l'entreprise de se fixer dans les pays étrangers. La succursale ne peut signer aucun contrat, ni émettre une facture, ni avoir une activité économique indépendante. Elle se contente d'informer la société mère par envoi de rapports ou d'études de marché, de gérer sur place les commandes et éventuellement le service après vente.

f) Le partenariat :

« Le partenariat est une technique de développement et de management qui unit des partenaires par un accord d'intérêt commun aux termes duquel ils s'engagent à coopérer durablement et expériences respectives. Le partenaire principal accorde au partenaire indépendant, en échange d'une compensation financière directe ou indirecte, le droit d'exploiter ses éléments de propriété intellectuelle, son expérience et ses connaissances, dans le but de commercialiser les produits et/ou services de la formule qu'il a conceptualisée et préalablement mise au point. Les partenaires œuvrent en commun pendant toute la durée du contrat, dans le but d'un développement réciproque et équilibré, dans un esprit de partenariat exclusif de toute manifestation hiérarchique, tout en préservant l'identité et la réputation du réseau. »¹⁹

On distingue trois modalités partenariales²⁰ : les accords, les alliances stratégiques et les jointes ventures.

- ✓ **Les accords** : Les accords permettent à deux entreprises de mettre en commun une quantité limitée de ressources pour un objectif particulier.
- ✓ **Les alliances stratégiques** : Une alliance stratégique est un accord de coopération sans participation entre deux entreprises ou plus et qui vise à promouvoir leur avantage compétitif commun²¹.
- ✓ **Les jointes ventures** : La jointe venture est le résultat d'une collaboration ou une association entre deux ou plusieurs entités économiques indépendantes.

¹⁹ KHAN Michel, Op Cit, P 133

²⁰ HATEM Fabrice, Op Cit, P 169.

²¹ Andrew HARRISON, Ertugrul DALKIRAN, « business international et mondialisation », 1er édition 2000.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

Les partenaires participent à la direction de l'entreprise et aux différentes décisions par le droit de vote.

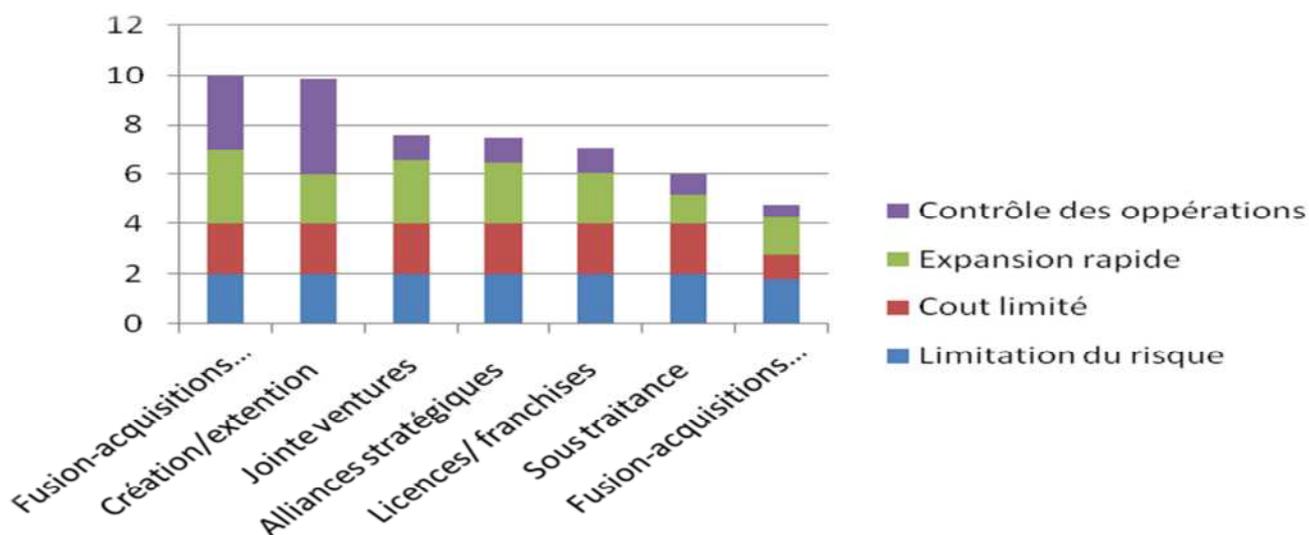
La jointe venture (ou filiale commune) est donc une association avec au moins un partenaire extérieure et porte un projet déterminé en commun. Elle comprend généralement la mise en commun de moyens et de risques.²²

La figure ci-après présente les avantages relatifs aux différentes formes des investissements directs étrangers (modalités d'internationalisation)

Figure 02 : Avantages relatifs aux différentes formes d'IDE

Pour le total : 0 = aucun avantage ; 16 = avantage maximal.

Pour chaque critère : 0 = aucun avantage, 4 avantage maximal.



Source : Fabrice Hatem « Investissement international et politiques d'attractivités », dunod, 2004, p 200.

Les investisseurs étrangers optent pour l'acquisition d'entreprises déjà existantes ou se fusionnent avec un partenaire local dans le cadre des fusion-acquisitions, car entre autre c'est la forme qui présente énormément d'avantages en terme de cout d'expansion et du contrôle d'opération. Suivi des créations et extensions qui correspond à la filiale étrangère, à la jointe venture, aux alliances stratégiques, et enfin aux cessions de licences et la sous-traitance.

²² Olivier MEIER, GUILLAUME SCHIER, op cit, P 106.

2. Les facteurs d'attractivités des investissements directs étrangers :

L'attractivité des investissements direct étrangers passe par plusieurs facteurs relatifs, et dépend à la fois de la nature du projet, de l'offre des concurrents, de la structure du marché des projets, voire de certaines caractéristiques de l'investisseur (pays d'origine notamment), et peut enfin évoluer en cours du temps²³

- ✓ L'attractivité est relatif par rapport aux type de projets concernés : En fonction de la nature de ses dotations en ressources, un territoire pourra, c'est l'évidence se révéler plus ou moins adapté à ces critères et donc plus ou moins.
- ✓ L'attractivité est relatif par rapport a la structure des flux de « projets internationalement mobiles » existant à un moment donné. Rien ne sert en effet d'être très attractif pour un type de projets particulier si ceux-ci ne représentent qu'une partie très faible des opérations en cours de réalisations « attractif » selon les projets considérés.
- ✓ L'attractivité est relatif par rapport aux territoires « concurrents : dans ce cas l'investisseur doit offrir de bonnes ressources (avantages absolus) avec un meilleurs rapport qualité-couts »

Pour attirer les IDE, les pays doivent rechercher les industries et les ressources naturelles locales (dotation factorielles). L'attraction permet une aptitude qui doit être développée et exercée continuellement, ce ne sont pas les pays les plus grands, mais ceux qui sont les mieux adaptés qui reçoivent le plus d'IDE.

A. Définition de l'attractivité :

L'attractivité c'est l'existence d'un ensemble de dotation en facteurs dans un territoire donné pouvant susciter les investisseurs à venir s'implanter, L'attractivité est le fait de pouvoir offrir, grâce à la mobilisation de ces ressources, des conditions d'implantation plus intéressante que celles des territoires concurrents.

L'attractivité des IDE peut désigner aussi la vigilance, l'aptitude à réagir rapidement aux dangers et aux opportunités, la créativité et la souplesse dans la création d'un créneau dans lequel un pays peut survivre face à ses concurrents, même s'ils sont plus grands et mieux adaptés.

²³ HATEM Fabrice, op. cit, p 320.

B. Les approches de l'attractivité territoriale :

Les approches d'attractivité territoriales traitent principalement trois niveaux : national, sectoriel et à l'échelle de l'entreprise.

- L'approche « **macro-économique** » : Elle repose essentiellement sur deux démarches ; l'identification et hiérarchisation des critères de localisation et classement des territoires au regard de ces critères. Elle conduit à comparer à partir des données statistiques très agrégées, le rapport qualité/prix des ressources présentes sur ce territoire (main d'œuvre, infrastructures ...) avec celui caractérisant les territoires concurrents.

- L'approche « **méso-économique** »

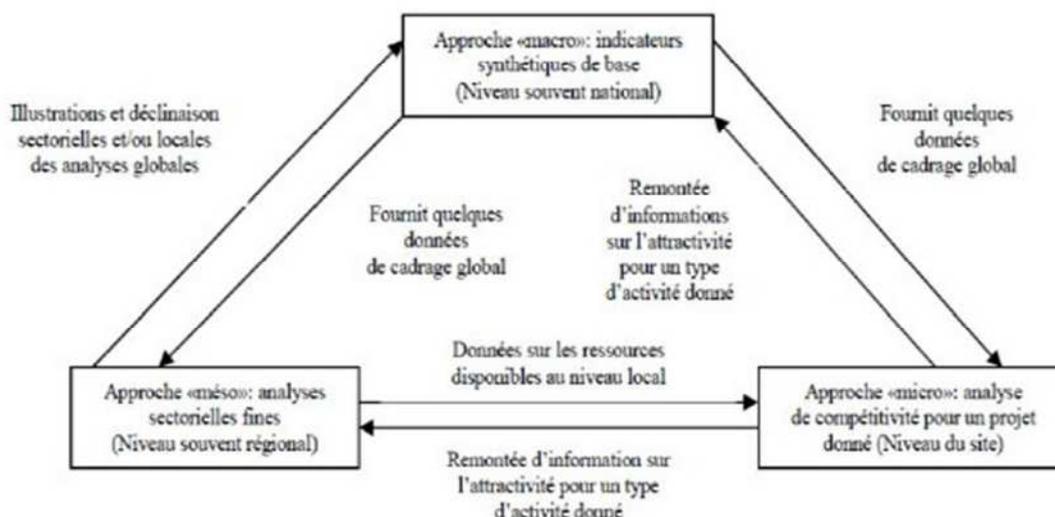
A ce niveau la présence sur le territoire d'un certain nombre de pôles de compétitivité (concentration de ressources et d'entreprises spécialisées reliées entre elles par des liens de coopérations) ou des investisseurs appartenant à des activités similaires ou complémentaires, peuvent être incités à s'implanter par effet d'agglomération. Cela conduit à recenser les pôles d'attractivités, et à décrire dans le détail leurs composantes et leur fonctionnement.

- L'approche « **micro-économique** »

Au niveau micro, l'attractivité est comme la capacité à proposer, en repense à chaque projet d'investissement individuel, un bouquet d'offre de facteurs répondants de manière compétitive aux spécifications exigées par les entreprises. Cette approche conduit à reconstituer de manière détaillée le processus de décision de la firme pour un projet donné.

Après avoir vu les trois approches on constate qu'il existe une complémentarité entre celles-ci qui se résument dans cette figure.

Figure 03 : Complémentarités entre trois approches de l'attractivité



Source: HATEM.F. (2004), Op Cit, P 332.

C. Les facteurs de l'attractivité des investissements directs étrangers :

Selon la classification présentée par Fabrice Hatem (2004) dans son livre l'investissement international et politique d'attractivité, trois grands facteurs peuvent surgir, à savoir les facteurs pré-requis, différenciant, et discriminants.

I. Les facteurs pré-requis :

Les facteurs pré-requis sont liés aux conditions macroéconomiques ou macro-sociales générales, plus ou moins favorables à l'exercice d'une activité industrielle : stabilité politique et juridique, proximité d'un marché de grande taille, qualité et fiabilité des infrastructures

A. La fiabilité des infrastructures du pays

Les infrastructures d'un pays représentent un puissant vecteur de la croissance économique et de l'attractivité, et reflètent le degré de développement du pays. Ce facteur englobe les infrastructures techniques et socioculturelles.

Les investisseurs étrangers et nationaux ont besoin d'appui privé et public pour réussir leur projet. Une bonne infrastructure développée et évoluée est essentielle au maintien de la croissance économique.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

❖ **Infrastructure technique**

L'infrastructure technique un ensemble d'éléments constituant l'infrastructure de base, qui représente les réseaux de transport (les réseaux routiers, ferroviaires, aériens, maritimes et fluviaux) nécessaires à tous les déplacements, et le transport de personnes et de marchandises.

Elle inclue aussi l'infrastructure énergétique qui concerne ; la présence des réseaux électriques et des canalisations de gaz naturel qui sont acheminées à toutes les agglomérations permet l'omniprésence des diverses énergies (électricité, gaz naturel et pétrole) qui sont indispensable et liés à toutes les activités industrielles, qui permettent d'ailleurs une attraction aux industries.

❖ **Infrastructure socio-économique**

L'infrastructure socio-économique constitue un indicateur du niveau et de la qualité de vie des populations, d'abord pour toute la force de travail, ensuite pour les entreprises. Elle exerce une grande influence sur les entreprises industrielles car elle permet d'éviter des investissements supplémentaires et improductifs, de réaliser des économies d'échelles et d'économiser des charges supplémentaires et improductives. Ce groupe d'infrastructures est composé de quelques rubriques dont les plus importantes sont : éducation et formation (infrastructures scolaires, universitaires, centres de formation et d'apprentissage), urbanisme et habitat, Activité de commerce, de service d'administrations et santé et protection sociale.

Le manque ou l'insuffisance de ces dotations infrastructurelles entraînera un handicap pour l'investissement. Car un degré élevé de réceptivité améliore la capacité d'un pays d'attirer l'IDE. En revanche, lorsque l'infrastructure est développée, le coût de l'investissement est faible ainsi que son coût d'exploitation, ce qui augmente le rendement et de ce fait stimuler les IDE.

B. La stabilité politique et juridique du pays

La stabilité est nécessaire pour attirer les investissements directs et cela grâce à une mise en place des politiques favorisant la croissance, l'orientation de la politique monétaire pour stabiliser les prix ainsi développer les secteurs privé, et présenter des réformes qui favorisent les finances publiques et la politique industrielle. En résumé, les pays qui attirent les investissements sont ceux qui sont les mieux gérés et les mieux stables.

La transparence et l'efficacité du système légal, réglementaire et judiciaire correspond à un aspect important de l'appréciation du climat des investissements. Cependant l'investisseur étranger dans son choix de localisation recherche la fiabilité des systèmes juridiques et

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

réglementaires du pays d'accueil, car les modifications des textes juridiques et des lois sont considérés comme des obstacles à l'investissement.

Ces facteurs apparaissent régulièrement en tête de liste des critères de localisations. Il s'agit de critères de choix fondamentaux pour une large prospection d'investissements et jouent un rôle important pour le choix général de la région d'accueil.

C. Proximité de marchés et l'accès aux ressources naturelles

Les firmes sont naturellement sensibles aux caractéristiques de chaque pays, qui dispose de dotations naturelles influençant la productivité des entreprises. La présence des avantages agricoles, de ressources minières, pétrolières, d'un accès à la mer ou tout autre avantage naturel, permet d'expliquer l'essentiel de choix de localisation, en particulier pour les entreprises qui utilisent ces facteurs de production.

La taille, l'organisation, le dynamisme et l'innovation du marché du pays d'accueil sont devenu des facteurs de plus en plus importants dans le choix de localisation des entreprises. Celles-ci s'intéressent à l'importance de la population, du pouvoir d'achat et de la proximité géographique.

II. Les facteurs différenciant

Ce sont les facteurs liés à l'existence dans le territoire d'accueil d'avantage spécifiques susceptibles d'attirer une activité donnée.

III. Les facteurs discriminant ou d'ordres économiques

Ce sont tous les facteurs liés à l'existence d'avantages techno-économiques facilitant la mise en œuvre d'un projet donné ; bon rapport qualité/prix de mains d'œuvre, fiscalité favorable, infrastructures locales, terrain viabilisé.

❖ Les avantages fiscaux et financiers

Les encouragements fiscaux sont d'une importance particulière dans la décision d'investissement ainsi que dans le choix du lieu d'implantation. Ces incitations se présentent sous plusieurs formes, la forme la plus appréciée par les investisseurs étrangers est l'exonération d'impôt et la réduction des taxes à l'importation ou à l'exportation, une réduction de cotisations sociales ainsi que la suppression et la réduction des plafonds limitant les prises de participations étrangères.

L'effet de la fiscalité sur l'attractivité du territoire est significatif, car l'impôt sur les sociétés est généralement considéré comme ayant un impact puissant sur les décisions de localisation des firmes.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

❖ **Coût de main d'œuvre :**

L'abaissement des coûts salariaux constitue l'un des facteurs les plus déterminants pour expliquer les nouvelles formes d'implantations à l'étranger.

Les entreprises cherchent à investir là où les coûts de la main d'œuvre sont les plus faibles.

De faibles coûts de main d'œuvre incitent les FMN de se délocaliser pour tirer profit de la disponibilité des coûts faibles du facteur du travail qui est essentiellement retrouvé dans les PED. Néanmoins les FMN ne tiennent pas seulement compte du coût de la main d'œuvre mais également de sa qualité et de sa flexibilité.

❖ **Le degré d'ouverture commerciale (Importation/Exportation)**

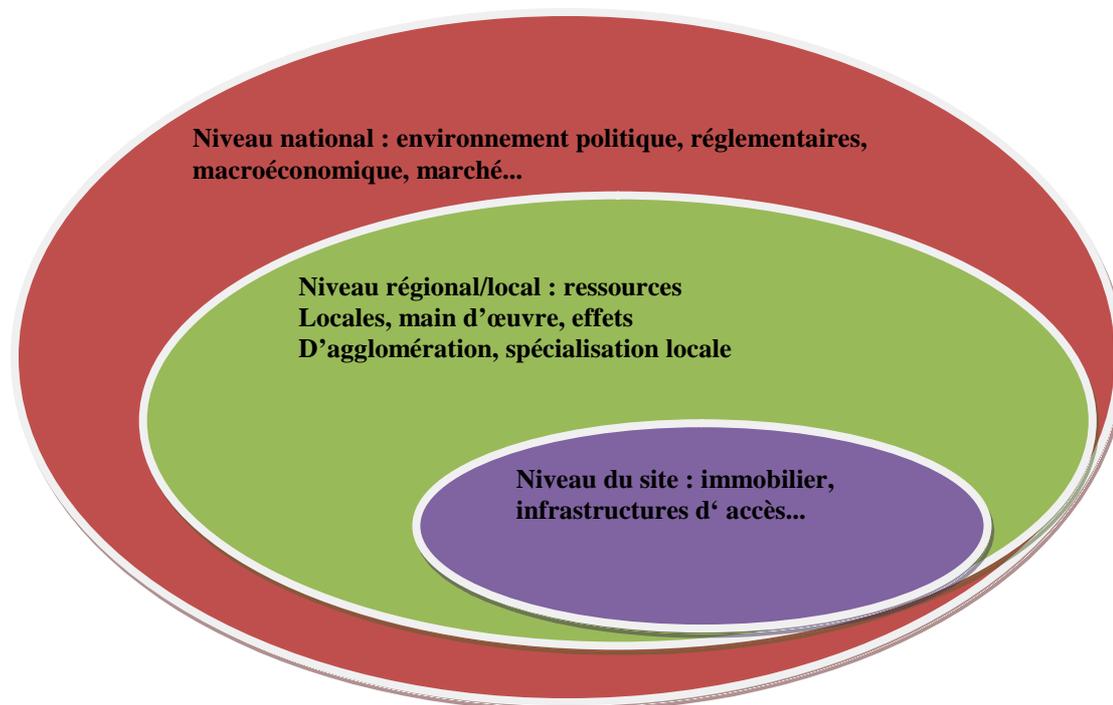
Le degré d'ouverture d'une économie est mesuré par le niveau de ses importations et de ses exportations par rapport à son PIB. L'impact de fermeture du marché du pays d'accueil dépend du type de l'investissement, son niveau d'importation de ces biens d'exploitation et d'exportation des biens et services.

Dans le cas où l'investissement étranger serait orienté vers le marché domestique, la fermeture de ce dernier sera comme un facteur incitatif à l'investissement et la production délocalisée sera protégée de la concurrence des produits importés. Par contre, pour les investissements de type vertical les barrières à l'entrée peuvent être comme facteur défavorable, car les coûts élevés des produits importés auraient comme effet l'augmentation des coûts de production et la réduction de la rentabilité de l'investissement.

Ainsi, les IDE horizontaux qui ont comme objectifs de détourner les barrières commerciales et les coûts de transport élevés, peuvent diminuer lors de baisse de ces tarifs. Alors que les IDE verticaux qui font appel à l'importation des biens intermédiaires et à l'exportation, peuvent augmenter dans les conditions d'ouverture.

Cette figure montre les trois cercles d'attractivité :

Figure 04 : Trois cercles d'attractivité



Source: HATEM. F. (2004), op.cit, p311

Section 3 : Les effets et l'impact des IDE sur les pays d'accueil

Dans cette section qui s'intitule les effets et impact des Investissement direct étranger sur les pays d'accueil, on fera le point sur :

- ❖ Les investissements directs étrangers et la croissance économique.
- ❖ Les IDE et les préoccupations sociales et environnementales.

L'investissement direct étranger (IDE) est bénéfique pour les pays d'accueil et fait partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace et constitue l'un des principaux catalyseurs du développement.

Les IDE influencent la croissance économique en améliorant d'une part la productivité totale des facteurs et d'autre part l'efficacité de l'utilisation des ressources dans l'économie d'accueil.²⁴ Dans les économies les moins avancées, l'IDE semble avoir un effet un peu moindre sur la croissance ce qui peut réduire les avantages des IDE, à savoir l'existence

²⁴OCDE, «l'investissement direct étranger au service du développement », l'observatoire de l'OCDE, paris, 2002, p.8.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

d'« effets de seuil », Les imperfections et le sous-développement des marchés financiers peuvent également empêcher un pays de recueillir tous les avantages de l'IDE.

C'est ainsi que nous allons essayer d'analyser l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique et à partir des points suivants :

- L'impact de l'investissement direct étranger sur les opérations du commerce extérieur.
- le transfert technologique.
- les investissements domestiques.
- la balance des paiements.

1 Commerce et l'investissement :

Les effets de l'IDE sur le commerce extérieur du pays d'accueil diffèrent sensiblement selon les pays et les secteurs économiques.

Le principal intérêt de l'IDE pour les pays en développement en matière d'échanges tient à sa contribution à long terme à l'intégration de l'économie d'accueil dans l'économie mondiale selon un processus faisant vraisemblablement intervenir une augmentation des importations ainsi que des exportations.

Ainsi, la capacité d'un pays en développement à attirer des IDE dépend des facilités accordées à l'investisseur pour importer et exporter. Ceci implique à son tour que les pays d'accueil potentiels devraient considérer l'ouverture aux échanges internationaux comme un élément essentiel des stratégies qu'ils mettent en place pour tirer parti de l'IDE, et qu'en limitant les importations en provenance des pays en développement, les pays d'origine réduisent en fait la capacité de ces pays à attirer des investissements directs étrangers. Les pays d'accueil pourraient envisager, pour attirer l'IDE, une stratégie visant à élargir la dimension du marché concerné par des mesures de libéralisation et d'intégration des échanges au niveau régional.

2- le transfert technologique :

Les transferts de technologies est le principal mécanisme par lequel la présence de sociétés étrangères peut avoir des externalités positives dans l'économie d'accueil en développement.²⁵

Le transfert de technologies et leur diffusion s'opèrent par le biais de quatre mécanismes interdépendants :

²⁵ OCDE, op cit, P 15

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

- Les liaisons verticales avec les fournisseurs ou les acquéreurs dans les pays d'accueil :
- les liaisons horizontales avec des entreprises concurrentes ou complémentaires de la même branche.
- les migrations de personnel qualifié
- l'internationalisation de la Recherche et développement.

L'existence de retombé positive se manifeste dans les liaisons verticales parce que les entreprise multinationales fournissent des moyens plus élevé (assistance technique ...etc.) a fin d'amélioré la qualité du produit des fournisseurs.

Les retombés négatifs pour les liaisons Horizontales parce que l'entrée d'une entreprise multinationale dans une économie en développement a, sur la structure du marché local, des effets que les chercheurs ont du mal à cerner. Les études relativement peu nombreuses consacrées à la dimension horizontale des retombées ont abouti à des résultats mitigés.

L'effet sur la croissance dépend de la « pertinence »²⁶ des technologies étrangères et du niveau technologique de base du pays d'accueil.

3 -l'investissement domestique :

Une question centrale, revient à savoir, dans quelle mesure l'IDE peut évincer « crow ding out » ou exercer un effet d'entraînement « crow ding in » sur l'investissement domestique. Cette question a été traitée par Bronstein, en incluant l'investissement domestique directement dans l'équation de croissance ou en estimant une équation d'investissement domestique incorporant l'IDE. Plusieurs études théoriques, considèrent qu'il existe des effets possibles de complémentarité entre investissement étranger et les entreprises domestiques.

Selon le rapport sur l'investissement dans le monde, CNUCED (2001), indique que l'effet positif des IDE sur l'investissement domestique, se manifeste à travers plusieurs canaux tel que :

- ✓ l'accroissement de la concurrence et de l'efficacité.
- ✓ la transmission des techniques de contrôle et de qualité à leurs fournisseurs.
- ✓ l'introduction d'un nouveau savoir-faire.

²⁶ OCDE, op cit, P 16

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

Les FMN peuvent aussi pousser les entreprises locales, à améliorer leur gestion ou à adopter certaines des techniques de commercialisation employées par les multinationales, soit sur le marché local, soit au niveau international.

L'analyse d'Agosin et Mayer (2000), l'effet des valeurs retardées des flux d'IDE sur les taux d'investissement des pays hôtes afin d'examiner l'effet de l'IDE sur l'investissement domestique, ont trouvé que les IDE exerce un effet d'entraînement sur l'investissement domestique dans les pays asiatiques, un effet d'éviction dans les pays de l'Amérique Latine, enfin un effet neutre en Afrique. Ils constatent que les effets de l'IDE ne sont pas toujours favorables et que les politiques simplistes ont peu de chance d'être optimales.

4 -la balance des paiements :

Les IDE constituent une énorme source de finance publique. Leur encouragement se fait dans le but de faire face à l'insuffisance de l'épargne nationale, au déficit de la balance des opérations courantes et aux inconvénients du recours aux autres sources de financement génératrices de dettes. Mais l'impact des IDE sur la balance des paiements repose sur des effets positifs et négatifs.²⁷

Les effets positifs réparables, tiennent compte des entrées de capitaux, le développement des exportations, et la réduction des importations remplacées par la production e la filiale.²⁸

Quand aux effets négatifs, ils peuvent résulter d'une éventuelle ponction sur les ressources de crédit intérieur dans le cas ou la firme se finance sur le marché local, ou encore du rapatriement des profits, des paiements des royalties, des redevances et des dividendes, et d'une croissance des importations si l'offre locale ne couvre pas tous les besoins de la filiale.

Ainsi, les effets des IDE dépendent de la taille et du niveau de développement du pays d'accueil, qui détermine les perspectives futures de la firme.

2- Les IDE et les préoccupations sociales et environnementales :

Les IDE interviennent également dans le développement des ressources humaines dans les pays d'accueil, à coté de cela les IDE peuvent également avoir un impact sur l'environnement. Ainsi, les deux points suivants seront traités :

- ❖ L'IDE et le développement des ressources humaines.

²⁷ P.JACQUEMOT, « la firme multinationale : une introduction économique », éd. Economica, paris, 1990, p.284.

²⁸ Chaouch KACI, « les facteurs d'attractivité des IDE en Algérie, aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb », mémoire de magistère, université de tizi ouzou 2012, page 22.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

❖ L'IDE et l'environnement.

2-1 L'IDE et le développement des ressources humaines:

Dans le cas des pays en voie de développement, le transfert de savoir-faire technique et des techniques de management est utilisé pour améliorer la qualité du travail local, la gestion et les systèmes d'éducation et de formation. Cette amélioration permet aux pays en développement de rattraper leur retard sur le développement économique des pays industriels. Ce fut particulièrement important dans le cas du développement rapide des économies de Taiwan, de la Corée du Sud et de Hongkong, qui sont désormais considérées, compte tenu de leur importante capacité d'exportation, comme les pays nouvellement industrialisés ayant la croissance la plus rapide. L'éducation, les activités de formation, le paiement des salaires, ont été considérés comme les principaux mécanismes à travers lesquels l'IDE contribue à l'accumulation du capital humain.

Le transfert de technologie entre les multinationales et leurs filiales ne s'opère pas seulement via les machines, le matériel, les droits de brevet et l'expatriation des gestionnaires et des techniciens, mais également grâce à la formation des employés locaux des filiales. Cette formation touche la plupart des niveaux d'emploi, depuis les simples manœuvres jusqu'aux techniciens et gestionnaires supérieurs en passant par les contremaîtres.

Les mêmes auteurs insistent sur l'importance relative des FMN dans l'enseignement supérieur. En effet, les deux auteurs indiquent que " Bien que le rôle des FMN soit assez marginal dans l'enseignement primaire et secondaire, l'IDE pourrait néanmoins avoir un effet visible sur l'enseignement supérieur dans les pays hôtes.

L'effet le plus important est probablement du côté de la demande. Cette demande de travail qualifiée par les FMN va encourager aussi les gouvernements à investir davantage dans l'éducation ou l'enseignement supérieur.

2-2 L'IDE et l'environnement :

Les aspects les plus importants et les plus controversés des effets des IDE sur l'environnement sont relatifs à l'effet technologique.

Selon le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui considère que Les technologies qui sont transférées dans les pays en développement en

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

liaison avec les investissements directs étrangers sont généralement plus modernes, et « plus propres » du point de vue environnemental, que celles qui sont localement disponibles²⁹.

A cet effet, Treillet³⁰, insiste sur le fait que les IDE sont susceptibles d'avoir des effets positifs sur l'environnement du pays d'accueil pour deux raisons. Ainsi, ils permettent :

- ✓ Un transfert de technologies plus propre (moins polluantes ou plus économes en ressources) comparées à celles disponibles initialement dans le pays d'accueil.
- ✓ Une diffusion de ces technologies plus propres aux entreprises locales, que ces dernières soient des fournisseurs, des concurrents ou des clients des filiales créées par l'IDE.

De plus, on a constaté des externalités positives là où la reproduction par les entreprises locales des technologies utilisées par les entreprises multinationales, la rotation de la main d'œuvre et les contraintes liées aux circuits de l'offre entraînent des améliorations plus générales de l'environnement dans l'économie d'accueil.

Néanmoins, dans certains cas, les entreprises multinationales ont déplacé des installations jugées inadéquates du point de vue de l'environnement de leur pays d'origine vers leurs filiales implantées dans les pays en développement. L'utilisation de ces technologies de moindre qualité ne va généralement pas dans l'intérêt de l'entreprise, ceci démontre bien le type de risque environnemental associé à l'IDE.

En résumé, nous pouvons dire que pour les pays en développement, les économies émergentes et les pays en transition, les IDE sont devenus une source de plus en plus importante de développement économique et de modernisation, de croissance des revenus et d'emplois et font partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace et constituent de ce fait, l'un des principaux catalyseurs du développement. Néanmoins, les avantages qu'ils procurent ne se manifestent pas de manière automatique et ne se répartissent pas équitablement entre les pays et même entre les différents secteurs.

²⁹ OCDE, op cit, P 22

³⁰ S. TREILLET, « Normes environnementales et déterminants des investissements directs étrangers en direction des économies en développement » dans « développement durable : enjeux, regards, perspectives », cahier du gemdev, n°28, avril 2002, pp.134-135.

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

Conclusion :

Dans l'ensemble de ce premier chapitre on s'est intéressé à littérature théorique et empirique sur le lien des IDE et la croissance économique et aux Investissement direct étranger dans leurs concepts en général, les facteurs, les formes d'implantation de ces derniers (IDE). Les investisseurs étrangers choisissent d'investir dans des pays en fonction de ses ressources naturelles, et leur proximité géographique, A cela s'ajoute la recherche d'économie d'échelles et un moindre cout du coût du travail et la main d'œuvre, et enfin aux impacts des investissements directs étranger sur la croissance économique.

**CHAPITRE II : STRUCTURE DE
LA CROISSANCE ECONOMIQUE
ET L'INVESTISSEMENT DIRECT
ETRANGER EN ALGERIE.**

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

L'ouverture de l'économie algérienne a rapidement progressé au cours des dernières années vers une entrée progressive dans l'économie de marché, avant les années 90 les IDE se concentraient seulement dans le secteur des hydrocarbures, mais dès le début des années 90, une politique de réformes structurelles qui a rendu possible le rétablissement des équilibres macroéconomiques et la libéralisation de l'économie.

Ces réformes ont permis d'améliorer certaines performances en termes de croissance et le développement d'un secteur privé plus dynamique, entraînant par conséquent un plus grand flux entrant des IDE. Cependant, ces résultats restent modestes par rapport au potentiel d'investissement du pays

Pour ce chapitre, il sera consacré à la présentation des investissements directs étrangers en Algérie. La première section sera consacrée à l'évolution de ce phénomène à savoir les IDE dans le pays, quand à la deuxième section, elle touchera la politique de promotion des investissements direct étranger en Algérie et enfin la troisième section portera sur Les facteurs d'attractivité aux IDE et les obstacles que rencontrent les IDE en Algérie et les moyens pour faire face.

Section I : Tendances globales des investissements directs étrangers en Algérie

En résumé cette section va englober d'une manière générale la tendance globale à l'investissement direct étranger qui touchera l'histoire des IDE en Algérie.

1-vue d'ensemble :

Dès le début des années 90, le Gouvernement algérien a engagé une série de réformes à la fois structurelles et institutionnelles, visant à rétablir et stabiliser les équilibres macroéconomiques et financiers et organiser la libéralisation de l'économie, en commençant par la levée du monopole sur le commerce extérieur.¹

Ces changements ont permis l'émergence et le développement d'un secteur privé, longtemps comprimé ou marginalisé (notamment dans l'agroalimentaire et les services). En revanche, les secteurs manufacturiers et sidérurgiques ont continué à recevoir des subventions importantes dans le cadre d'une politique de restructuration industrielle.

Parallèlement, un vaste programme de privatisations a été mis en place, mais le bilan est, à ce jour, encore mitigé : la situation financière des entreprises publiques ainsi que leur taille, l'absence d'une stratégie cohérente, les résistances internes (cadres des entreprises et

¹ CNUCED. Examen De La Politique De L'investissement-Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève, 2004.P5

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

syndicats) et, enfin, l'absence de visibilité pour les investisseurs ont entraîné de nombreux retards.

Depuis 1994, année du premier accord de rééchelonnement de la dette, la croissance du PIB reste positive, En revanche, l'inflation a été remarquablement maîtrisée en passant de 29,7 % en 1995 à 1,4 % en 2002², le tableau ci-dessous montre les flux d'IDE entrant en Algérie en millions de dollars.

Tableau 02 : Flux d'IDE entrant en Algérie (2012-2017*) en Millions de dollars.

Années	2012	2013	2014	2015	2016*	2017*
Flux IDE	1 500 402 453	1 689 286 299	1 289 466 496	999 157 030	708 847 565	418 538 099

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les données de la banque mondiale.

Après avoir vu ce tableau on a déduit une tendance à la baisse des investissements directs étrangers à partir de 2014 et ceci est dû principalement à la crise économique. Selon le FMI les flux d'IDE vont encore baissé pour atteindre 708847565 millions de dollars en 2016.

Deux grandes périodes caractérisent l'évolution des IDE en Algérie soit de 1970 à 1994 d'une part et depuis 1995 à nos jours d'autre part.

1-1 La première période :

En 1971 l'Algérie a décidé d'ouvrir l'industrie des hydrocarbures aux investisseurs étrangers, ceux-ci ont massivement investis dans l'exploration, la production, le raffinage et le transport du pétrole et du gaz naturel, de pallier le manque de ressources financières nécessaires pour l'entretien et la mise à niveau de celles-ci.

Le secteur des hydrocarbures est de plus en plus attractif suite aux chocs pétroliers des années 70, et l'augmentation du prix du pétrole qui est rendu d'autant plus intéressant l'investissement dans ce secteur, cependant les années 80 on été caractérisé par :

- ✓ une quasi-absence d'IED
- ✓ la remise en cause du plan VALYD (valorisation des hydrocarbures) qui prévoyait un programme ambitieux d'investissements, ce qui conduit à un arrêt quasi des investissements puisque les IDE dans ce secteur n'ont pas été suffisamment encourager.

² CNUCED.OP CIT.P5

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

- ✓ la crise de 1986 a porté un rude coup aux finances du pays qu'il se rend compte qu'il ne pouvait plus compter sur ses recettes des hydrocarbures.
- ✓ Le pays ne détenait pas la technologie et avait besoin pour cela d'investissements technologiques dans le cadre d'IDE.
- ✓ l'Algérie n'autorisait pas les sociétés étrangères à produire directement pour leur propre compte; comme cela est le cas dans plusieurs pays développés, elles pouvaient cependant bénéficier de contrats de partage de production ou autres contrats de prestation de service avec la société qui régit les hydrocarbures dans le pays (SONATRACH).

Le tableau suivant montre les flux des investissements directs étranger à destination d'Algérie pour la période allant de 2007 jusqu'à 2014 :

Tableau 03 : Evolution des flux d'IDE à destination de l'Algérie (MUSD, 2007-2014)

Années	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Algérie	1662	2593	2746	2300	2580	3052	2661	1488

Source : CNUCED

Le marché algérien continu à être plus attractif aux investissements étrangers, cependant en 2010, l'Algérie a attiré des flux estimés à 2264 millions de dollars mais avec une baisse de 17% qu'en 2009 en raison des changements dans la législation effectués dans le cadre de la loi de finances complémentaire de 2009. D'ailleurs le pays n'a attiré que 04 projets d'investissements selon l'ANDI, une diminution des flux d'IDE en 2014 et ceci s'explique par des changements de régulation pour les investissements étrangers notamment la loi de finance de 2014.

1-2 La deuxième période :

Les IDE ont connu une expansion non négligeable, et des efforts considérables sont alors été entrepris pour améliorer le climat des affaires dans le cadre du programme d'ajustement structurel³ qui vise principalement à :

- ✓ la reprise des flux d'investissements qui résulte principalement de la détérioration de l'économie induite notamment par la baisse du prix du pétrole.
- ✓ Le Gouvernement ne pouvait plus assurer à lui seul le fardeau économique causé par la détérioration de la dette et par l'inefficacité du système économique. Ainsi, la mise

³ Chaouch KACI, op, cit 2012, page 82.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

en place de réformes macroéconomiques viables a favorisé le désengagement progressif de l'État dans certains secteurs clefs de l'économie nationale.⁴

- ✓ Par ailleurs une amélioration de l'image de l'Algérie auprès du secteur privé international, ceci grâce aux dispositifs et aux garanties offert aux investisseurs. Ce qui à engendré une reprise rapide des IDE dans de nombreux secteurs (télécommunications, agroalimentaire, chimie et pharmacie).

Des réflexions sur une stratégie de développement qui ne sera plus basée sur la rente pétrolière commençaient à émerger. Cette nouvelle stratégie basée entre autres sur l'innovation et le développement des technologies de la communication et de l'information ne pouvait réussir sans l'aide étrangère.

La part des IDE entre 1991 et 1996 n'a guère dépassé 0,5% des investissements pour atteindre plus de 8% en 2001 et 2002. L'investissement direct étranger est concentré particulièrement dans le secteur des hydrocarbures qui est passé de 671 millions de dollars en 1999 à 2,3 milliards de dollars en 2003.

L'évolution des IDE de 1997 à 2007, est très significative en matière de l'effort réalisé pour attirer les IDE. En effet, le montant a été multiplié par plus de 23. La comparaison 1997-2008 est encore plus importante en ce sens qu'avec des IDE de l'ordre de 897.591 millions de DA⁵. Les IDE en Algérie ont augmenté de 920% en 2008, totalisant un montant de 525 milliards de dinars.

Ce tableau suivant montre évolution des déclarations des investissements durant la période 2002 et 2008 :

Tableau 04 : Evolution des déclarations des investissements (2002-2008).

Années	Nombre	Emploi	Montant (en million DZA)
2002	3 109	96 545	368 882
2003	7 211	115 739	490 459
2004	3 484	74 173	386 402
2005	2 255	78 951	551 529
2006	6 975	123 583	707 730
2007	11 497	157 295	932 101
2008	16 925	196 754	2 401 890
TOTAL	51 458	843 000	5 798 993

Source : ANDI« Investir en Algérie », 2010, p 87

⁴ CNUCED. Op cit, .P 7

⁵ ANDI « Investir en Algérie », 2010, p 23.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

Le tableau illustre l'effet des IDE en Algérie entre 2002 et 2008. Durant cette période les IDE continuent à entrer en Algérie, et à monter en termes de valeur, et en termes d'emploi jusqu'à atteindre un montant de 2 401 890 million de dinars et à générer 196 754 emploi en 2008.

2- Les réformes économiques :

Depuis la fin des années 1980, l'Algérie a connu trois séquences de réformes économiques :

- La première ouverte en 1987-1988 par le courant des réformateurs du FLN, qui consisté à substituer aux règles de la régulation de l'économie planifiée celle de l'économie de marché.⁶
- La seconde à été inauguré en 1993-1994 lorsque la situation quasi-cessation de paiements a contraint les autorités à renégocier la dette externe avec les bailleurs de fonds internationaux au prix d'une conversion à l'orthodoxie financière.
- En fin, engagée depuis la fin des années 1990, a confirmé le choix de l'ouverture économique, avec la relance des négociations des accords internationaux (et la signature en 2002 de l'accord d'association avec l'Union Européenne), et à introduit tardivement des impératifs de compétitivité et de convergence institutionnelle.

Plusieurs mesures en été prises après ces séquences de réformes économiques on peut citer :⁷

- ✓ La réforme du système bancaire.
- ✓ L'intégration graduelle de l'économie mondiale (Grande zone arabe du libre échange « GZALE », UE,....etc.).
- ✓ La libéralisation des prix intérieurs.
- ✓ La mise en place de politique monétaire et budgétaire rigoureuse.
- ✓ L'assainissement de l'économie et l'approfondissement des règles structurelles.
- ✓ La privatisation des entreprises publiques et le désengagement progressif de l'Etat de la vie économiques.

⁶ Mihoub ME ZOUAGHI ET Fatiha TALAHITE, « les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie », Revue confluence économique 3ème trimestre 2009, P 209.

⁷ Chaouch Kaci, op cité, p 92.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

Section 2 : Aperçu sur la croissance économique et L'IDE en Algérie

Dans cette section on abordera la croissance économique en Algérie et tous ce qui relatif à l'investissement en Algérie à savoir le climat d'investissement, le cadre légale relatif à l'investissement en Algérie et en fin les obstacles qui font fassent a ces investissements dans ce pays.

a. Indicateurs économiques en Algérie :

Le tableau suivant résume les indicateurs économiques en Algérie de la période 2014 à 2015.

Ce tableau 05 : Les indicateurs économiques en Algérie 2014-2015 :

Années/Indicateurs économiques	2014	2015
PIB	213.52	175.08
Croissance	4%	3.9%
Balance commerciale	4.3	-10.34
Solde compte courant	-8	-16
Importations	58.58	39.2
Exportations	62.88	28.86
Inflations	2.9 %	4.2 %

Source : Etablie par nous même d'après les données KPMG, « guide d'investir en Algérie » 2016.P 24.

D'après l'analyse du tableau nous remarquons une baisse du produit intérieur brut et ceci est du essentiellement au prix des hydrocarbures, la croissance globale reste constante malgré une légère baisse en 2015. Les hydrocarbures demeurent la source la plus importante de revenu de l'économie algérienne couvrant ainsi toutes les importations du pays.

I. La croissance économique :

La croissance économique enregistrée par l'Algérie peut être classée en trois périodes distinctes à savoir la période de récession, relance de la croissance et enfin l'accélération de la croissance :

A. La période de récession

Une période de récession, de 1990 à 1995, est caractérisée par des taux de croissance négatifs du PIB par habitant. Au début des années 90, l'investissement public à été considérablement réduit à un peu plus de 6,2% en 1991. Cela n'a pas empêché une envolée des déficits budgétaires, qui ont atteint un niveau de -8,3 % du PIB en 1993.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

Entre 1986 et 1994, l'Algérie affiche un taux de croissance annuel un peu supérieur à zéro (0,2 %). Ceci s'est traduit par des taux par habitant négatifs et une aggravation de la pauvreté.

Les taux de croissance médiocres étaient dus à des sources d'influences externes défavorables. L'aggravation de la situation économique et financière en 1994 a conduit les autorités à mettre en place un programme de réformes appuyé par le FMI et la Banque mondiale, et à entamer des négociations pour le rééchelonnement de la dette extérieure.

Ces réformes ont jeté les bases d'une reprise de la croissance. Mais au début, les réformes étant lentes et la récession se faisant durement ressentir, on assistait à l'aggravation des troubles civils.

Le gouvernement a donc décidé de mettre en place un programme d'ajustement devant pour lui permettre de stabiliser l'économie et de retrouver de la croissance, afin de réduire le chômage en forte augmentation et d'améliorer le niveau de vie de la population.

Ce programme visait à corriger les déséquilibres budgétaires grâce à des mesures monétaires et fiscales⁸, à la reprogrammation de la dette extérieure et à l'instauration de réformes structurelles où figuraient la libéralisation du commerce, une dévaluation en deux étapes du dinar algérien (70 % au total) entre avril et septembre 1994 et un régime de flottement contrôlé en 1995, soutenu par un marché de change interbancaire et la restructuration des entreprises publiques.

B. La relance de la croissance

Pendant la période 1996-2000, la croissance de l'économie algérienne avait une moyenne annuelle de 3,3% celle-ci a été :

- ✓ marquée par une forte instabilité de l'environnement politique et des problèmes de sécurité ce qui contribuèrent à détériorer le niveau de vie de la population.
- ✓ freiner l'initiative privée et la mise en œuvre des réformes économiques.

Entre 1994 et 2000, la performance macroéconomique s'est améliorée. La dette extérieure a diminué de 80% du PIB en 1995 à 46% du PIB en 2000. L'inflation est tombée de 29 à 0,3%. Le déficit budgétaire est passé de -4,4 % du PIB à un excédent de 7,8%.

En revanche, le solde budgétaire hors hydrocarbures s'est détérioré, passant de 26 % du PIBHH à -33 % du PIBHH. L'écart entre les taux de change du marché parallèle et ceux du marché officiel s'est réduit d'environ 100%, et la croissance s'est située à un taux de 3,2% .

⁸ Achour TANI YAMNA « L'analyse de la croissance économique en Algérie », 2014, P 29

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

Cependant, la fermeture de plus de 900 entreprises publiques a réduit de 320 000 (environ 40 %). Des rancunes ont été observées à savoir :

- ✓ Les effectifs du secteur public, entraînant un coût social important.
- ✓ L'aggravation du chômage, en passant d'un taux de 24% en 1994 à 30% en 2000.
- ✓ la masse salariale a baissé de moitié entre 1989 et 2000⁹.

C. L'accélération de la croissance

Le pays a atteint en 2002 un nouveau pallié de croissance qui, en restant lié aux performances du secteur des hydrocarbures, résulte des efforts de réforme déployés par le gouvernement.

Des réformes ont été introduites dans des domaines variés comme la concurrence, la libéralisation du commerce extérieur et des paiements, la fiscalité, le secteur financier, la gestion des entreprises publiques ou la privatisation.

Pendant la période 2001 à 2005, l'économie à repris. Les taux de croissance se situaient en moyenne à 5%. Les taux d'inflation moyens sont restés en dessous de 3%.¹⁰

La manne pétrolière a aidé d'autres secteurs à atteindre des taux de croissance élevés. C'est le cas des secteurs de la construction, des télécommunications et des services. Le PIB par habitant était au-dessus de 3%, ce qui aurait dû contribuer à réduire les taux de pauvreté.

La hausse des prix des hydrocarbures ce qui à poussé le gouvernement à lancé en 2001 un programme de relance économique suivi, ce programme (PSRE) visait trois principaux objectifs :

- réduction de la pauvreté.
- création d'emplois.
- préservation des équilibres régionaux et redynamisation des espaces ruraux.

Le cadre économique 2005 à 2009 à permis au pays de suivre un important programme d'investissement. Durant cette période ou la croissance économique été soutenu le PIB été on progression malgré les faiblesses de l'économie qui reflété par des taux de croissance en baisse durant la période de 2006-2007.

Le gouvernement à entrepris d'autre réformes pour relancé la croissance en effet le programme complémentaire de soutien à la croissance à été exécuté durant la période de 2005-2009 qui avait pour but principale :

⁹ Rapport De La Banque Mondiale 2003.

¹⁰ Achour TANI YAMNA, Op cit, P 30

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

- ✓ Le rééquilibrage territorial à travers le développement et la modernisation du réseau routier et ferroviaire
- ✓ L'amélioration des conditions de vie en matière d'habitat et d'accès aux soins.
- ✓ La prise en charge de besoins croissants en matière d'éducation, d'enseignement supérieur et de formation, le desserrement de la contrainte en matière de ressources en eau.
- ✓ Le développement et la modernisation du service public.

Grace à la hausse des hydrocarbures, la croissance à été forte dans d'autres secteurs comme l'agriculture, de la construction, des travaux publics et des services non gouvernementaux, la croissance du PIBHH à été stimulée par l'absorption intérieure et les exportations de produits hors hydrocarbures représentant moins de 2% du PIB hors hydrocarbure.

II- La croissance économique Algérienne

L'économie algérienne demeure dépendante des hydrocarbures à plus d'un titre, outre sa contribution directe à la formation du PIB, le secteur des hydrocarbures représente 95% des recettes d'exportation et 60% des recettes de l'Etat via la fiscalité pétrolière.

Avec une croissance réelle de 4 % en 2014, essentiellement tirée par la reprise du secteur des hydrocarbures, les perspectives économiques de l'économie algérienne, projettent un accroissement du PIB réel de 3.9 % en 2015 et de 4.1 % en 2016. Le tableau suivant montre la volatilité de la croissance économique de 2009 à 2016.

Tableau 06: la volatilité de la croissance économique de 2009 à 2016.

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*
Croissance du PIB	2.4	3.3	2.8	3.3	2.8	4	3.9	4.1
Croissance hors hydrocarbures	9.3	6.4	6.1	7.1	5.5	5	4.9	4.7

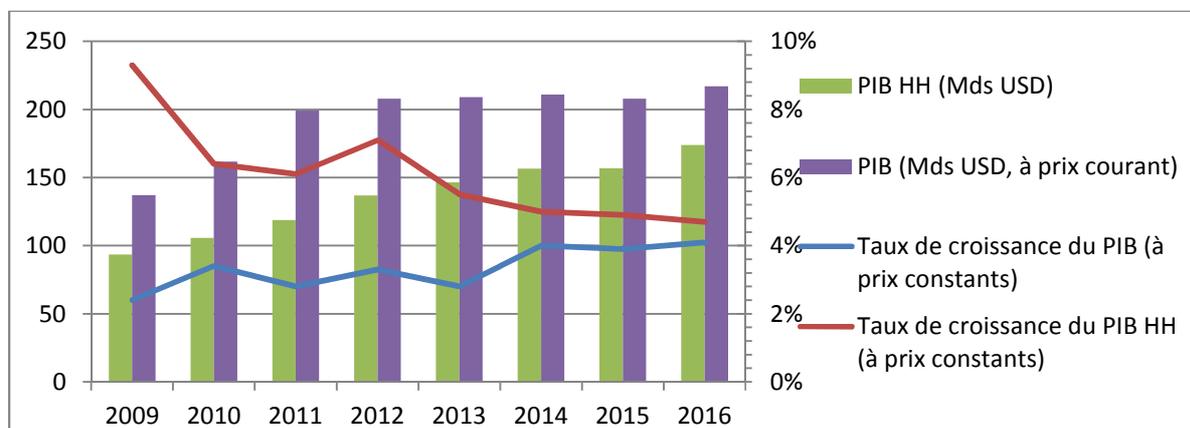
Source : Etablie par nous-mêmes d'après les données du FMI.

D'après l'analyse du tableau nous ne constatons que La volatilité de la croissance à été marquée par un recul en 2009 par rapport aux années précédant. L'effet d'une chute du prix du baril, d'une baisse en volume de ses exportations d'hydrocarbures, et d'une hausse de ses importations, l'Algérie a affiché un excédent commercial en forte diminution en 2014, sa

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

balance courante enregistrant un déficit pour la première fois depuis 15 ans. Cette tendance devrait se poursuivre en 2015, impactant à la baisse le niveau des réserves de change du pays. Cette figure montre l'évolution du produit intérieur brut algérien de 2009-2016.

Figure 05 : Evolution du PIB algérien



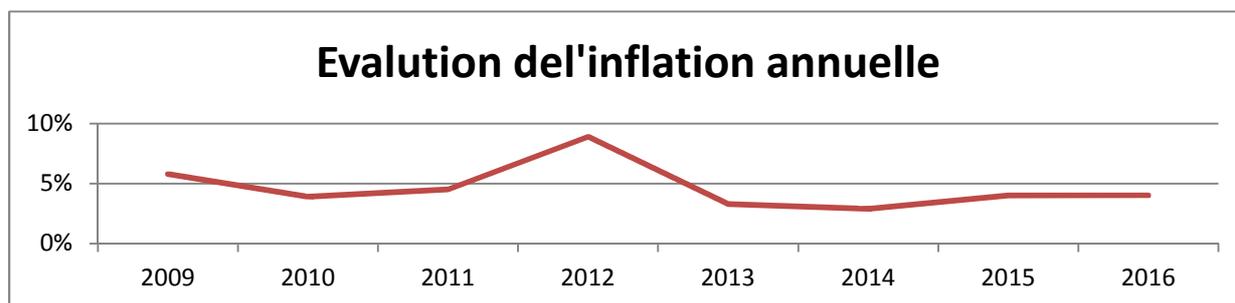
Source : Etablie par nous-mêmes d'après les données du FMI.

D'après l'analyse de cette figure on remarque que le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures est en chute globale de 9,3% en 2009 à 4,9 en 2015, le taux de croissance de l'économie algérienne, qui s'était établi à 2,8% en 2013, à enregistré une hausse sensible en 2014, à 4%, et devrait se maintenir en 2015, à 3,9%, à la faveur notamment d'un regain d'activité du secteur hydrocarbures (+0,4% en 2014 et +1,3% en 2015).

En 2014, le taux d'inflation en Algérie s'est établi à 2,9 %, indiquant une décélération, suite aux pressions inflationnistes de 2012. La hausse généralisée des prix observée au second semestre 2012 avait amené la Banque d'Algérie à intervenir, dès 2013, pour résorber l'excès de liquidités du marché monétaire. Cette action, couplée aux efforts gouvernementaux pour contenir les dysfonctionnements des circuits de distribution de produits de large consommation, et accroître l'offre desdits produits, semble avoir porté ses fruits dont les effets se poursuivent en 2014

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

Figure 06 : Evolution de l'inflation annuelle



Source : Etablie par nous-mêmes d'après les données du FMI.

D'après cette figure le taux d'inflation s'est établi à 2,9% en 2014, une baisse par rapport à l'année 2013 qui s'établit à 3,3%. Les effets de la stimulation de la demande, résultante de la revalorisation des salaires et des retraites opérée sur les budgets 2011 et 2012, à l'origine du pic d'inflation de 2012 (8,9%), se sont estompés pour laisser place à des rythmes d'inflation plus équilibrés. Selon le fond monétaire international qui prévoit ainsi un taux d'inflation à 4% en 2015 et en 2016.

Le commerce extérieur de l'Algérie à enregistré au cours du mois de janvier de l'année 2016 :

- Un volume global des importations de 3,81 milliards de dollars US soit une baisse de 14,14% par rapport aux réalisations du mois de janvier 2015.
- Un volume global des exportations de 1,93 milliard de dollars US soit une diminution de 25,04% par rapport aux résultats du mois de janvier 2015.

Cela s'est traduit par un déficit de la balance commerciale de 1,87 milliard de dollars US pour le mois de janvier 2016, d'où un taux de couverture des importations par les exportations de 51% pour le mois de janvier 2016 contre 58% durant la même période 2015 comme le montre le tableau (07) suivant :

Tableau 07 : Evolutions du commerce extérieur.

Valeurs en millions de dollars

	Janvier 2015	Janvier 2016	Evolution %
Importations	4433	3806	-14.14
Exportations	2576	1931	-25.04
Balance commerciale	-1857	-1875	
Taux de couverture %	58	51	

source : statistiques du commerce extérieur de l'Algérie

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

III- Climat d'investissement en Algérie

L'Algérie dispose d'un bon nombre d'opportunités d'investissement notamment, par rapport aux réformes engagées visant à encourager toutes les formes d'investissements privés, et notamment les investissements directs étrangers.

Le régime applicable aux investissements réalisés dans les activités économiques de production de biens et de services est régi par les dispositions de l'ordonnance n°01-03 du 20 août 2001, modifiée et complétée, relative au développement de l'investissement. L'Ordonnance couvre aussi bien les investissements nationaux qu'étrangers. Les activités qui relèvent de son champ d'application sont celles relatives à la production de biens et de services, l'activité de revente en l'état en est exclue.

1. La réglementation des IDE en Algérie

Afin d'attirer un nombre plus important des IDE dans le pays, l'Algérie a mis à la disposition des investisseurs étrangers un code de l'investissement avantageux prenant en compte le cadre légal d'application des lois réglementaires, dont la plus importante l'ordonnance du 21 août 2001 relative au développement de l'investissement qui constitue un progrès dans l'investissement. La réglementation des IDE en Algérie est passée principalement par :

a. Le code de l'investissement 1963 (loi n°63-277 du 26/07/1963) :

C'est le premier code qui a vu le jour principalement destiné aux investisseurs étrangers, sa promulgation toute fois est définit comme :

- La liberté d'investissement aux personnes physiques morales étrangère sous réserve des dispositions d'ordre public.
- Les garanties générales et particulières accordées aux investissements productifs en Algérie, les droits, les obligations et les avantages.
- Le cadre général des interventions de l'Etat dans le domaine des investissements.

L'article 23 de ce code (loi n°63-277 du 26/07/1963) stipule que « l'Etat intervient par le moyen des investissements publics, et créant des sociétés nationales ou des sociétés d'économie mixte avec la participation du capital, pour réunir les conditions nécessaires à la réalisation d'une économie socialiste spécialement dans les secteurs d'activités présentant une importance vitale pour l'économie nationale ».

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

b. L'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966

Cette loi a été promulguée après l'échec du précédent code à savoir (loi n°63-277 du 26/07/1963) montrait des failles dans le fonctionnement :

- Les lourdeurs administratives.
- La nationalisation des investissements qui sont restées en activité après l'indépendance, et les conditions du rapatriement des bénéficiaires qui sont limités à un maximum de 50%.

L'article 03 de la loi **n°66-284 du 15/09/1966** se résume en « l'Etat peut, en outre, dans tous les secteurs s'associer, dans des sociétés d'économie mixte, avec la participation du capital étranger ou national. Il peut également lancer des appels d'offres de création d'entreprises dans tous les secteurs par des capitaux privés, dans des conditions déterminées, que les priorités du développement économique pourraient exiger¹¹»,

c. La loi n°82-11 du 21/08/1982

Ce code fait appel aux investisseurs étrangers à entrer en association avec l'Etat dans le cadre des sociétés mixtes dans leurs projets d'investissement. Le code loi n°82-11 n'a pas suscité un grand intérêt des investisseurs étrangers du fait que ce dernier présente des limites tel que :

- Le capital des entreprises est composé selon la règle 51/49 en faveur du secteur public.
- La prise de décision dans le conseil d'administration est confiée à la partie algériennes.

d. Le code de 1993(décret législatif n°93-12 du 5/10/93).

Le code de 1993 fixe le régime applicable aux investisseurs privés nationaux et étrangers, il se base sur ¹²: La non-discrimination entre le capital privé national et étranger, La mise à niveau de la réglementation nationale, par rapport à celles des pays étrangers, les principes fondamentaux de liberté d'investir pour les investisseurs nationaux et étrangers et désignation du guichet unique comme une autorité unique de soutien et assistance aux investissements.

¹¹ Article 3, lois N° 66-284, du 15/09/1966, portant code des investissements, journal officiel N° 80, p901.

¹² Décret législatif n°93-12 du 19 correspondant aux 5/10/1993 relatif à la promotion de l'investissement, p 3.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

e. L'ordonnance 01/3 du 20 Août 2001 modifié en 2006

L'ordonnance N° 01/3 du 20 Août 2001, puis celle de N° 06-08 du 15/07/2006 viennent renforcer les avantages et les garanties accordés aux investisseurs, libéraliser totalement les mouvements des capitaux avec l'étranger, et vise la réduction des délais et les procédures d'étude de dossier d'investissement.

A travers cette ordonnance les autorités algériennes ont décidées de créer les organismes suivants :

- Création, attribution, organisation et fonctionnement de l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI)¹³
- Création, composition, organisation, et financement du Conseil National de l'Investissement (CNI)¹⁴.
- Le guichet unique créé par l'article 23 et le fond d'appuis à l'investissement par l'article 28 de l'ordonnance 01/03 de 2001.

f. Les principales mesures prises dans le cadre de la LFC de 2009 :

Des mesures ont été prises dans le cadre de la Loi de finances complémentaire (LFC) en introduisant de fortes restrictions aux importations, (c'est le cas de loi de finance de 2008 qui avait déjà introduit une taxe aux importations des véhicules neufs). Et à l'investissement étranger et au crédit à la consommation, et le commerce extérieur.

🚦 Les mesures de la LFC 2009 :

Une première série de mesure vise à réguler l'activité des opérateurs étrangers et promouvoir la formation d'un capital productif domestique: obligation d'ouvrir le capital des sociétés importatrices (30% au minimum) et des projets d'investissements étrangers (51% min) aux capitaux algériens , abrogation du régime de concession de terrains publics autorisant la cession au bout de deux ans (remplacé par un régime de concession renouvelable jusqu'à 99 ans), contraintes au transfert des bénéficiaires et mise en place d'incitations pour favoriser leur réinvestissement, rehaussement des prérogatives du CNI.

Une seconde série de mesure s'attache à l'assainissement et la normalisation des pratiques du commerce extérieur en améliorant la traçabilité de la transaction et prévenant les

¹³ Décret exécutif n° 01-282 du 24 septembre 2001 portant attribution, organisation et fonctionnement de l'agence nationale du développement des investissements, journal officiel n° 55 du 26 septembre 2001.

¹⁴ Décret exécutif n° 01-281 du 24 septembre 2001 relatif à la composition. A l'organisation et au financement du conseil national de l'investissement, journal officiel n° 55 du 26 septembre 2001.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

pratiques frauduleuses: présence obligatoire des personnes immatriculées au registre du commerce au titre des opérations d'importation où de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés, obligation d'une domiciliation bancaire préalable à la réalisation de toute opération d'importation, du règlement financier et de dédouanement, exigence du crédit documentaire pour le paiement des transactions commerciales, recours à des sociétés d'inspection des marchandises avant expédition, réciprocité avec les autres pays partenaires commerciaux.

Enfin, d'autres mesures ciblent la réorientation des transactions de crédit bancaire à travers la suppression du crédit à la consommation et l'encouragement du crédit immobilier. Censée protéger les ménages contre le surendettement, la disposition cherche surtout à limiter le recours au prêt automobile, principal produit du crédit à la consommation (80% en 2008 selon les déclarations du ministère des finances), et créer ainsi les conditions favorables au développement d'une industrie automobile locale.¹⁵

2. Le cadre légal :

Selon le guide investir en Algérie ce dernier définit l'investissement comme étant le régime applicable aux investissements dans les activités économiques de production de biens et de services et qui régit selon les dispositions de l'ordonnance n 01-03 du 20 août 2001, modifiée et complétée.¹⁶ Qui couvre les investissements¹⁷ nationaux qu'étranger. Par investissement il est entendu :

- ❖ Les acquisitions d'actifs qui entrent dans le cadre de création d'activités nouvelles ou qui sont susceptibles d'étendre les capacités de production, de réhabiliter ou de restructurer l'outil de production.
- ❖ La participation dans le capital des entreprises (sous forme d'apport en nature ou en numéraire).
- ❖ Les reprises d'activités dans le cadre d'une privatisation totale ou partielle.
- ❖ Les investissements sont réalisés au moyen de l'attribution de concessions ou de licences
- ❖ Les activités culturelles, notamment cinématographiques et d'édition de livres, ont été reconnues éligibles aux dispositions de l'ordonnance 01-03, par la loi de finance 2010.

¹⁵ Mihoub MEZOUAGHI ET Fatiha TALAHITE, Op.cit. P 13.

¹⁶ Modifiée et complétée par l'ordonnance 06-08 du 15 juillet 2006 et la loi de finance complémentaire pour 2009_lf pour 2010_lf complémentaire pour 2010_lf 2011_ loi de finance complémentaire pour 2011_lf 2012_lf 2013_lf 2014.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

2-1 Les organes chargés de la promotion des investissements en Algérie :

A cet effet on trouve plusieurs institutions qui sont chargées de la promotion des investissements en Algérie à savoir :

- Le conseil national de l'investissement (CNI).
- Agence Nationale de Développement des Investissements (ANDI).
- Le guichet unique (GU).

A. Le Conseil National de l'Investissement (CNI) :

Le CNI est créé auprès du ministre chargé de la promotion des investissements qui en assure le secrétariat, il est placé sous l'autorité du Chef du Gouvernement qui en assure la présidence¹⁸, ses travaux sont sanctionnés par des décisions, des avis et des recommandations.

On peut relever que le CNI, au titre des fonctions de proposition et d'étude qu'il :

- Propose la stratégie et les priorités pour le développement de l'investissement.
- Proposer l'adaptation aux évolutions constatées des mesures incitatives pour l'investissement
- Proposer au gouvernement toutes les décisions et mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de soutien et de l'encouragement de l'investissement
- Etudie des propositions des organes de nouveaux avantages.

L'action du conseil à aussi pour principale mission¹⁹ de s'exercer des décisions à savoir :

- ❖ L'approbation de la liste des activités et des biens exclus des avantages ainsi que leur modification et leur mise à jour.
- ❖ L'approbation des critères d'identification des projets présentant un intérêt pour l'économie nationale
- ❖ L'établissement de la nomenclature des dépenses susceptibles d'être imputés au fond dédié à l'appui et à la promotion de l'investissement.
- ❖ La détermination des zones susceptibles de bénéficier du régime dérogatoire.
- ❖ Le traitement de toute question en rapport avec l'investissement (Encourager la création des institutions, d'instrument financier).

B. Agence National de Développement des Investissements (ANDI) :

L'ANDI-Agence National de Développement des Investissements cette dernière est placée sous la tutelle du ministre chargé de la promotion des investissements. A été créée en 2001 en tant qu'établissement public à caractère administratif, pour répondre à ces objectifs,

¹⁸ Décret exécutif n°01-281 du 24 septembre 2001

¹⁹ KPMG, guide investir en Algérie 2016, P 67

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

l'ANDI exerce sept(07) ²⁰missions à savoir une mission d'information, une mission de facilitation, promotion de l'investissement, assistance, participation à la gestion du foncier économique et la gestion des avantages et en fin une mission générale de suivi.

- ✚ **Information** : accueillir et informer les investisseurs.
- ✚ **Facilitation** : identifier les contraintes entravant la réalisation des investissements et proposer des mesures organisationnelles et réglementaires pour y remédier.
- ✚ **Promotion de l'investissement** : promouvoir l'environnement général de l'investissement en Algérie, améliorer et consolider l'image de marque de l'Algérie à l'étranger.
- ✚ **Assistance** : conseiller et accompagner les investisseurs auprès des autres administrations dans la réalisation de leurs projets.
- ✚ **Participation à la gestion du foncier économique** : informer les investisseurs sur la disponibilité des assiettes foncières et assurer la gestion du portefeuille foncier.
- ✚ **Gestion des avantages** : vérifier l'éligibilité aux avantages des investissements déclarés, contribuer à l'identification des projets présentant un intérêt particulier pour l'économie nationale et participer à la négociation des avantages à octroyer à ces projets.
- ✚ **Suivi** : assurer un service d'observation, de statistiques et d'écoute portant sur l'état d'avancement des projets enregistrés.

C. Le guichet unique :

Le guichet unique est une institution très importante, à vrai dire c'est un organisme décentralisé (GUD) puisqu'il est créé au niveau de la wilaya ou ensemble de wilaya. ²¹

Le rôle du guichet unique décentralisé est de :

- faciliter et simplifier les procédures légales de constitution des sociétés et de mise en œuvre des projets d'investissement : à cet effet, les représentants des administrations et organismes qui le composent sont chargés de délivrer directement à leur niveau, les documents requis et à fournir les prestations administratives liées à la réalisation de l'investissement.

²⁰ KPMG, OP CIT, P 67.

²¹ KPMG, OP CIT, P 68.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

- Ils sont, en outre, chargés d'intervenir auprès des services centraux et locaux de leurs administrations ou organismes d'origine pour lever les difficultés éventuelles rencontrées par les investisseurs.
- Et afin de garantir l'efficacité de l'action du guichet unique et en faire un véritable instrument de simplification et de facilitation en direction des investisseurs, des réaménagements ont été introduits, afin de lui permettre de s'ériger en espace incontournable pour la réalisation et le développement des projets d'investissement.

Les prestations fournies par le guichet, ne se limitent plus à la simple information mais s'étendent à l'accomplissement de l'ensemble des formalités requises, grâce à la délégation effective du pouvoir d'action, de décision et de signature accordés par les administrations et organismes concernées, à représentants au sein du guichet.

2-2- Liberté et partenariat en Algérie :

A. La liberté d'investissement :

Selon l'article 4 des dispositifs de l'ordonnance N° 01-03 du 20 Août 2001, modifiée et complétée, relative au développement de l'investissement précitée :

- ✚ les investissements sont réalisés librement sous réserve de la législation et des réglementations relatives aux activités réglementées et au respect de l'environnement.
- ✚ Bénéficiaire des droits de protection et garanties prévues par les lois et règlements en vigueur.
- ✚ Les investissements bénéficient des avantages fiscaux de la présente ordonnance font l'objet, préalablement à leur réalisation, d'une déclaration d'investissement auprès de l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).
- ✚ l'encouragement des investissements étrangers qui contribuent au transfert du savoir faire et qui bénéficient d'avantages fiscaux et parafiscaux accordés par le conseil national de l'investissement (CNI).

➤ Activités réglementaire :

Conformément au décret exécutif n° 40-97 du 18 Janvier²², relative aux critères permettant de déterminer les activités et professions réglementées soumises à une inscription au registre du commerce ainsi que son encadrement.

²² - Décret exécutif n° 97-40 du 18 /01/1997, modifié et complété relatif aux critères de détermination et d'encadrement des activités et professions réglementées soumises à inscription au registre du commerce.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

Une activité ou une profession est considérée comme réglementée, si cette activité ou profession soit soumise à une inscription au registre du commerce, et elle exige par sa nature, son content et contenu, ainsi que les moyens mis en œuvre, offrir des conditions spéciales pour permettre sa pratique.

La Classification d'une activité ou d'une profession au sein des activités réglementées, signifie la présence des préoccupations ou les intérêts de supervision substantielle exigé plus juridiquement et techniquement approprié.

➤ **Respect de l'environnement :**

En entend par respect de l'environnement, l'ensemble des activités qui ne portent pas atteinte aux principes énoncés par la loi cadre sur l'environnement, modifiée et complétée, du 05 février 1983.

B) le partenariat :

La loi de finance complémentaire pour 2009 a posé des règles d'encadrement du principe de liberté d'établissement tel qu'énoncé à l'article 4 de l'ordonnance. Ces règles qui inscrivent le partenariat comme modalité unique pour tout établissement des investissements étrangers, le partenariat est applicable à tous les secteurs d'activité, y compris les activités bancaires et d'assurances.

Les investissements étrangers ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un partenariat avec des nationaux résidents. S'appliquent ainsi les règles suivantes :

- ✓ Le partenariat national résident doit représenter au moins 51% du capital social (49% /51% algérien majoritaire).
- ✓ Le pourcentage suscité s'applique à l'ensemble des activités (production, service, distribution et négoce) à l'exception des autorisations requises pour l'exercice des activités réglementées (banque, assurance, transport, formation professionnelle).

Toute modification de l'immatriculation au registre du commerce entraîne la mise en conformité de la société avec les nouvelles règles de répartition du capital sauf dans les cas suivants ²³

- ✓ Augmentation ou la diminution du capital social qui n'entraîne pas un changement dans les proportions de répartition du capital social.

²³ KPMG, op cit, P45

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

- ✓ La cession ou l'échange, entre anciens et nouveaux administrateurs d'actions de garantie prévues par le code de commerce et ce, sans que la valeur desdites actions ne dépasse 1 % du capital social de la société.
- ✓ La suppression d'une activité ou le rajout d'une activité connexe.
- ✓ La modification de l'activité suite à la modification de la nomenclature des activités.
- ✓ La désignation des dirigeants de la société.
- ✓ Le changement d'adresse du siège social.

C - le droit de préemption de l'Etat

La disposition de l'Etat et les entreprises publiques économiques (EPE) d'un droit de préemption sur toutes les cessions de participations des actionnaires étrangers ou au profit d'actionnaires étrangers.

- **Le droit est étendu aux cessions initiées hors territoire algérien :**

C'est à partir de la détention d'action ou des parts sociales dans des sociétés de droit algérien ayant bénéficié d'avantages ou de facilités de leur implantation.

- **Des cessions initiées sur le territoire national**

- ✓ L'Etat peut renoncer de son droit de préemption, toutes les cessions sont subordonnées, à peine de nullité, à la présentation d'une attestation de renonciation délivrée par les services compétents du ministre chargé l'industrie.²⁴
- ✓ C'est le notaire qui est chargé de rédiger l'acte de cession, précisons ainsi le prix et les conditions de cessions.
- ✓ L'attestation est délivrée au notaire dans un délai maximum de 03 mois, pendant une période d'une année l'Etat conserve le droit de préemption.

- **Concernant les cessions totales ou partielles à l'étranger :**

Ces cessions, les sociétés concernés ont bénéficié d'avantages ou de facilité sont subordonnées à une consultation préalable du gouvernement algérien, celles qui n'ont pas bénéficié des avantages ne sont pas soumises a cette consultation.

L'Etat et les entreprises publiques algériennes conservent le droit de racheter les actions ou les parts sociales de la société filiale concernée par la cession direct ou indirect. Le prix de rachat est fixé à base d'une entreprise.

Toutes investissements direct étranger ou en partenariat avec des capitaux étranger ne doit faire l'objet que d'une déclaration d'investissement adressée à l'ANDI.

²⁴ Article 46 de la loi de finance pour 2010

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

2.3- Granites-protections-conventions conclues par l'Algérie

La loi sur l'investissement repose sur trois grands principes à savoir l'égalité de traitement, la stabilité légale, l'arbitrage :

a) L'égalité de traitement :

L'article 14 alinéa 1 aux termes duquel les « personnes physique et morales étrangères reçoivent un traitement identique à celui des personne algérienne, eu égard aux droits et obligations en relation avec l'investissement », ²⁵c'est-à-dire a la non discrimination entre l'investissement nationaux et étranger. A cet effet 45²⁶ conventions bilatérales ont été conclues par l'Algérie et les autres pays à fin de protéger les investissements.

b) Stabilité légale

La loi de l'investissement apporte une nouvelle garantie aux investisseurs étrangers. Il s'agit de la clause de stabilisation légale, signifie que les modifications légales et réglementaires relatives au droit de l'investissement qui peuvent avoir lieu ultérieurement à l'octroi d'avantages accordés en contrepartie des investissements réalisés, ne sont pas applicables à l'investisseur sauf s'il le demande. Cette disposition protège l'investisseur contre l'aléa lié à l'évolution de la loi²⁷.

c) L'arbitrage

Le principe général consiste à attribuer la compétence aux juridictions locales pour tout litige se produisant sur le territoire algérien. Mais depuis le décret 93-09 du 25/04/1993, l'Etat est autorisé à souscrire des clauses d'arbitrage dans ses contrats internationaux, et ce, en organisant, soit un arbitrage ad-hoc, soit un arbitrage institutionnel.

2.4- Les avantages liés aux investissements

Deux régimes sont prévus et ceci dans le but de bénéficier d'une dispense de paiement d'impôt et une réduction fiscale selon les différents projets et leur impacts sur l'économie. Soit le régime général et dérogatoire.

1-Régime général

Les avantages sont accordés en deux phases, la première phase qui la réalisation de l'investissement et l'autre phase qu'on appellera exploitation.

²⁵ KPMG, op cit, P46

²⁶ KPMG, op cit , p 46

²⁷ SERIAK Lahcene, « Les conditions juridiques et réglementaires de l'investissement national et étranger en Algérie », AGS corpus et bibliographie édition, 2005, P 46.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

1-1 Phase d'exploitation

Aux termes des lois de finance complémentaires 2009 et pour 2010 et aussi la loi de finance 2014, des mesures ont été prises, destinés particulièrement a favorisé la création de l'emploi et ceci pour :

- Une durée de trois (3) ²⁸ans pour les projets créant jusqu'à cent (100) emplois au moment du démarrage de l'activité et après constat d'entrée en activité établi par les services fiscaux à la diligence de l'investisseur une :
 - exonération de l'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS).
 - exonération de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TAP).
- Une durée de trois (3) ans à cinq (05) ans pour les investissements qui créent plus de cent (100) emplois, au moment du démarrage de l'activité, et pour les investissements dans les filières stratégiques dont la liste est fixée par le conseil national de l'investissement.

1.2 phase de réalisation de l'investissement

Les avantages accordés sont les suivants :

- Exonération des droits de douanes sur les équipements non exclus, importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement
- Franchise de TVA sur les biens et services non exclus, importé ou acquis localement, entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;
- Exemption du droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières, effectuées dans le cadre de l'investissement concerné ;
- Exemption des droits d'enregistrement, des frais de publicité foncière et de la rémunération domaniale portant sur les concessions de biens immobiliers bâtis et non bâtis consenties au titre de la réalisation de projets d'investissement. Cet avantage s'applique pour la durée minimale de la concession consentie.
- Bénéficient Egalement de ces dispositions, les concessions consenties antérieurement par décision du conseil des ministres au profit des projets d'investissement ainsi qu'aux investissements déclarés auprès de l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

²⁸ KPMG, op cit, P51

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

2-le régime dérogatoire

a) La phase de réalisation

Dans cette phase les investisseurs peuvent bénéficier des avantages suivant :²⁹

- ✓ Exemption du droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement.
- ✓ application du droit d'enregistrement au taux réduit de deux pour mille (2‰) pour les actes constitutifs de sociétés et les augmentations de capital.
- ✓ Prise en charge partielle ou totale par l'Etat, après évaluation de l'Agence, des dépenses au titre des travaux d'infrastructures nécessaires à la réalisation de l'investissement.
- ✓ Franchise de la TVA pour les biens et services non exclus des avantages entrant directement dans la réalisation de l'investissement, qu'ils soient importés ou acquis sur le marché local.
- ✓ Exonération de droits de douane pour les biens importés non exclus des avantages, entrant directement dans la réalisation de l'investissement.
- ✓ Exemption des droits d'enregistrement, des frais de publicité foncière et de la rémunération domaniale portant sur les concessions, pour les biens immobiliers bâtis et non bâtis consentis destinés à la réalisation des projets d'investissements. Cet avantage s'applique pour la durée minimale de la concession consentie

b) La phase d'exploitation

Les avantages ³⁰qui sont accordées dans cette phase sont :

- ✓ Exonération pendant une durée de 10 d'activité effective, d'IBS et de la TAP
- ✓ Exonération à compter de la date d'acquisition, de la taxe foncière sur les propriétés immobilières entrant dans le cadre de l'investissement pour une période de 10 ans.
- ✓ Octroi d'avantages supplémentaires de nature à améliorer et à faciliter l'investissement.

²⁹ KPMG op cit, P52

³⁰ Abdellatif BENACHENHOU, « Algérie, la mondialisation maîtrisée », Impression autographe, Paris, 2004, P 95

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

c) **Les investissements présentant un intérêt particulier pour l'économie nationale**

A fin de bénéficier de certains avantages du régime dérogatoire l'investisseur et en collaboration avec L'ANDI négocie et signe une convention pour démontrer l'intérêt de son projet et ceci par une étude technico-économique.

Pour les avantages qui lui sont accordées on cite :

- ✓ Lors de la phase de réalisation, une liste non exhaustive est prévue comprend ainsi des exonérations de droits de douanes (DD), de TVA et de droit d'enregistrement et ce pour une durée maximale de 5 ans.³¹
- ✓ La phase d'exploitation, c'est l'exonération d'IBS et de la TAP pour une durée maximale de 10 ans.

Section 3 : Les obstacles liés à l'Investissement en Algérie

En dehors du secteur des hydrocarbures qui continuent à attirer les compagnies étrangères, l'Algérie n'a pas su attirer les compagnies étrangères et relancer l'investissement local, en raison de plusieurs obstacles qui freinent l'investissement en Algérie, et parmi ces obstacles en trouve :

A- Complexité des procédures

Malgré l'engagement de l'Etat à améliorer le système douanier et ce, en partie par la privatisation des ports et l'entière informatisation des formalités douanières, le pays demeure parmi les pays les moins classés en matière de facilitations pour créer une société, à cela s'ajoute les conditions de création d'entreprise, le nombre d'étapes, la durée et les coûts. Les lenteurs administratives sont omniprésentes dans les tous les secteurs d'activité et touche :

- ✓ Le nombre important de procédures à la création d'une entreprise.
- ✓ La difficulté d'obtention de permis de constructions.
- ✓ Retard dans l'obtention d'autorisations

³¹ KPMG op cit , P53

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

Tableau 08 : Procédures de création d'entreprise

Economie	Année	Facilité de faire des affaires À	Création d'Entreprise				
			Classement	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)	Capital minimum versé (% du revenu par habitant)
Algérie	DB2012	..	..	13.00	24.00	12.10	30.60
Algérie	DB2013	..	..	13.00	24.00	12.10	27.20
Algérie	DB2014	..	..	13.00	24.00	12.40	28.60
Algérie	DB2015	161	143	13.00	22.00	11.00	24.10
Algérie	DB2016	163	145	12.00	20.00	10.90	23.60

Source : Etablie par nous même d'après les données de doing business 2012-2016

Ainsi, et selon le rapport de Doing business³², l'Algérie est placée sur l'indicateur « création d'entreprise » en 145^{ème} place, on constate aussi que le nombre de procédure est en baisse par rapport aux années précédant, donc, l'Algérie n'a fourni aucun effort pour faciliter les procédures de création d'entreprise.

B- L'obstacle foncier

L'une des raisons essentielles à la faiblesse des flux d'investissements reste le foncier, qui constitue un obstacle majeur à l'investissement, c'est pour cela que le pays s'est intéressé au foncier en termes de législation. La loi d'orientation du foncier répondant à cette préoccupation a été promulguée en 2006. Cette loi consacrait la formule de la concession pour une durée de 20 années renouvelable. En 2008, la législation règlementant le domaine foncier a été modifiée. Deux textes ont été publiés : la loi n° 08 du 20 juillet 2008 (modifiant et complétant la loi n° 85-05 du 16 février 1985) portant loi domaniale et l'ordonnance 08-04 du 1er septembre 2008. La concession est accordée pour une durée minimale de 33 ans, renouvelable, et maximale de 99 ans selon la formule des enchères publiques ouvertes ou restreintes ou de gré à gré.

- ✓ Difficulté d'accès au foncier industriel.
- ✓ Rareté et indisponibilité de terrain à l'investissement.
- ✓ La complexité dans les procédures des transferts de propriétés.

³² D'après les données de doing business 2016

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

Tableau 09 : Octroi de permis de construction.

Economie	Année	Facilité de faire des affaires À	octroi d'un permis de construction			
			Classement	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% de la valeur de la construction)
Algérie	DB2012	..	..	18.00	205.00	1.10
Algérie	DB2013	..	..	18.00	205.00	0.90
Algérie	DB2014	..	..	18.00	205.00	1.00
Algérie	DB2015	161	124	18.00	205.00	0.90
Algérie	DB2016	163	122	17.00	204.00	0.90

Source : Etablie par nous même d'après les données de doing business 2012-2016

Dans ce tableau on constate que le délai d'obtention de permis de construction reste le même durant les années de 2012 à 2015. Les délais ont sensiblement baissé pour se situer à environ 204 jours en 2016 même si il y'a une légère amélioration mais ça reste insuffisant pour attirer les investisseurs étrangers, L'Algérie est classé à la 122^{ème} place avec un nombre de procédures qui s'améliore en passant de 18 en 2015 à 17 en 2016.

D'après le tableau suivant, La complexité dans le transfert de propriété est l'un des obstacles que rencontrent les investisseurs étrangers concernant le foncier :

Tableau 10 : Transfert de propriété

Economie	Année	Facilité de faire des affaires À	transfert de propriété			
			Classement	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% de la valeur du bien)
Algérie	DB2012	..		10.00	55.00	7.10
Algérie	DB2013	..		10.00	55.00	7.10
Algérie	DB2014	..		10.00	55.00	7.10
Algérie	DB2015	161	160	10.00	55.00	7.10
Algérie	DB2016	163	163	10.00	55.00	7.10

Source : Etablie par nous même d'après les données de Doing business 2012-2016

D'après l'analyse du tableau l'Algérie est à la 163^{ème} place, on constate que le transfert de propriété reste stable par rapport aux quatre années précédant avec un délai de 55 jours et un nombre de procédures de 10, tandis qu'en 2007³³ le délai était de 74 jours et avec 14 de nombre de procédures.

C- Les entraves financières

Malgré l'ouverture du système bancaire algérien au secteur privé, l'offre de financement reste insuffisante par rapport (accès au crédit) aux besoins financiers des petites

³³ Selon le rapport de doing business 2007

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

moyennes entreprises (PME), et cela est du principalement à l'absence du rôle de la bourse d'Alger et au manque d'institution financière spécialisées (crédit bail et sociétés affacturage). De nombreuses entreprises se plaignent du système bancaire algérien et le considèrent qu'il n'est pas apte à les accompagner dans leurs développements et cela est dû à :

- ✓ Les délais trop longs de traitement des dossiers de crédit il faut patienter 2 mois et demi pour un crédit d'exploitation et 9 mois pour un crédit d'investissement.
- ✓ Les taux d'intérêts jugés trop élevés.
- ✓ Retards excessifs dans les circuits de paiement.

Et pour remédier, les autorités algériennes doivent effectuer des mesures à l'image de :

- L'encouragement de développement des banques publiques et privées.
- Encouragement de création d'institutions financières spécialisées.
- L'amélioration de l'accès à des systèmes d'information fiable sur le marché et le crédit.

Tableau 11 : Obtention de prêt

Economie	Année	Facilité de faire des affaires à	Obtention de Prêts			
			Classement	Indice de la fiabilité des droits légaux (0-12)	Couverture par les bureaux privés (% des adultes)	Couverture par les registres publics (% des adultes)
Algérie	DB2012	..	..	..	0.30	0.00
Algérie	DB2013	..	..	..	2.30	0.00
Algérie	DB2014	..	..	2.00	2.40	0.00
Algérie	DB2015	161	171	2.00	2.00	0.00
Algérie	DB2016	163	174	2.00	1.90	0.00

Source : Etablie par nous même d'après les données de Doing business 2012-2016

On remarque dans ce tableau que l'indice de la fiabilité droite légale reste inchangé depuis 2012 et qui est de 2, ce qui nous explique le positionnement de l'Algérie concernant les démarches d'accès au crédit, à la 138^{ème} en 2010 place tandis que en 2016 elle est à 174.

D- Absence de partenaires faibles

Les investisseurs étrangers se plaignent de l'absence de partenaires fiables. En effet, l'absence d'un grand nombre d'entreprises d'envergure joue en défaveur de l'investissement en Algérie, concernant la fiscalité l'Algérie enregistre un retard comme nous le montre le tableau suivant :

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

Tableau 12 : Paiement des taxes et Impôts.

Economie	Année	Paiement des Taxes et Impôts						
		Classement	Paiements (nombre par année)	Délai (heures par année)	Total à payer (% du bénéfice brut)	Impôt sur les profits (%)	Taxes et charges sociales (%)	Autres Taxes (% profit)
Algérie	DB2012	..	27.00	451.00	73.00	..	..	..
Algérie	DB2013	..	27.00	451.00	72.80	..	..	..
Algérie	DB2014	..	27.00	451.00	72.70	..	..	..
Algérie	DB2015	168	27.00	385.00	72.70	6.60	30.60	35.60
Algérie	DB2016	169	27.00	385.00	72.70	6.60	30.60	35.50

Source : Etablie par nous même d'après les données de Doing business 2012-2016.

En analysant les données du tableau, L'Algérie se positionne à la 169^{ème} place ce qui donne à constater que l'indicateur de paiement des taxes et impôts reste élevé et n'est pas très favorable pour l'Algérie. En effet, le nombre de paiements par année est de 27. Même si c'est inférieur des 34 de 2009, mais ça reste assez élevé. Les investisseurs sont confrontés à des lourdes taxes et charges pour un total à payer de 72.7 %, un taux qui est très élevé.

E- Déficit d'image

Le milieu des affaires en Algérie connaît un déficit d'image à l'extérieur, et cela est dû généralement aux nouvelles réglementations adoptées afin de libéraliser l'économie et de mettre en valeur le potentiel d'investissement que recèle le pays.

Conclusion :

Dans l'ensemble de ce chapitre on a présenté tout ce qui est relatif à l'investissement en Algérie et à la croissance économique dans ce pays. La croissance économique algérienne reste fragile car elle est tirée essentiellement des hydrocarbures malgré les efforts fournis par l'Etat pour encourager l'investissement dans d'autres secteurs et malgré les efforts fournis par l'Etat en matière d'IDE à travers la promulgation des lois et décrets ainsi que la création d'instituts chargés de faire promouvoir les IDE, l'Algérie demeure toujours le pays le moins attractif aux investissements directs étrangers.

Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie

CHAPITRE III : IMPACT DES IDE SUR L'ECONOMIE ALGERIENNE

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

Section I : Etude univariée des séries de données

Cette section se focalise sur une analyse univariée de chaque série de données, on commencera par la présentation de choix de nos variables utilisées, puis nous effectuerons une analyse descriptive, et on terminera par une analyse économétrique.

I. source de données et présentation des variables utilisées

Les données¹ de la présente étude proviennent de la banque mondiale. Nous avons utilisés des données annuelles qui couvrent la période 1986-2014.

Le choix des variables, nous avons choisie dans notre travail de recherche le mieux de variables exogène qui sont en corrélation avec la variable endogène qui est la croissance économique représentée par le PIB en terme réel, pour cela nous retenons les variables suivantes :

- ✚ Produit intérieur brut en termes réels (PIB)
- ✚ L'investissement direct étranger (IDE) en pourcentage de PIB multiplié par le PIB réel en milliards de dinars sur 100.
- ✚ L'investissement domestique (INVD) calculé d'après formation brute de capital fixe (% du PIB) multipliée par le PIB réel en milliards de dinars sur 100.
- ✚ L'ouverture commerciale (OVC) mesurée par le ratio des exportations et importations des biens et services par rapport au PIB réel en milliards de dinars.
- ✚ Taux de change (TXCH)
- ✚ Taux d'inflation(INF).

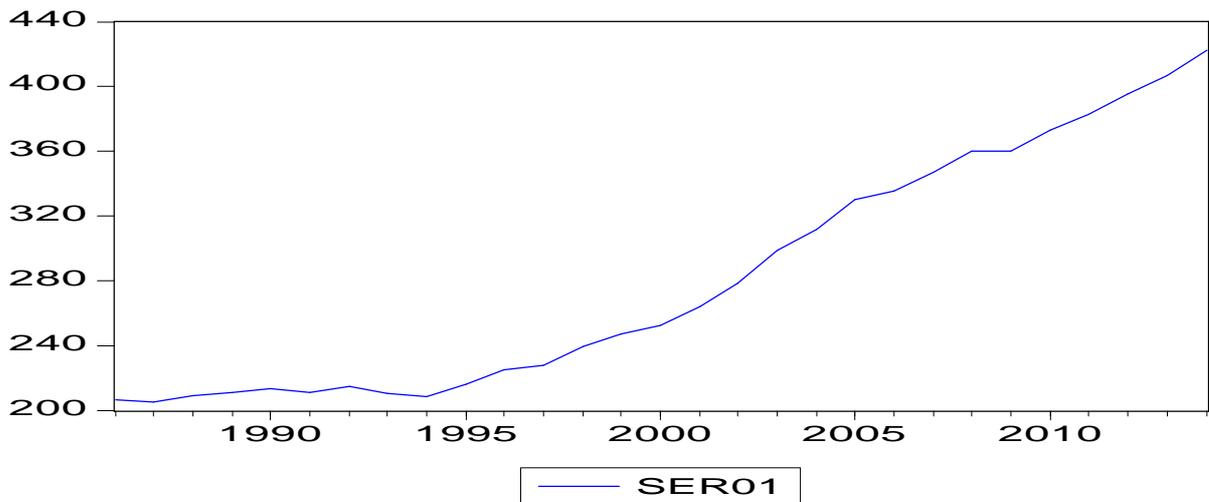
II. Analyse descriptives des séries de données

Cette phase nous permet de présenter nos variables graphiquement, afin de pouvoir examiner leurs tendances durant la période d'étude de 1986 à 2014.

¹ Voir la base de données Annexe N°04

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

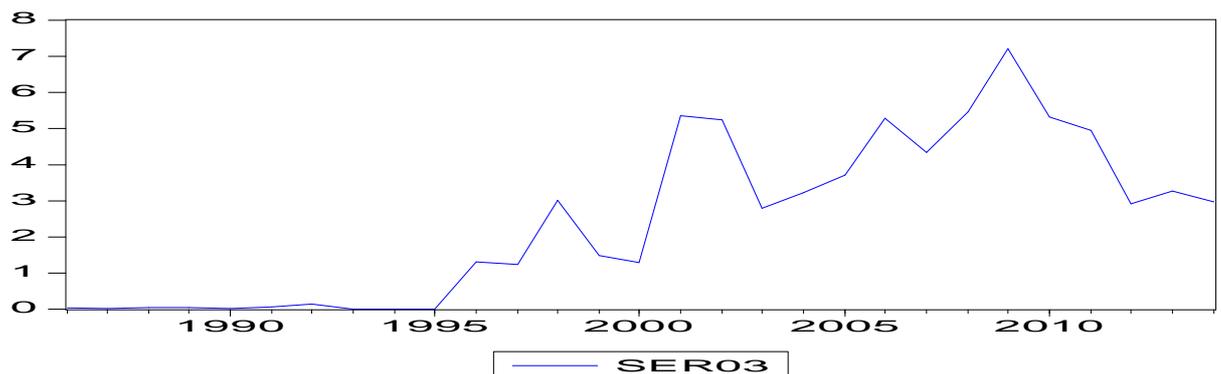
1- Evolution du Produit intérieur brut réel



Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

D'après l'analyse de ce graphique qui représente l'évolution du PIB en Algérie sur la période 1986-2014, pour cela nous constatons deux période à savoir de 1986 à 1995 qui se caractérise par une fluctuation légère à la hausse et la baisse et ceci est due au programme d'ajustement structurelle mis en place par le fond monétaire international, la deuxième période de 1996 à 2014 qui caractérisé par une tendance à hausse et ceci est due principalement au recette pétrolière malgré que en 2009 on remarque une stagnation du PIB pour cause de la crise financière que traversé le pays à cette période.

2- Evolution des IDE



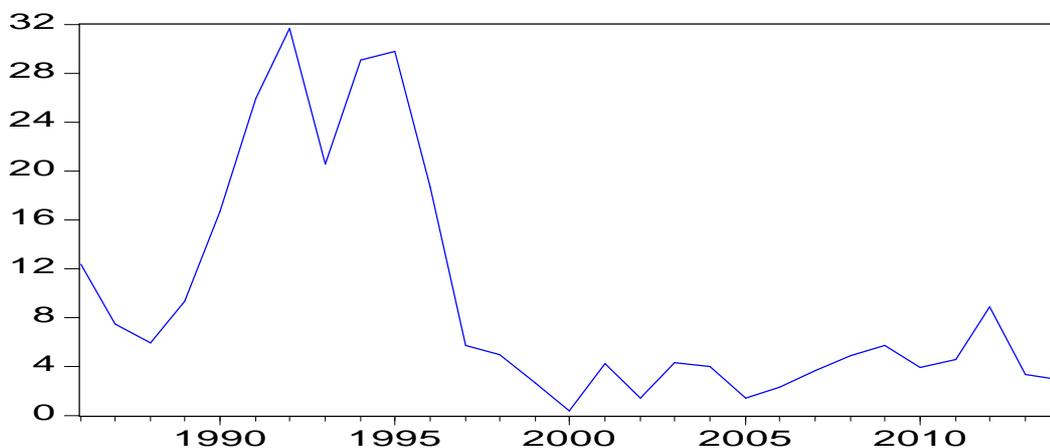
Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats d'EVIEWS

A voir ce graphe on remarque que la période allant de 1986 a 1995 à eu pour cause la mauvaise situation sociale et politique que traversé le pays , les IDE étai au niveau bas, à partir de l'année 1996 les IDE commence à voir le jour avec une évolution à la hausse qui

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

s'établie à 8 milliards de dinars en 2009, après la cette période les IDE commencent à chuté et ceci pour cause de la règle 51/49 qui découragent les investisseurs à investir en Algérie.

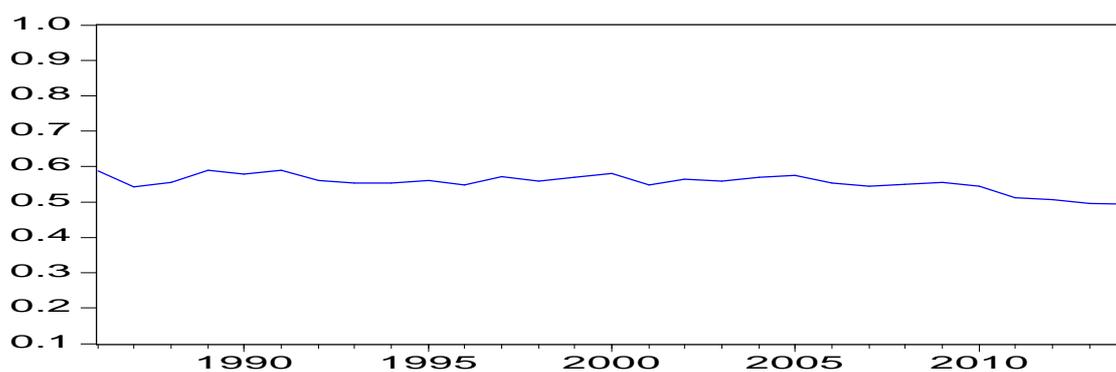
3- Evolution du taux d'inflation



Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

Le graphe montre l'évolution du taux d'inflation en Algérie pour la période 1986-2014, on remarque une tendance à la hausse et à la baisse du niveau générale des prix, une hausse enregistré pendant la période de 1990 jusqu'à 1995 et ceci est due principalement à la hausse des importations alimentaires et la dévaluation du taux de change, après cette période une baisse du taux à été enregistré qui s'établie à 2.9% en 2014.

4- L'ouverture commerciale

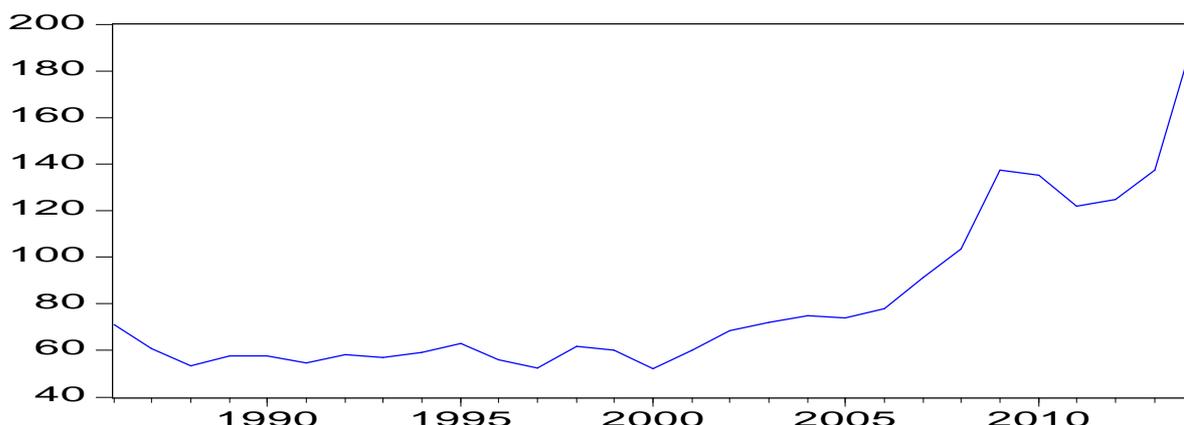


Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

L'analyse du graphe donne à constaté que l'ouverture commerciale varie entre 0.5 et .06 pendant la période de 1986 à 2009 les buts non atteints par le gouvernement algérien de promo voire les exportations, de réduire les obstacles douanière, l'introduction de la loi de en 2009 l'investissement qui à réduit les transactions de capital et l'augmentation appréciable des importations et des exportations par rapport au PIB.

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

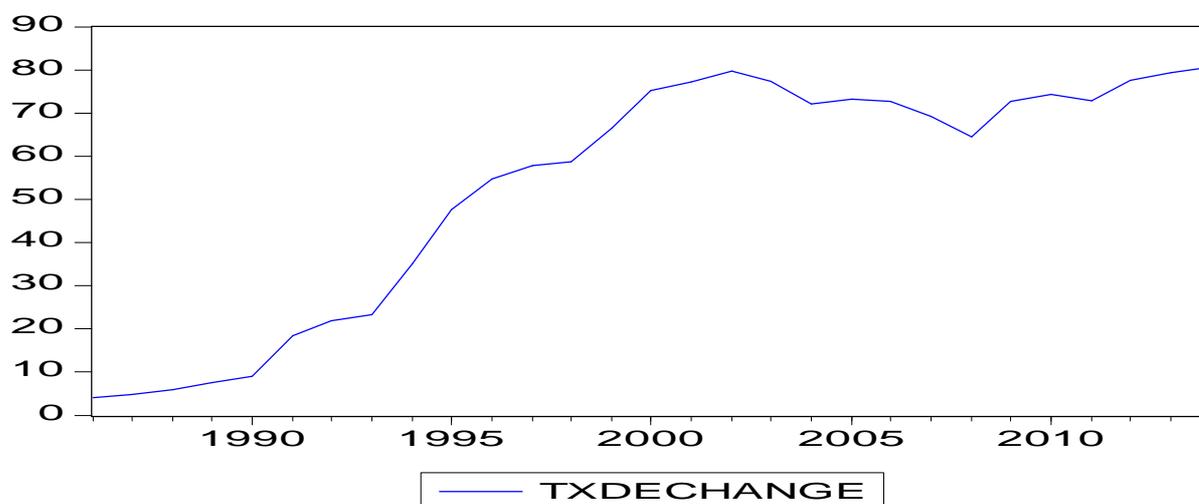
5- L'investissement domestique



Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

On retiendra dans cette analyse que il y'a légère fluctuation pendant la période de 1986 jusqu'à 1999, après cela à partir de l'année 2000 une tendance à la hausse à été enregistré pour s'établir à 137.50 milliards de dinars en 2009, une stagnation en 2010 après ça une amélioration a été vu pour s'établir à 194.19 milliards de dinars en 2014

6- Le taux de change



Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

D'après le graphique montre le taux de change Algérien, suite à l'embellie financière due à l'envolée des cours du pétrole, l'Algérie, en 2006, a procédé au paiement quasi-total, par anticipation, de sa dette externe. En effet, le cours de la dette est passé de 33 milliards de dollars US en 1996 à mois de 4,5 milliards en 2007.

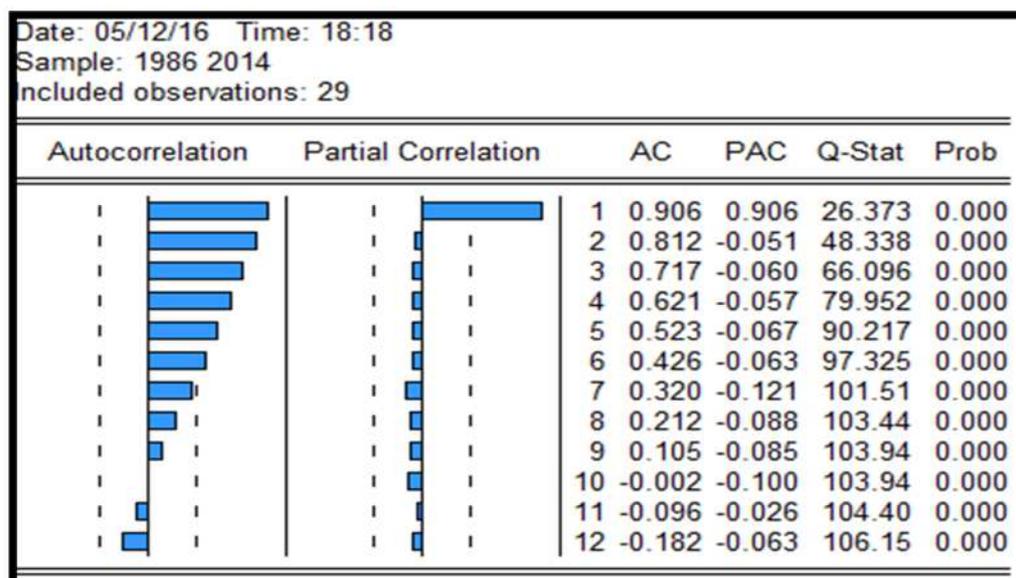
L'objectif de la Banque d'Algérie est de maintenir un taux de change réel stable. En effet, le taux de change est resté stable entre la période de 2005 et 2007

III. Analyse de la stationnarité des variables

Cette analyse consiste à étudier les corrélogrammes aux différentes séries², et l'application des tests de racine unitaire, dont le but est de connaître leur propriété statistique.

Pour bien mener notre travail de recherche la méthodologie de l'analyse de la stationnarité on prend l'exemple du PIB réel.

1- Analyse du corrélogramme.



Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

A partir de l'analyse du corrélogramme de la série du PIB réel en Algérie nous remarquons que les auto corrélations du PIB est en baisse , et la première auto corrélation partielle est significativement différente de zéro, la statistique de Ljung-box (Qst ta) pour un retard $h=6$ confirme la présence d'auto corrélation, en effet la probabilité du teste pour ce retard est largement inférieur à 5% ce qui nous permet d'écarter l'hypothèse que la série est un bruit blanc, ce qui nous indique que la série est non stationnaire.

Donc après avoir analysé les autres séries nous pouvons constater que les autos corrélations diminuent, la première auto corrélation est significativement différent de zéro, ce qui concerne la statistique de Ljung-box (Qst ta) pour un retard de $h=6$ est inferieur à 5 %, et c'est ceci qui donne présage que les séries (IDE, OVC, INDV, INF, TXDECHANGE) sont des séries non stationnaires.

Toutes fois l'analyse du corrélogramme en première différence donne à constaté que les séries sont stationnaires car le corrélogramme ne présente aucune structure particulière.

² Voir l'annexe N°02

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

2- Application du teste de racine unitaire

L'application du teste de racine unitaire (Dickey-Fuller et Philips-perron), nécessite d'abord de sélectionner le nombre de retards, autrement dit, déterminer le nombre maximum de retards d'influence des variables explicatives sur la variable à expliquer notre critère de choix est basé sur les critères d'Akaike (AIC) et Schwarz (SC).

2-1 Détermination du nombre des retards P pour la série PIB P=0

Nous avons utilisé les critères d'Akaike (AIC) et Schwarz (SC) pour des décalages « P » allant de 0 à 2 (le nombre de retards maximal est choisi en fonction de nombre d'observations).

ADF Test Statistic	-1.867263	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 05/13/16 Time: 11:10

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.086359	0.046249	-1.867263	0.0736
C	13.89213	7.595705	1.828946	0.0794
@TREND(1986)	1.219631	0.390634	3.122184	0.0045
R-squared	0.498012	Mean dependent var		7.707250
Adjusted R-squared	0.457853	S.D. dependent var		6.555423
S.E. of regression	4.826801	Akaike info criterion		6.087202
Sum squared resid	582.4502	Schwarz criterion		6.229938
Log likelihood	-82.22083	F-statistic		12.40098
Durbin-Watson stat	1.788460	Prob(F-statistic)		0.000181

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS.

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

2-2 Nombre des retards P pour la série PIB P=1

ADF Test Statistic	-1.696758	1% Critical Value*	-4.3382
		5% Critical Value	-3.5867
		10% Critical Value	-3.2279

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 05/15/16 Time: 10:26

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.089351	0.052660	-1.696758	0.1032
D(PIB(-1))	0.102319	0.195309	0.523884	0.6054
C	14.17063	8.299826	1.707341	0.1012
@TREND(1986)	1.202961	0.482347	2.493974	0.0203
R-squared	0.465886	Mean dependent var	8.046037	
Adjusted R-squared	0.396219	S.D. dependent var	6.425656	
S.E. of regression	4.992951	Akaike info criterion	6.189885	
Sum squared resid	573.3799	Schwarz criterion	6.381861	
Log likelihood	-79.56345	F-statistic	6.687315	
Durbin-Watson stat	2.009595	Prob(F-statistic)	<u>0.002076</u>	

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

Selon les deux critères d'information (AIC) et (SC), on constate que le choix optimal est de P=0.

Pour P=0	AIC= 6.08	et	P=1	AIC= 6.18
	SC= 6.22			SC= 6.38

Donc **P=1** supérieur à **P=0** le nombre de retard qui minimise les critères d'AIC et SC s'est **P=0**

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

Tableau 13 : le nombre de retard pour les autres variables.

variables	Nombre de retard	0	1	2	Retard retenu (P)
	Critère de choix				
IDE	AIC	3.28	3.39	3.48	P=0
	SC	3.42	3.59	3.72	
OVC	AIC	-2.81	-2.44	-2.52	P=1
	SC	-2.67	-2.25	-2.58	
INVD	AIC	7.96	8.04	7.97	P=0
	SC	8.11	8.23	8.21	
TXDE CHANGE	AIC	5.95	5.88	5.95	P=1
	SC	6.09	6.07	6.20	
INF	AIC	6.27	6.23	6.31	P=1
	SC	6.41	6.42	6.55	

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

Après la détermination du nombre de retards pour toutes les séries on passe à l'application du test d'ADF et Philips Perron.

2-3 Application du test d'ADF et PP sur la série en niveau du PIB

On va tester les 3 modèles avec P=0

En pratique, on commence par l'application du test d'ADF sur le modèle général (modèle 06), qui englobe tous les cas de figures c'est-à-dire qui tient compte de toutes les propriétés susceptibles de caractérisées une série (constante et tendance)

ADF Test Statistic	-1.867263	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 05/13/16 Time: 16:52

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.086359	0.046249	-1.867263	0.0736
C	13.89213	7.595705	1.828946	0.0794
@TREND(1986)	1.219631	0.390634	3.122184	0.0045
R-squared	0.498012	Mean dependent var		7.707250
Adjusted R-squared	0.457853	S.D. dependent var		6.555423
S.E. of regression	4.826801	Akaike info criterion		6.087202
Sum squared resid	582.4502	Schwarz criterion		6.229938
Log likelihood	-82.22083	F-statistic		12.40098
Durbin-Watson stat	1.788460	Prob(F-statistic)		0.000181

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

On remarque que la tendance est significativement différente de zéro, puisque la statistique associée (3.12) est supérieure à la valeur tabulée (2.81) au seuil de 5% on accepte l'hypothèse de présence de tendance.

On va tester le modèle(6) avec le teste de PP pour confirmer le processus de la série(TS).

PP Test Statistic	-1.867263	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett	(Newey-West suggests: 3)
kernel:	0
Residual variance with no correction	20.80179
Residual variance with correction	20.80179

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 05/13/16 Time: 16:55

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficien	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.086359	0.046249	-1.867263	0.0736
C	13.89213	7.595705	1.828946	0.0794
@TREND(1986)	1.219631	0.390634	3.122184	0.0045
R-squared	0.498012	Mean dependent var	7.707250	
Adjusted R-squared	0.457853	S.D. dependent var	6.555423	
S.E. of regression	4.826801	Akaike info criterion	6.087202	
Sum squared resid	582.4502	Schwarz criterion	6.229938	
Log likelihood	-82.22083	F-statistic	12.40098	
Durbin-Watson stat	1.788460	Prob(F-statistic)	0.000181	

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

L'application du test de PP confirme les résultats précédant, puisque la statistique PP du modèle 6 au seuil de 5% (la T calculée) (3.12) supérieure à la T tabulée (2.81), alors cette série est engendré par un processus TS, elle est donc intégré d'ordre 0.

Le tableau montre l'application du test ADF et PP pour les autres séries :³

³ Voir l'annexes N°01

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

Tableau 14 : Application des résultats des tests d'ADF et PP sur les autres séries restantes.

TEST DE STATIONARITE										
Variables	Au niveau						En différence			Ordre d'intégration
	ADF						PP	ADF	PP	
		Modèle 6	Modèle 5	Modèle 4	Trend	T constant	Modèle 4	Modèle 4	Modèle 4	
IDE	Tc	-3.73	-3.50	-2.02	1.21	2.70	-2.02	-6.97	-6.97	I 1
	Tt	-3.57	-2.97	-1.95	2.81	2.56	-1.95	-1.95	-1.95	
INVD	Tc	-5.27	-4.28	-0.67	2.56	4.24	-0.67	-8.63	-8.63	I 1
	Tt	-3.57	-2.97	-1.95	2.81	2.56	-1.95	-1.95	-1.95	
OVC	Tc	-6.2	-6.37	-0.71	0.25	6.27	-0.71	-9.38	-9.38	I 1
	Tt	-3.57	-2.97	-1.95	2.81	2.56	-1.95	-1.95	-1.95	
TX DE CHANGE	Tc	-5.69	-3.95	-1.11	3.30	3.75	-1.11	-11.77	-11.77	I 1
	Tt	-3.57	-2.97	-1.95	2.81	2.56	-1.95	-1.95	-1.95	
INFLATION	Tc	-4.20	-3.94	-2.57	-1.31	2.72	-2.57	-8.53	-8.53	I 1
	Tt	-3.57	-2.97	-1.95	2.81	2.56	-1.95	-1.95	-1.95	

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

Section 2 : Analyse multi variée des données

Après avoir raisonné dans un cadre uni variée, il y'a lieu de passer à une analyse multi variée afin d'étudier les interactions qui peuvent exister entre les variables.

Notre étude concerne l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie, de plus la relation de la croissance et les IDE ce détermine généralement a long terme.

Puisque la série de PIB est intégré d'ordre 0 on doit suivre un modèle à corrélation d'erreur de Johansen, nous allons essayer de faire l'application de la théorie de cointégration et d'estimer un modèle VECM, s'il y'à lieu, sur les variables PIB IDE INVD OVC TXDECHANGE INFLATION.

Tableau 15: Estimation du model VECM à la série PIB par la méthode de Johansen

Error correction	PIB				
	Spécification 1	Spécification 2	Spécification 3	Spécification 4	Spécification 5
Le terme à corrélation d'erreur	-0.179468 (0.05361) [-3.34744]	-0.159455 (0.07360) [-2.16659]	-0.130312 (0.08432) [-1.54543]	-0.055148 (0.16595) [-0.33232]	0.158559 (0.17264) [0.91843]

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEW4

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

D'après les résultats les termes à corrélation d'erreur de spécification (1) (2) (3) (4) sont négatifs tandis que la spécification (5) est positive. Les deux première spécifications sont significativement différentes de zéro au seuil de 10%⁴, nous allons retenir la première spécification donc nous supposons l'absence de constante dans le modèle à corrélation d'erreur et dans les relations de cointégrations (les séries n'ont pas de trend linéaire).

Tableau 16 : test de la trace

Hypothèses	1		2		3		4		5	
	λ_{trace}	5%	λ_{trace}	5%	λ_{trace}	5%	λ_{trace}	5%	λ_{trace}	5%
Aucune	120.3 4	82.4 9	159.1 1	102.1 4	143.2 1	94.1 5	190.8 4	114.9 0	171.2 2	104.9 4
1 relation	70.65	59.4 6	90.43	76.07	79.02	68.5 2	117.9 5	87.31	103.1 6	77.74
2 relations	39.55	39.8 9	56.79	53.12	48.79	47.2 1	75.21	62.99	65.46	54.64
3 relations	20.23	24.3 1	37.32	34.91	29.73	29.6 8	46.69	42.44	40.24	34.55
4 relations	7.01	12.5 3	19.27	19.96	12.79	15.4 1	27.66	25.32	21.22	18.17
5 relations	0.01	3.84	6.92	9.24	0.50	3.76	11.51	12.25	5.38	3.74
Nombre de relation de cointégration	2		4		4		5		X	

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4.

La procédure du test de la trace se fait comme suit :

H0 : r=0

H1 : r>0

On commence par tester l'hypothèse H0 : r=0 contre h1 : r>0

λ Trace=120.34 est supérieure à la valeur tabulée au seuil de 5%, on rejette donc l'hypothèse nulle absence de relation de cointégration.

En suite on passe pour teste l'hypothèse H0 : r=1 contre h1 : r>1

λ Trace=70.65 est supérieure à la valeur tabulée au seuil de 5%,ce qui nous fait qu'on accepte l'hypothèse d'existence au plus d'une relation de cointégration.

Hypothèse h0: r=2 contre h1: r>2

L'hypothèse d'existence de deux relation de cointégration est accepté du fait que la λ trace=39.55 est inférieure a la valeur tabulée au seuil de 5%.

⁴ Au seuil de 10% T statistique=1.69 pour 29 observations

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

Donc les résultats montrent qu'il y a deux relations de cointégration entre six variables dans notre travail de recherche nous allons prendre que la première relation, celle du PIB afin d'étudier la relation entre le PIB par rapport aux autres variables.

Ainsi, on peut estimer un modèle VECM pour savoir quelle sont les relations existantes entre les variables à long terme.⁵

Tableau 17 : Estimation du modèle VECM pour la série du PIB

Les variables	PIB (-1)	IDE (-1)	INVD (-1)	OVC (-1)	TXDECHANGE (-1)	INFLATION (-1)
Les coefficients	1.00	-1.169139	-2.256037	-144.2397	-1.379234	0.130737
Student stat	-	[-0.37209]	[-19.0086]	[-10.9911]	[-7.35808]	[0.42002]

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

Le teste de cointégration à permet l'identification de l'équation de long terme suivante :

$$\text{PIB} = 1.16 \text{ IDE} + 2.25 \text{ INVD} + 144.23 \text{ OVC} + 1.37 \text{ TXDECHANGE} - 0.13 \text{ INF}$$

Les coefficients sont significatifs d'un point de vu statistique sauf le coefficient d'inflation. On constate qu'une augmentation de 1 % IDE engendre une augmentation du PIB réel en Algérie de 1.16 %. Une hausse de 1 % de L'INVD engendre une augmentation 2.25 % du PIB réel en Algérie. une hausse de 1% d'OVC engendre une augmentation de 144.23 % du PIB réel. une hausse de 1 % DU TXDECHANGE entraine une augmentation du PIB réel de 1.37 %. Une augmentation de 1% de l'inflation entraine une baisse de 0.13 du PIB réel.

Tableau 18 : Estimation de la relation à court terme

Les variables	Les termes à correction d'erreur	D (PIB (-1))	D (IDE (-1))	D (INVD (-1))	D (OVC (-1))	D (TXDECHANGE (-1))	D (INFLATION (-1))
DPIB	-0.17	0.23	0.62	-0.3	20.48	-0.36	0.23
Student stat	-3.34	1.23	0.69	-1.67	1.18	-1.19	1.06

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

Les résultats de l'estimation montrent que le terme à correction d'erreur est négatif et significativement différent de zéro au seuil de 10% dans la relation relative à l'évolution de PIB réel donc la variable PIB réel est caractérisée par le retour vers la cible de long terme.

⁵ Voir annexe N°03

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

Error Correction:	D(PIB)	D(IDE)	D(INVD)	D(OVC)	D(TXDECH ANGE)	D(INFLATI ON)
CointEq1	-0.179468 (0.05361) [-3.34744]	0.023975 (0.01373) [1.74654]	-0.093700 (0.11952) [-0.78399]	0.000464 (0.00040) [1.17060]	-0.089243 (0.04988) [-1.78919]	-0.089291 (0.05850) [-1.52643]

1. Validation du modèle VECM

Après l'estimation du modèle VECM nous devons le valider, et pour pouvoir le faire on doit examiner attentivement les résidus de la première équation pour savoir s'ils sont stationnaires ou non.

a. Etude du corrélogramme de la série des résidus

Date: 05/14/16 Time: 11:03
 Sample: 1986 2014
 Included observations: 27

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
		1 -0.096	-0.096	0.2797	0.597
		2 -0.330	-0.342	3.6893	0.158
		3 0.224	0.169	5.3199	0.150
		4 0.121	0.056	5.8156	0.213
		5 0.036	0.208	5.8625	0.320
		6 0.001	0.045	5.8626	0.439
		7 -0.028	0.015	5.8930	0.552
		8 -0.117	-0.210	6.4589	0.596
		9 -0.048	-0.157	6.5584	0.683
		10 0.062	-0.086	6.7375	0.750
		11 -0.019	0.004	6.7555	0.819
		12 -0.162	-0.084	8.1202	0.776

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS4

Le corrélogramme de la série des résidus est stationnaire, puisque la probabilité du test Ljung-box (Q stat) est supérieure à 0.05, donc l'hypothèse selon laquelle les résidus sont engendrés par un processus de bruit blanc est acceptée.

b. Teste d'auto corrélation des erreurs

Nous allons utiliser « l'auto corrélation LM » qui fait l'objet de test et le caractère de non auto corrélation des résidus. L'hypothèse nulle est qu'il y a absence d'auto corrélation contre l'hypothèse alternative d'existence d'auto corrélation.

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

VEC Residual Serial Correlation LM Tests

H0: no serial correlation at lag order h

Date: 05/15/16 Time: 13:30

Sample: 1986 2014

Lags	LM-Stat	Prob
1	25.63719	0.9002
2	38.98138	0.3372
3	37.21802	0.4128
4	48.58723	0.0784
5	50.01968	0.0603
6	54.03207	0.0272
7	52.16013	0.0398
8	41.50730	0.2431
9	56.49689	0.0161
10	53.21342	0.0322
11	54.25894	0.0260
12	45.67500	0.1295

Probs from chi-square with 36 df

A partir de ce teste on constate l'absence d'auto corrélation des erreurs puisque la probabilité associée à LM stat pour un retard $h=12$ est supérieur à 5% ce qui confirme que les résidus sont engendré d'un processus de bruit blanc.

Conclusion

Dans ce chapitre le modèle utilisé est VECM par la méthode de vraisemblance car notre étude concerne des relations à long terme, les variables utilisés sont les variables intégrées de même à l'exception de la variable PIB comporte une tendance significative $I(0)$.

A travers les résultats du test de la trace, il existe trois relations de cointégration, nous avons remarqués qu'il ya un processus de bruit blanc, ce qui nous permet de valider le modèle VECM, il affirme qu'il existe une relation de long terme entre les variables (PIB IDE INVD OVC TX DE CHANGE) au seuil de 10%.

Les élasticités de long terme entre les variables sont plus importantes que celle du court terme, ce qui est d'ailleurs, une caractéristique typique du modèle économétrique, et qu'une hausse de 1% des IDE engendre une augmentation de 1.16% du PIB réel, ce qui représente l'impact positif des investissements directs étrangers sur la croissance économique à long terme en Algérie.

Chapitre III : Impact des IDE sur L'économie algérienne

CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

Conclusion Générale

Notre travail de recherche à eu pour objectif principal d'étudier l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie durant la période allant 1986 à 2014 en appliquant une démarche économétrique.

En développant ce mémoire nous avons pour objectif de trouver des réponses à la question posée dans notre problématique à savoir y'a-t-il une relation positive entre les IDE et la croissance économique en Algérie, les résultats de notre travail révèlent que l'investissement direct étranger (IDE) en Algérie entraîne un effet positif sur la croissance économique. Pour cela notre recherche à été structurée en trois chapitres à savoir les deux premiers chapitres à eu un caractère théorique. En effet, après avoir défini les concepts de base on à exposé une revue de littérature de la croissance économique ensuite on s'est intéressé au formes d'investissements directs étrangers et les facteurs d'attractivités et par la suite les effets et impact des IDE sur les pays d'accueil. Dans le deuxième chapitre on à vu tout ce qui est relatif à l'investissement avec l'aperçu sur la croissance économique en Algérie. Le dernier chapitre traite la modélisation de la relation des investissements directs étrangers et la croissance économique en Algérie.

L'analyse empirique faite, à commencé par une étude graphique qui nous à permis d'évaluer les séries et leur stationnarité. L'application des tests de Dickey Fuller et Philips Perron à révélé que les variables (IDE, INVD, OVC, INF et TXDECHANGE) sont intégrées d'ordre (1), par ailleurs le PIB admet un processus TS.

Les résultats d'estimation de la relation à long terme entre le PIB réel et les autres variables peuvent être résumés comme suit :

- A long terme, IDE, Investissement domestique, l'ouverture commerciale, taux de change, ont une influence sur la croissance du PIB réel.
- A court terme, le PIB réel ne dépend que des valeurs de l'inflation, retardé d'une seule période au seuil de 10%.

Ce qui signifie que les IDE ont un impact positif sur la croissance économique en Algérie, Les investisseurs étrangers choisissent d'investir dans des pays en fonction de ses ressources naturelles, et leur proximité géographique

Des obstacles de taille tant réglementaires qu'administratifs continuent toujours à freiner les flux des IDE en Algérie. A cet effet, l'Algérie déploie beaucoup d'efforts, depuis quelques années, pour attirer les capitaux étrangers, mais certes le constat est que le pays n'attire qu'un nombre limité d'investisseurs étrangers et n'arrive pas à profiter des

Conclusion générale

avantages de sa proximité avec l'Europe et ses ressources. Par ailleurs, ce n'est que dans deux secteurs que l'Algérie réussit à attirer les IDE, à savoir, les hydrocarbures et les télécommunications, car dans l'état actuel des choses, l'absence d'une stratégie globale de ciblage des IDE potentiels met le pays dans une position d'attente et non dans une démarche de recherche de partenaires.

Toutefois des mesures doivent être mises en place, afin de tirer le maximum à savoir:

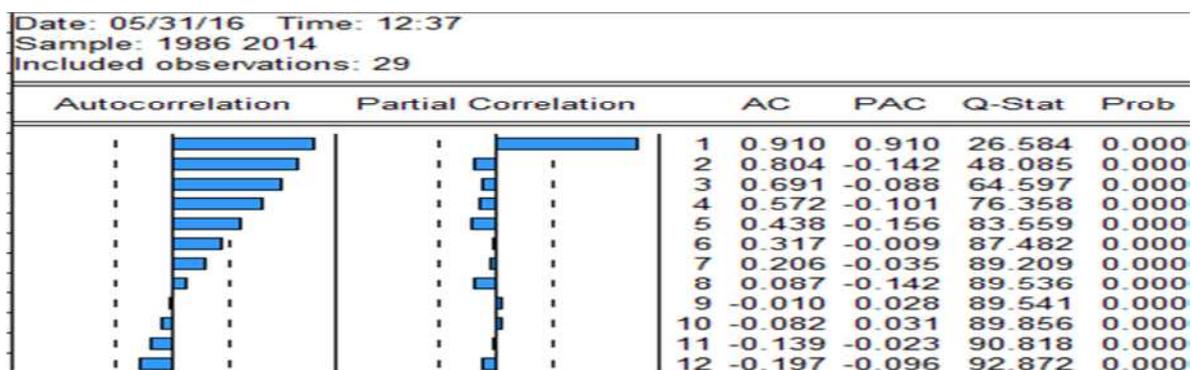
- approfondir la modernisation du cadre juridique.
- mettre en place une stratégie d'investissement plus affirmée, et renforcer le rôle du secteur privé national.
- Engager des réformes pour ce qui concerne la question de l'accès au foncier économique.
- Simplifier les procédures bancaires et encourager les PME, et renforcer le partenariat entre les entreprises algériennes et étrangères.
- Réduire les barrières administratives et améliorer l'accès à l'information ainsi qu'à une infrastructure de qualité, particulièrement dans les zones d'activités et les zones industrielles.
- L'actualisation et le développement des techniques de télécommunication.
- Valoriser les ressources humaines à travers l'encouragement de la recherche et le développement, et l'ouverture du système universitaire national aux réseaux étrangers ainsi que l'élaboration de programmes qui répondent aux besoins du marché du travail.
- Simplification des procédures d'établissement des sociétés étrangères.

ANNEXES

CORRELOGRAMMES DES SERIES

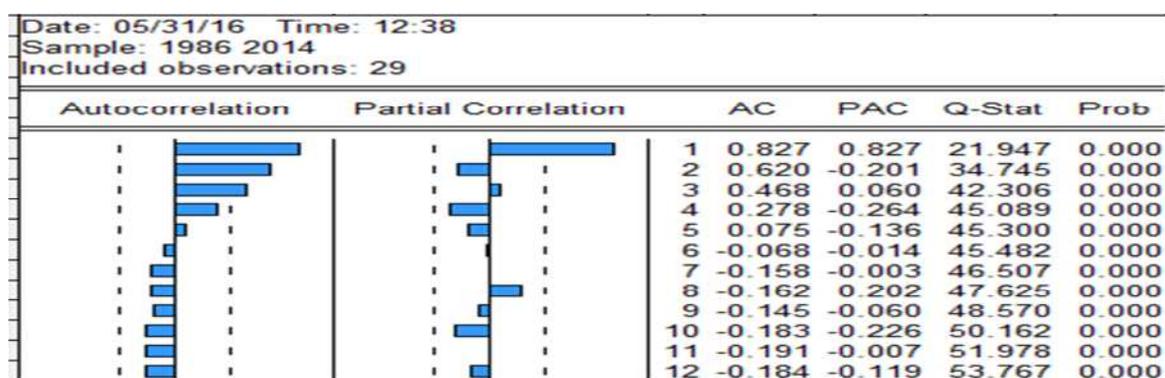
ANNEXES N°01

Analyse du corrélogramme Txdechange



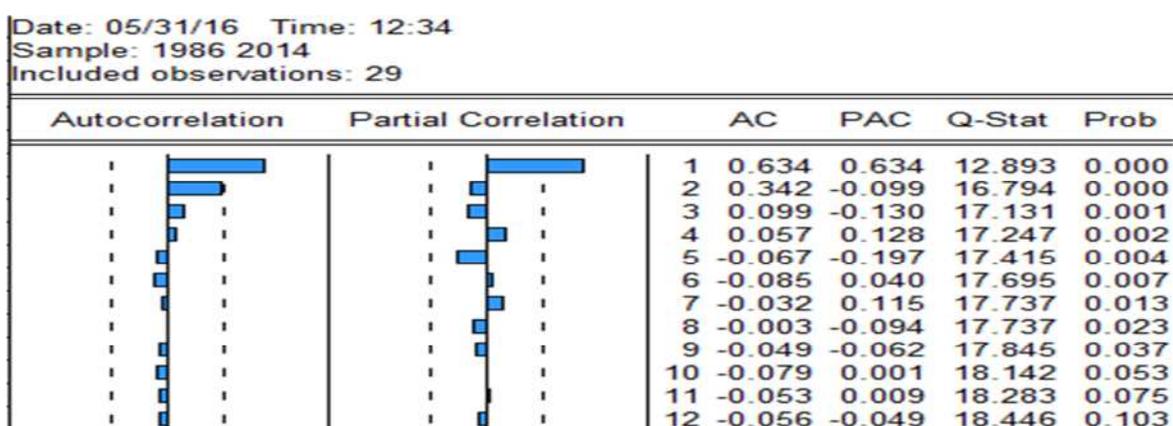
Source : Obtenue d'après les résultats du logiciel EVIEWS4.

Analyse du corrélogramme Inflation



Source : Obtenue d'après les résultats du logiciel EVIEWS4.

Analyse du corrélogramme Ouverture commerciale



Source : Obtenue d'après les résultats du logiciel EVIEWS4.

Analyse du corrélogramme Investissement domestique

Date: 05/31/16 Time: 12:32
 Sample: 1986 2014
 Included observations: 29

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
		1 0.737	0.737	17.433	0.000
		2 0.613	0.153	29.932	0.000
		3 0.536	0.093	39.884	0.000
		4 0.486	0.074	48.393	0.000
		5 0.385	-0.090	53.940	0.000
		6 0.213	-0.249	55.709	0.000
		7 0.109	-0.082	56.191	0.000
		8 0.022	-0.075	56.212	0.000
		9 -0.029	0.017	56.249	0.000
		10 -0.063	0.079	56.435	0.000
		11 -0.105	0.021	56.986	0.000
		12 -0.153	-0.065	58.228	0.000

Source : Obtenue d'après les résultats du logiciel EVIEWS4.

Analyse du corrélogramme IDE

Date: 05/31/16 Time: 12:30
 Sample: 1986 2014
 Included observations: 29

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
		1 0.828	0.828	22.018	0.000
		2 0.738	0.166	40.147	0.000
		3 0.638	-0.031	54.202	0.000
		4 0.577	0.068	66.176	0.000
		5 0.433	-0.263	73.187	0.000
		6 0.320	-0.089	77.199	0.000
		7 0.253	0.097	79.819	0.000
		8 0.125	-0.255	80.488	0.000
		9 0.010	-0.075	80.493	0.000
		10 -0.095	-0.048	80.921	0.000
		11 -0.135	0.026	81.836	0.000
		12 -0.218	-0.048	84.349	0.000

Source : Obtenue d'après les résultats du logiciel EVIEWS4.

TEST ADF ET PP

ANNEXES N°02

Modèle 6 PIB

ADF Test Statistic	-1.867263	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 13:33

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.086359	0.046249	-1.867263	0.0736
C	13.89213	7.595705	1.828946	0.0794
@TREND(1986)	1.219631	0.390634	3.122184	0.0045
R-squared	0.498012	Mean dependent var		7.707250
Adjusted R-squared	0.457853	S.D. dependent var		6.555423
S.E. of regression	4.826801	Akaike info criterion		6.087202
Sum squared resid	582.4502	Schwarz criterion		6.229938
Log likelihood	-82.22083	F-statistic		12.40098
Durbin-Watson stat	1.788460	Prob(F-statistic)		0.000181

Modèle 5 PIB

ADF Test Statistic	3.356189	1% Critical Value*	-3.6852
		5% Critical Value	-2.9705
		10% Critical Value	-2.6242

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:29

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	0.051874	0.015456	3.356189	0.0024
C	-6.630588	4.400286	-1.506854	0.1439
R-squared	0.302276	Mean dependent var		7.707250
Adjusted R-squared	0.275440	S.D. dependent var		6.555423
S.E. of regression	5.580047	Akaike info criterion		6.345021
Sum squared resid	809.5600	Schwarz criterion		6.440178
Log likelihood	-86.83029	F-statistic		11.26401
Durbin-Watson stat	1.479833	Prob(F-statistic)		0.002440

Modèle4 PIB

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:29

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	0.029262	0.003790	7.720466	0.0000
R-squared	0.241343	Mean dependent var		7.707250
Adjusted R-squared	0.241343	S.D. dependent var		6.555423
S.E. of regression	5.709835	Akaike info criterion		6.357318
Sum squared resid	880.2597	Schwarz criterion		6.404897
Log likelihood	-88.00245	Durbin-Watson stat		1.332293

Modèle4 PIB

PP Test Statistic	7.720466	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)	
Residual variance with no correction		31.43785
Residual variance with correction		31.43785

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:29

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	0.029262	0.003790	7.720466	0.0000
R-squared	0.241343	Mean dependent var		7.707250
Adjusted R-squared	0.241343	S.D. dependent var		6.555423
S.E. of regression	5.709835	Akaike info criterion		6.357318
Sum squared resid	880.2597	Schwarz criterion		6.404897
Log likelihood	-88.00245	Durbin-Watson stat		1.332293

Modèle 4 PP 1^{er} diff PIB

PP Test Statistic	-1.394158	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)	
Residual variance with no correction		39.42358
Residual variance with correction		39.42358

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(PIB,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:29

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-0.175470	0.125861	-1.394158	0.1751
R-squared	0.060870	Mean dependent var		0.626037
Adjusted R-squared	0.060870	S.D. dependent var		6.602530
S.E. of regression	6.398427	Akaike info criterion		6.586315
Sum squared resid	1064.437	Schwarz criterion		6.634309
Log likelihood	-87.91526	Durbin-Watson stat		2.718452

Modèle 4 ADF 1^{er} diff PIB

ADF Test Statistic	-1.394158	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:30

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-0.175470	0.125861	-1.394158	0.1751
R-squared	0.060870	Mean dependent var		0.626037
Adjusted R-squared	0.060870	S.D. dependent var		6.602530
S.E. of regression	6.398427	Akaike info criterion		6.586315
Sum squared resid	1064.437	Schwarz criterion		6.634309
Log likelihood	-87.91526	Durbin-Watson stat		2.718452

Modèle 6 ADF IDE

ADF Test Statistic	-2.479247	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(IDE)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:31

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.461968	0.186334	-2.479247	0.0203
C	-0.208546	0.503428	-0.414252	0.6822
@TREND(1986)	0.096961	0.052417	1.849777	0.0762
R-squared	0.203136	Mean dependent var		0.099392
Adjusted R-squared	0.139387	S.D. dependent var		1.280603
S.E. of regression	1.188005	Akaike info criterion		3.283386
Sum squared resid	35.28392	Schwarz criterion		3.426122
Log likelihood	-42.96740	F-statistic		3.186485
Durbin-Watson stat	2.004105	Prob(F-statistic)		0.058520

Modèle 5 ADF IDE

ADF Test Statistic	-1.643115	1% Critical Value*	-3.6852
		5% Critical Value	-2.9705
		10% Critical Value	-2.6242

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(IDE)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:31

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.169735	0.103301	-1.643115	0.1124
C	0.502813	0.339679	1.480260	0.1508
R-squared	0.094071	Mean dependent var		0.099392
Adjusted R-squared	0.059228	S.D. dependent var		1.280603
S.E. of regression	1.242100	Akaike info criterion		3.340233
Sum squared resid	40.11313	Schwarz criterion		3.435391
Log likelihood	-44.76327	F-statistic		2.699828
Durbin-Watson stat	2.386038	Prob(F-statistic)		0.112400

Modèle 4 ADF IDE

ADF Test Statistic	-0.811711	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(IDE)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:31

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.059209	0.072944	-0.811711	0.4241
R-squared	0.017723	Mean dependent var		0.099392
Adjusted R-squared	0.017723	S.D. dependent var		1.280603
S.E. of regression	1.269203	Akaike info criterion		3.349717
Sum squared resid	43.49369	Schwarz criterion		3.397296
Log likelihood	-45.89604	Durbin-Watson stat		2.463520

Modele 4 PP IDE

PP Test Statistic	-0.811711	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)
Residual variance with no correction	1.553346
Residual variance with correction	1.553346

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(IDE)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:31

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.059209	0.072944	-0.811711	0.4241
R-squared	0.017723	Mean dependent var		0.099392
Adjusted R-squared	0.017723	S.D. dependent var		1.280603
S.E. of regression	1.269203	Akaike info criterion		3.349717
Sum squared resid	43.49369	Schwarz criterion		3.397296
Log likelihood	-45.89604	Durbin-Watson stat		2.463520

Modèle 4 ADF 1^{er} diff IDE

ADF Test Statistic	-6.779377	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(IDE,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:31

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE(-1))	-1.278191	0.188541	-6.779377	0.0000
R-squared	0.638685	Mean dependent var		-0.005660
Adjusted R-squared	0.638685	S.D. dependent var		2.091373
S.E. of regression	1.257113	Akaike info criterion		3.331847
Sum squared resid	41.08868	Schwarz criterion		3.379841
Log likelihood	-43.97993	Durbin-Watson stat		2.021933

Modèle 4 PP 1^{er} diff IDE

PP Test Statistic	-6.779377	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)
Residual variance with no correction	1.521803
Residual variance with correction	1.521803

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(IDE,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:32

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE(-1))	-1.278191	0.188541	-6.779377	0.0000
R-squared	0.638685	Mean dependent var		-0.005660
Adjusted R-squared	0.638685	S.D. dependent var		2.091373
S.E. of regression	1.257113	Akaike info criterion		3.331847
Sum squared resid	41.08868	Schwarz criterion		3.379841
Log likelihood	-43.97993	Durbin-Watson stat		2.021933

Modèle 6 ADF INVD

ADF Test Statistic	-0.098555	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INVD)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:33

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INVD(-1)	-0.013827	0.140298	-0.098555	0.9223
C	-6.981669	7.038943	-0.991863	0.3308
@TREND(1986)	0.858074	0.485681	1.766746	0.0895
R-squared	0.243072	Mean dependent var		4.396070
Adjusted R-squared	0.182518	S.D. dependent var		13.68373
S.E. of regression	12.37210	Akaike info criterion		7.969722
Sum squared resid	3826.723	Schwarz criterion		8.112458
Log likelihood	-108.5761	F-statistic		4.014126
Durbin-Watson stat	1.275330	Prob(F-statistic)		0.030774

Modèle 5 ADF INVD

ADF Test Statistic	2.129954	1% Critical Value*	-3.6852
		5% Critical Value	-2.9705
		10% Critical Value	-2.6242

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Modele 5

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INVD)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:33

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INVD(-1)	0.185215	0.086957	2.129954	0.0428
C	-9.860932	7.121567	-1.384658	0.1779
R-squared	0.148566	Mean dependent var		4.396070
Adjusted R-squared	0.115818	S.D. dependent var		13.68373
S.E. of regression	12.86694	Akaike info criterion		8.015948
Sum squared resid	4304.510	Schwarz criterion		8.111106
Log likelihood	-110.2233	F-statistic		4.536703
Durbin-Watson stat	1.262458	Prob(F-statistic)		0.042805

Modele 4 ADF INVD

ADF Test Statistic	2.386290	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INVD)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:33

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INVD(-1)	0.072045	0.030191	2.386290	0.0243
R-squared	0.085780	Mean dependent var		4.396070
Adjusted R-squared	0.085780	S.D. dependent var		13.68373
S.E. of regression	13.08368	Akaike info criterion		8.015669
Sum squared resid	4621.931	Schwarz criterion		8.063248
Log likelihood	-111.2194	Durbin-Watson stat		1.114507

Modèle 4 PP INVD

PP Test Statistic	2.386290	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)	
Residual variance with no correction		165.0690
Residual variance with correction		165.0690

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(INVD)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:33

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INVD(-1)	0.072045	0.030191	2.386290	0.0243
R-squared	0.085780	Mean dependent var		4.396070
Adjusted R-squared	0.085780	S.D. dependent var		13.68373
S.E. of regression	13.08368	Akaike info criterion		8.015669
Sum squared resid	4621.931	Schwarz criterion		8.063248
Log likelihood	-111.2194	Durbin-Watson stat		1.114507

Modèle 4 PP 1^{er} diff INVD

PP Test Statistic	-1.452277	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)	
Residual variance with no correction		171.3823
Residual variance with correction		171.3823

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(INVD,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:34

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(INVD(-1))	-0.397287	0.273561	-1.452277	0.1584
R-squared	0.043234	Mean dependent var		2.481568
Adjusted R-squared	0.043234	S.D. dependent var		13.63877
S.E. of regression	13.34069	Akaike info criterion		8.055848
Sum squared resid	4627.322	Schwarz criterion		8.103842
Log likelihood	-107.7539	Durbin-Watson stat		1.315353

Modèle 4 ADF 1^{er} diff INVD

ADF Test Statistic	-1.452277	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INVD,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:34

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(INVD(-1))	-0.397287	0.273561	-1.452277	0.1584
R-squared	0.043234	Mean dependent var		2.481568
Adjusted R-squared	0.043234	S.D. dependent var		13.63877
S.E. of regression	13.34069	Akaike info criterion		8.055848
Sum squared resid	4627.322	Schwarz criterion		8.103842
Log likelihood	-107.7539	Durbin-Watson stat		1.315353

Modèle 6 ADF OVC

ADF Test Statistic	-2.791149	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(OVC)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:35

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
OVC(-1)	-0.481597	0.172544	-2.791149	0.0099
C	0.278377	0.104794	2.656420	0.0136
@TREND(1986)	-0.002019	0.001556	-1.297407	0.2063
R-squared	0.238765	Mean dependent var		-0.003383
Adjusted R-squared	0.177866	S.D. dependent var		0.062064
S.E. of regression	0.056275	Akaike info criterion		-2.816192
Sum squared resid	0.079171	Schwarz criterion		-2.673456
Log likelihood	42.42669	F-statistic		3.920690
Durbin-Watson stat	1.704293	Prob(F-statistic)		0.033036

Modèle 5 ADF OVC

ADF Test Statistic	-2.449577	1% Critical Value*	-3.6852
		5% Critical Value	-2.9705
		10% Critical Value	-2.6242

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(OVC)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:35

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
OVC(-1)	-0.362237	0.147877	-2.449577	0.0214
C	0.186524	0.078272	2.383039	0.0248
R-squared	0.187511	Mean dependent var		-0.003383
Adjusted R-squared	0.156261	S.D. dependent var		0.062064
S.E. of regression	0.057009	Akaike info criterion		-2.822460
Sum squared resid	0.084501	Schwarz criterion		-2.727302
Log likelihood	41.51443	F-statistic		6.000427
Durbin-Watson stat	1.783766	Prob(F-statistic)		0.021350

Modèle 4 ADF OVC

ADF Test Statistic	-0.598412	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(OVC)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:35

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
OVC(-1)	-0.013194	0.022048	-0.598412	0.5546
R-squared	0.010048	Mean dependent var		-0.003383
Adjusted R-squared	0.010048	S.D. dependent var		0.062064
S.E. of regression	0.061752	Akaike info criterion		-2.696335
Sum squared resid	0.102958	Schwarz criterion		-2.648756
Log likelihood	38.74869	Durbin-Watson stat		2.084085

Modèle 4 PP OVC

PP Test Statistic	-0.598412	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)
Residual variance with no correction	0.003677
Residual variance with correction	0.003677

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(OVC)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:36

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
OVC(-1)	-0.013194	0.022048	-0.598412	0.5546
R-squared	0.010048	Mean dependent var		-0.003383
Adjusted R-squared	0.010048	S.D. dependent var		0.062064
S.E. of regression	0.061752	Akaike info criterion		-2.696335
Sum squared resid	0.102958	Schwarz criterion		-2.648756
Log likelihood	38.74869	Durbin-Watson stat		2.084085

Modèle 4 PP 1^{er} diff OVC

PP Test Statistic	-5.562639	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)
Residual variance with no correction	0.003678
Residual variance with correction	0.003678

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(OVC,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:36

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OVC(-1))	-1.064351	0.191339	-5.562639	0.0000
R-squared	0.543049	Mean dependent var		0.002496
Adjusted R-squared	0.543049	S.D. dependent var		0.091424
S.E. of regression	0.061801	Akaike info criterion		-2.693466
Sum squared resid	0.099303	Schwarz criterion		-2.645472
Log likelihood	37.36179	Durbin-Watson stat		1.997167

Modèle 4 ADF 1^{er} diff OVC

ADF Test Statistic	-5.562639	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(OVC,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:36

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OVC(-1))	-1.064351	0.191339	-5.562639	0.0000
R-squared	0.543049	Mean dependent var		0.002496
Adjusted R-squared	0.543049	S.D. dependent var		0.091424
S.E. of regression	0.061801	Akaike info criterion		-2.693466
Sum squared resid	0.099303	Schwarz criterion		-2.645472
Log likelihood	37.36179	Durbin-Watson stat		1.997167

Modèle 6 ADF TX DE CHANGE

ADF Test Statistic	-0.655580	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(TXDECHANGE)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:37

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TXDECHANGE(-1)	-0.046092	0.070307	-0.655580	0.5181
C	5.529406	1.836654	3.010587	0.0059
@TREND(1986)	-0.027841	0.238477	-0.116746	0.9080
R-squared	0.105951	Mean dependent var		2.732492
Adjusted R-squared	0.034427	S.D. dependent var		4.592463
S.E. of regression	4.512718	Akaike info criterion		5.952633
Sum squared resid	509.1155	Schwarz criterion		6.095369
Log likelihood	-80.33687	F-statistic		1.481337
Durbin-Watson stat	1.320301	Prob(F-statistic)		0.246613

Modèle 5 ADF TX DE CHANGE

ADF Test Statistic	-1.750810	1% Critical Value*	-3.6852
		5% Critical Value	-2.9705
		10% Critical Value	-2.6242

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(TXDECHANGE)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:37

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TXDECHANGE(-1)	-0.053452	0.030530	-1.750810	0.0918
C	5.507852	1.792354	3.072971	0.0049
R-squared	0.105464	Mean dependent var		2.732492
Adjusted R-squared	0.071058	S.D. dependent var		4.592463
S.E. of regression	4.426290	Akaike info criterion		5.881750
Sum squared resid	509.3931	Schwarz criterion		5.976907
Log likelihood	-80.34450	F-statistic		3.065335
Durbin-Watson stat	1.310092	Prob(F-statistic)		0.091771

Modèle 4 ADF TX DE CHANGE

ADF Test Statistic	1.808398	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(TXDECHANGE)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:38

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TXDECHANGE(-1)	0.029522	0.016325	1.808398	0.0817
R-squared	-0.219430	Mean dependent var		2.732492
Adjusted R-squared	-0.219430	S.D. dependent var		4.592463
S.E. of regression	5.071357	Akaike info criterion		6.120155
Sum squared resid	694.4037	Schwarz criterion		6.167733
Log likelihood	-84.68217	Durbin-Watson stat		1.042677

Modèle 4 PP TX DE CHANGE

PP Test Statistic	1.808398	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)	
Residual variance with no correction		24.80013
Residual variance with correction		24.80013

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(TXDECHANGE)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:38

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TXDECHANGE(-1)	0.029522	0.016325	1.808398	0.0817
R-squared	-0.219430	Mean dependent var		2.732492
Adjusted R-squared	-0.219430	S.D. dependent var		4.592463
S.E. of regression	5.071357	Akaike info criterion		6.120155
Sum squared resid	694.4037	Schwarz criterion		6.167733
Log likelihood	-84.68217	Durbin-Watson stat		1.042677

Modèle 4 PP 1^{er} diff TX DE CHANGE

PP Test Statistic	-2.751460	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)	
Residual variance with no correction		20.15517
Residual variance with correction		20.15517

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(TXDECHANGE,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:38

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(TXDECHANGE(-1))	-0.451573	0.164121	-2.751460	0.0107
R-squared	0.225504	Mean dependent var		0.015946
Adjusted R-squared	0.225504	S.D. dependent var		5.198509
S.E. of regression	4.574972	Akaike info criterion		5.915412
Sum squared resid	544.1896	Schwarz criterion		5.963406
Log likelihood	-78.85806	Durbin-Watson stat		2.013098

Modèle 4 ADF 1^{er} diff TX DE CHANGE

ADF Test Statistic	-2.751460	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(TXDECHANGE,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:38

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(TXDECHANGE(-1))	-0.451573	0.164121	-2.751460	0.0107
R-squared	0.225504	Mean dependent var		0.015946
Adjusted R-squared	0.225504	S.D. dependent var		5.198509
S.E. of regression	4.574972	Akaike info criterion		5.915412
Sum squared resid	544.1896	Schwarz criterion		5.963406
Log likelihood	-78.85806	Durbin-Watson stat		2.013098

Modèle 6 ADF INFLATION

ADF Test Statistic	-1.881393	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INF)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:39

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.238594	0.126818	-1.881393	0.0716
C	4.547216	3.135436	1.450266	0.1594
@TREND(1986)	-0.176247	0.146347	-1.204310	0.2397
R-squared	0.125823	Mean dependent var		-0.338271
Adjusted R-squared	0.055889	S.D. dependent var		5.455229
S.E. of regression	5.300595	Akaike info criterion		6.274472
Sum squared resid	702.4076	Schwarz criterion		6.417208
Log likelihood	-84.84261	F-statistic		1.799163
Durbin-Watson stat	1.565487	Prob(F-statistic)		0.186206
Modele 5				
ADF Test Statistic	-1.453062	1% Critical Value*	-3.6852	
		5% Critical Value	-2.9705	
		10% Critical Value	-2.6242	

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Modele5 ADF INFLATION

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INF)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:39

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.157494	0.108388	-1.453062	0.1582
C	1.199680	1.463242	0.819879	0.4197
R-squared	0.075108	Mean dependent var		-0.338271
Adjusted R-squared	0.039535	S.D. dependent var		5.455229
S.E. of regression	5.346305	Akaike info criterion		6.259438
Sum squared resid	743.1574	Schwarz criterion		6.354595
Log likelihood	-85.63213	F-statistic		2.111390
Durbin-Watson stat	1.596775	Prob(F-statistic)		0.158170

Modele 4 ADF INFLATION

ADF Test Statistic	-1.253135	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INF)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:39

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.093215	0.074385	-1.253135	0.2209
R-squared	0.051196	Mean dependent var		-0.338271
Adjusted R-squared	0.051196	S.D. dependent var		5.455229
S.E. of regression	5.313752	Akaike info criterion		6.213534
Sum squared resid	762.3709	Schwarz criterion		6.261113
Log likelihood	-85.98948	Durbin-Watson stat		1.658655

Modèle 4 PP INFLATION

PP Test Statistique	-1.253135	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)	
Residual variance with no correction		27.22753
Residual variance with correction		27.22753

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(INF)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:40

Sample(adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.093215	0.074385	-1.253135	0.2209
R-squared	0.051196	Mean dependent var		-0.338271
Adjusted R-squared	0.051196	S.D. dependent var		5.455229
S.E. of regression	5.313752	Akaike info criterion		6.213534
Sum squared resid	762.3709	Schwarz criterion		6.261113
Log likelihood	-85.98948	Durbin-Watson stat		1.658655

Modèle 4 PP 1^{er} diff INFLATION

PP Test Statistic	-4.572452	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Lag truncation for Bartlett kernel: 0	(Newey-West suggests: 3)	
Residual variance with no correction		28.52003
Residual variance with correction		28.52003

Phillips-Perron Test Equation

Dependent Variable: D(INF,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:40

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(INF(-1))	-0.876200	0.191626	-4.572452	0.0001
R-squared	0.445412	Mean dependent var		0.167793
Adjusted R-squared	0.445412	S.D. dependent var		7.307772
S.E. of regression	5.442146	Akaike info criterion		6.262558
Sum squared resid	770.0408	Schwarz criterion		6.310552
Log likelihood	-83.54453	Durbin-Watson stat		1.976589

Modèle 4 ADF 1^{er} diff INFLATION

ADF Test Statistic	-4.572452	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INF,2)

Method: Least Squares

Date: 05/31/16 Time: 12:40

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(INF(-1))	-0.876200	0.191626	-4.572452	0.0001
R-squared	0.445412	Mean dependent var		0.167793
Adjusted R-squared	0.445412	S.D. dependent var		7.307772
S.E. of regression	5.442146	Akaike info criterion		6.262558
Sum squared resid	770.0408	Schwarz criterion		6.310552
Log likelihood	-83.54453	Durbin-Watson stat		1.976589

Source : Obtenue d'après les résultats du logiciel EVIEWS4.

Vector Error Correction Estimates

Date: 05/18/16 Time: 10:56

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CointEq1					
PIB(-1)	1.000000					
IDE(-1)	-1.169151 (3.14206) [-0.37210]					
INVD(-1)	-2.256036 (0.11869) [-19.0086]					
OVC(-1)	-144.2398 (13.1233) [-10.9912]					
TXDECHANGE(-1)	-1.379235 (0.18744) [-7.35809]					
INFLATION (-1)	0.130737 (0.31127) [0.42002]					
Error Correction:	D(PIB)	D(IDE)	D(INVD)	D(OVC)	D(TXDECHANG E)	D(INFLATION)
CointEq1	-0.179468 (0.05361) [-3.34744]	0.023975 (0.01373) [1.74654]	-0.093699 (0.11952) [-0.78398]	0.000464 (0.00040) [1.17060]	-0.089243 (0.04988) [-1.78919]	-0.089291 (0.05850) [-1.52643]
D(PIB(-1))	0.233645 (0.18965) [1.23195]	0.093391 (0.04856) [1.92322]	0.232077 (0.42279) [0.54892]	0.003904 (0.00140) [2.78239]	-0.210668 (0.17644) [-1.19397]	-0.318866 (0.20693) [-1.54095]
D(IDE(-1))	0.626574 (0.90304) [0.69385]	-0.295174 (0.23122) [-1.27662]	-1.402875 (2.01310) [-0.69687]	-0.014140 (0.00668) [-2.11680]	0.262021 (0.84014) [0.31188]	0.139037 (0.98529) [0.14111]
D(INVD(-1))	-0.301669 (0.17972) [-1.67853]	0.050014 (0.04602) [1.08688]	0.219121 (0.40064) [0.54692]	-0.003162 (0.00133) [-2.37861]	-0.249227 (0.16720) [-1.49057]	-0.280202 (0.19609) [-1.42894]
D(OVC(-1))	20.48464 (17.2653) [1.18646]	0.269811 (4.42064) [0.06103]	128.1455 (38.4886) [3.32944]	0.118131 (0.12772) [0.92493]	19.30599 (16.0627) [1.20192]	12.68453 (18.8378) [0.67335]
D(TXDECHANGE(-1))	-0.369228 (0.30826) [-1.19777]	0.103210 (0.07893) [1.30765]	-0.615803 (0.68719) [-0.89612]	-0.000386 (0.00228) [-0.16913]	0.134642 (0.28679) [0.46948]	-0.637723 (0.33634) [-1.89608]
D(INFLATION(-1))	0.236757 (0.22228) [1.06513]	-0.058700 (0.05691) [-1.03140]	-0.140835 (0.49552) [-0.28422]	-0.000244 (0.00164) [-0.14822]	0.210896 (0.20680) [1.01982]	0.347990 (0.24252) [1.43486]
R-squared	0.515074	0.228029	0.464666	0.714300	0.203213	0.207153
Adj. R-squared	0.369596	-0.003562	0.304066	0.628590	-0.035823	-0.030701
Sum sq. resids	520.5758	34.12747	2587.015	0.028487	450.5780	619.7197
S.E. equation	5.101842	1.306282	11.37325	0.037740	4.746462	5.566505
F-statistic	3.540564	0.984618	2.893314	8.333917	0.850136	0.870925
Log likelihood	-78.25917	-41.47393	-99.90405	54.21982	-76.30971	-80.61265
Akaike AIC	6.315494	3.590661	7.918818	-3.497764	6.171090	6.489826
Schwarz SC	6.651452	3.926619	8.254776	-3.161807	6.507048	6.825784
Mean dependent	8.046037	0.109030	4.939270	-0.001000	2.804826	-0.168193
S.D. dependent	6.425656	1.303962	13.63329	0.061927	4.663664	5.482976
Determinant Residual Covariance	943.6163					
Log Likelihood	-298.0308					
Log Likelihood (d.f. adjusted)	-322.3393					
Akaike Information Criteria	27.43254					
Schwarz Criteria	29.73625					

ANNEXE N°03

Vector Error Correction Estimates

Date: 05/18/16 Time: 10:56

Sample(adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CointEq1					
PIB(-1)	1.000000					
IDE(-1)	-1.169151 (3.14206) [-0.37210]					
INVD(-1)	-2.256036 (0.11869) [-19.0086]					
OVC(-1)	-144.2398 (13.1233) [-10.9912]					
TXDECHANGE(-1)	-1.379235 (0.18744) [-7.35809]					
INFLATION (-1)	0.130737 (0.31127) [0.42002]					
Error Correction:	D(PIB)	D(IDE)	D(INVD)	D(OVC)	D(TXDECHANG E)	D(INFLATION)
CointEq1	-0.179468 (0.05361) [-3.34744]	0.023975 (0.01373) [1.74654]	-0.093699 (0.11952) [-0.78398]	0.000464 (0.00040) [1.17060]	-0.089243 (0.04988) [-1.78919]	-0.089291 (0.05850) [-1.52643]
D(PIB(-1))	0.233645 (0.18965) [1.23195]	0.093391 (0.04856) [1.92322]	0.232077 (0.42279) [0.54892]	0.003904 (0.00140) [2.78239]	-0.210668 (0.17644) [-1.19397]	-0.318866 (0.20693) [-1.54095]
D(IDE(-1))	0.626574 (0.90304) [0.69385]	-0.295174 (0.23122) [-1.27662]	-1.402875 (2.01310) [-0.69687]	-0.014140 (0.00668) [-2.11680]	0.262021 (0.84014) [0.31188]	0.139037 (0.98529) [0.14111]
D(INVD(-1))	-0.301669 (0.17972) [-1.67853]	0.050014 (0.04602) [1.08688]	0.219121 (0.40064) [0.54692]	-0.003162 (0.00133) [-2.37861]	-0.249227 (0.16720) [-1.49057]	-0.280202 (0.19609) [-1.42894]
D(OVC(-1))	20.48464 (17.2653) [1.18646]	0.269811 (4.42064) [0.06103]	128.1455 (38.4886) [3.32944]	0.118131 (0.12772) [0.92493]	19.30599 (16.0627) [1.20192]	12.68453 (18.8378) [0.67335]
D(TXDECHANGE(-1))	-0.369228 (0.30826) [-1.19777]	0.103210 (0.07893) [1.30765]	-0.615803 (0.68719) [-0.89612]	-0.000386 (0.00228) [-0.16913]	0.134642 (0.28679) [0.46948]	-0.637723 (0.33634) [-1.89608]
D(INFLATION(-1))	0.236757 (0.22228) [1.06513]	-0.058700 (0.05691) [-1.03140]	-0.140835 (0.49552) [-0.28422]	-0.000244 (0.00164) [-0.14822]	0.210896 (0.20680) [1.01982]	0.347990 (0.24252) [1.43486]
R-squared	0.515074	0.228029	0.464666	0.714300	0.203213	0.207153
Adj. R-squared	0.369596	-0.003562	0.304066	0.628590	-0.035823	-0.030701
Sum sq. resids	520.5758	34.12747	2587.015	0.028487	450.5780	619.7197
S.E. equation	5.101842	1.306282	11.37325	0.037740	4.746462	5.566505
F-statistic	3.540564	0.984618	2.893314	8.333917	0.850136	0.870925
Log likelihood	-78.25917	-41.47393	-99.90405	54.21982	-76.30971	-80.61265
Akaike AIC	6.315494	3.590661	7.918818	-3.497764	6.171090	6.489826
Schwarz SC	6.651452	3.926619	8.254776	-3.161807	6.507048	6.825784
Mean dependent	8.046037	0.109030	4.939270	-0.001000	2.804826	-0.168193
S.D. dependent	6.425656	1.303962	13.63329	0.061927	4.663664	5.482976
Determinant Residual Covariance	943.6163					
Log Likelihood	-298.0308					
Log Likelihood (d.f. adjusted)	-322.3393					
Akaike Information Criteria	27.43254					
Schwarz Criteria	29.73625					

ANNEXE N°04

Base de données

Année	PIB réel	IDE	INVD	OVC	TXCH	INF
1986	206.3700	0.172250	71.10974	0.589309	4.070230	12.37160
1987	204.9300	0.011396	60.83941	0.521571	4.849700	7.441200
1988	208.7700	0.045995	54.77582	0.538216	5.914700	5.911500
1989	211.0000	0.045864	57.22362	0.563613	7.608500	9.304300
1990	213.5000	0.001152	57.58116	0.565280	8.957500	16.65250
1991	210.9400	0.053695	54.55204	0.551921	18.47280	25.88630
1992	214.7300	0.134197	58.13732	0.545562	21.83600	31.66960
1993	210.2200	0.000000	56.77369	0.561988	23.34540	20.54030
1994	208.3300	0.000000	59.16759	0.568401	35.05850	29.04760
1995	216.2500	0.000000	63.00855	0.537304	47.66270	29.77960
1996	225.1100	1.294797	56.00579	0.519010	54.74890	18.67900
1997	227.5900	1.228280	52.23532	0.545241	57.70730	5.733500
1998	239.2000	3.011103	61.58922	0.552700	58.73890	4.950100
1999	246.8500	1.479863	60.20672	0.544700	66.57380	2.645500
2000	252.2800	1.289716	52.16293	0.555926	75.25970	0.339100
2001	263.9200	2.341099	60.27862	0.560282	77.21500	4.225900
2002	278.7000	5.229281	68.32055	0.543313	79.68190	1.418300
2003	298.7700	2.789859	71.96682	0.530478	77.39490	4.268900
2004	311.6100	3.220731	74.84280	0.553113	72.06060	3.961800
2005	330.0000	3.696560	73.82199	0.575517	73.27630	1.382400
2006	335.6100	5.279635	77.74607	0.553236	72.64660	2.314500
2007	347.0200	4.715104	91.35197	0.543784	69.29240	3.673800
2008	359.9600	5.630948	105.2393	0.540183	64.58280	4.862900
2009	359.9800	8.009654	137.6434	0.555487	72.64740	5.734300
2010	372.9400	5.392579	135.3149	0.284434	74.38590	3.913000
2011	382.6300	5.229064	121.7502	0.319270	72.93780	4.521700
2012	395.2600	2.977860	124.1962	0.364591	77.53590	8.894500
2013	406.7100	3.268887	137.4677	0.494931	79.37000	3.300000
2014	422.1730	2.955212	194.1997	0.494584	80.58000	2.900000

**CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE
ET EVOLUTION DES
INVESTISSEMENTS DIRECTS
ETRANGERS DANS LE MONDE**

**CHAPITRE II : STRUCTURE DE LA
CROISSANCE ECONOMIQUE ET
L'INVESTISSEMENT DIRECT
ETRANGER EN ALGERIE.**

**CHAPITRE III : IMPACT DES
IDE SUR L'ECONOMIE
ALGERIENNE**

INTRODUCTION

CONCLUSION GENERALE

TEST ADF ET PP

CORRELOGRAMMES DES SERIES

ANNEXES

ANNEXE N°04

Base de données

Année	PIB réel	IDE	INVD	OVC	TXCH	INF
1986	206.3700	0.172250	71.10974	0.589309	4.070230	12.37160
1987	204.9300	0.011396	60.83941	0.521571	4.849700	7.441200
1988	208.7700	0.045995	54.77582	0.538216	5.914700	5.911500
1989	211.0000	0.045864	57.22362	0.563613	7.608500	9.304300
1990	213.5000	0.001152	57.58116	0.565280	8.957500	16.65250
1991	210.9400	0.053695	54.55204	0.551921	18.47280	25.88630
1992	214.7300	0.134197	58.13732	0.545562	21.83600	31.66960
1993	210.2200	0.000000	56.77369	0.561988	23.34540	20.54030
1994	208.3300	0.000000	59.16759	0.568401	35.05850	29.04760
1995	216.2500	0.000000	63.00855	0.537304	47.66270	29.77960
1996	225.1100	1.294797	56.00579	0.519010	54.74890	18.67900
1997	227.5900	1.228280	52.23532	0.545241	57.70730	5.733500
1998	239.2000	3.011103	61.58922	0.552700	58.73890	4.950100
1999	246.8500	1.479863	60.20672	0.544700	66.57380	2.645500
2000	252.2800	1.289716	52.16293	0.555926	75.25970	0.339100
2001	263.9200	2.341099	60.27862	0.560282	77.21500	4.225900
2002	278.7000	5.229281	68.32055	0.543313	79.68190	1.418300
2003	298.7700	2.789859	71.96682	0.530478	77.39490	4.268900
2004	311.6100	3.220731	74.84280	0.553113	72.06060	3.961800
2005	330.0000	3.696560	73.82199	0.575517	73.27630	1.382400
2006	335.6100	5.279635	77.74607	0.553236	72.64660	2.314500
2007	347.0200	4.715104	91.35197	0.543784	69.29240	3.673800
2008	359.9600	5.630948	105.2393	0.540183	64.58280	4.862900
2009	359.9800	8.009654	137.6434	0.555487	72.64740	5.734300
2010	372.9400	5.392579	135.3149	0.284434	74.38590	3.913000
2011	382.6300	5.229064	121.7502	0.319270	72.93780	4.521700
2012	395.2600	2.977860	124.1962	0.364591	77.53590	8.894500
2013	406.7100	3.268887	137.4677	0.494931	79.37000	3.300000
2014	422.1730	2.955212	194.1997	0.494584	80.58000	2.900000

- Liste des tableaux

N°	Liste des tableaux	Page
01	choix d'indicateurs sur les filiales étrangers, 2012-2014 en milliards de dollars	14
02	Flux d'IED entrant en Algérie (2012-2017*) en Millions de dollars.	30
03	Evolution des flux d'IDE à destination de l'Algérie (MUSD, 2007-2014)	31
04	Evolution des déclarations des investissements (2002-2008).	32
05	Les indicateurs économiques en Algérie 2014-2015	33
06	la volatilité de la croissance économique de 2009 à 2016	37
07	Evolutions du commerce extérieur.	39
08	Procédures de création d'entreprise	54
09	Octroi de permis de construction	55
10	Transfert de propriété	56
11	Obtention de prêt	57
12	Paiement des taxes et Impôts	58
13	le nombre de retard	67
14	Application des résultats des tests d'ADF et PP sur les autres séries restantes.	68
15	Estimation du model VECM à la série PIB par la méthode de Johansen	69
16	Test de la trace	70
17	Estimation du modèle VECM pour la série du PIB	71
18	Estimation de la relation à court terme	72

- Liste des figures

N°	Titre	Page
01	Production des fusion-acquisitions 1990-2014 en Milliards de Dollars.	10
02	Avantages relatifs aux différentes formes d'IDE	14
03	Complémentarités entre trois approches de l'attractivité	17
04	Trois cercles d'attractivité	21
05	Evolution du PIB algérien	37
06	Evolution de l'inflation annuelle	38
07	Importation de biens et de services	39

Bibliographie

Ouvrages

- ❖ Alain Samuelson, « Economie internationale contemporaine, OPU, 1993.
- ❖ Andrew Harrison, Ertugrul dalkiran, « business international et mondialisation », 1er Edition 2000.
- ❖ ANNE Boillon, « S'implanter en Algérie », mission économique d'Algérie, 2003
- ❖ BENACHENHOU Abdellatif, « Algérie, la mondialisation maîtrisée », Impression autographe, Paris, 2004.
- ❖ CHERTMAN Michel, « les multinationales », Ed presse universitaire de France, Paris, 1993.
- ❖ HATEM Fabrice, Investissement international et politiques d'attractivités, éd Economica 2004.
- ❖ HATEM Fabrice, Les multinationales en l'an 2000, Economica, 1995.
- ❖ KHAN Michel, « franchise et partenariat » éd Dunod, Paris 2002.
- ❖ MEIER Olivier, Fusion-acquisition, « Stratégie, Finance, Management », Dunod 3^{ème} éd, paris 2009.
- ❖ MUCCHEILLI Jean-Louis, Multinationales et mondialisation, édition Du Seuil, Paris 1998.
- ❖ Olivier Meier, Guillaume Schier, Entreprises Multinationales, « Stratégie. Restructuration. Gouvernance », dunod, paris 2005
- ❖ SERIAK Lahcène, « Les conditions juridiques et réglementaires de l'investissement national et étranger en Algérie », AGS corpus et bibliographie édition, 2005.

Mémoires et thèses

- ❖ CHAOUCH Kaci, « les facteurs d'attractivité des IDE en Algérie ; aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb », mémoire de magistère, université de Tizi Ouzou 2012.
- ❖ CHERIET Fouad, « instabilité des alliances stratégiques asymétriques : cas des relations entre les FMN et les entreprises locales agroalimentaires en Méditerranée », thèse de doctorat, université de Montpellier Sup agro, 2009.
- ❖ Fatima BOUALAM. « Les Institutions et Attractivité des IDE » Colloque International « Ouverture et émergence en Méditerranée » 17 et 18 Octobre 2008 Rabat- Maroc .Université de Montpellier I Sciences Economiques LASER
- ❖ GRAICHE Lynda, les formes d'implantation des FMN en Algérie, objectif et stratégie, mémoire de magistère en science de gestion option : management des entreprises, université de Tizi Ouzou, 2012.
- ❖ HAID Zahra, « la politique d'attractivité des IDE en Algérie : cas de la banque BNP PARIBAS » mémoire de magistère, université de Tlemcen 2012.
- ❖ LECOCQ THOMAS, BOULLE JEREMY « CROISSANCE, FLUCTUATIONS ET CRISES »
- ❖ Mihoub Me Zouaghi et Fatiha Talahite, « les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie », Revue confluence économique 3^{ème} trimestre 2009

Rapports et documents statistiques

- ❖ ANDI, Invest in Algeria.2010.
- ❖ ANIMA, « *Investissement Network* ». 2010.
- ❖ Banque mondiale, «Stratégie macroéconomique à moyen terme pour l'Algérie: soutenir une croissance plus rapide avec la stabilité économique et sociale», Rapport n° 26005-AL, 2008.
- ❖ CNUCED, « *Rapport sur les IDE dans le monde* », United Nations Publication, New York et Genève, 2013. In www://CNUCED.com
- ❖ CNUCED, « *World investment rapport 2005* », United Nations publication, New
- ❖ CNUCED, «Examen de la politique de l'investissement en Algérie» New York et Genève, 2004.
- ❖ CNUCED. Examen De La Politique De L'investissement-Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève, 2004
- ❖ FMI, « Manuel balance de paiement », 4^{ème} édition, Washington, 1977.
- ❖ FMI, «Algérie : consultation de 2010 au titre de l'article IV», rapport n°11/39, Washington, D.C, Mars 2011.
- ❖ KPMG, Guide investir en Algérie, 2016
- ❖ York et Genève, 2006.

Lois, textes et réglementations

- ❖ Article 58 de l'ordonnance n°01-03 du 20/07/2001 modifiée et complétée dans l'ordonnance n°09-01 du 22/07/2009, relative au développement de l'investissement est complété par l'article 4 bis.
- ❖ Décret exécutif n° 01-281 du 24 septembre 2001 relatif à la composition. A l'organisation et au financement du conseil national de l'investissement, journal officiel n° 55 du 26 septembre 2001.
- ❖ Décret exécutif n° 01-282 du 24 septembre 2001 portant attribution, organisation et fonctionnement de l'agence nationale du développement des investissements, journal officiel n° 55 du 26 septembre 2001.
- ❖ Décret législatif n°93-12 du 19 correspondant au 5/10/1993 relatif à la promotion de l'investissement.
- ❖ Lois n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant lois de finances complémentaire pour l'année 2009.
- ❖ Lois N° 63-277, du 26/07/1963, portant code des investissements, journal officiel N° 53.
- ❖ Lois N° 66-284, du 15/09/1966, portant code des investissements, journal officiel N° 80.
- ❖ Lois N° 86-13, du 19/08/1986 modifiant et complétant la loi n° 82-13 du 28/08/1982.
- ❖ Ordonnance n° 06-08 du 15/07/2006 modifiant et complétant l'ordonnance n° 01-03 du 20/08/2001 relative au développement de l'investissement.
- ❖ Ordonnance n° 10-01 du 26 aout 2010 portant sur la loi de finance complémentaire pour l'année 2010.

Sites internet

- ❖ www.andi.dz
- ❖ www.cnuCED.org
- ❖ www.doingbusiness.org
- ❖ www.banquemonDiale.org
- ❖ www.bank-of-algeria.dz/

TABLE DES MATIÈRES

Dédicace

Remerciements

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale

Chapitre I : Cadre théorique et évolution des IDE dans le monde

Introduction

Section 01 : Cadre conceptuel de la croissance économique et des investissements directs étranger.

1. Quelques définitions relatives aux concepts fondamentaux
 - 1.1 Définition de l'IDE selon FMI.....01
 - 1.2 Définition de l'IDE selon l'OCDE.....02
 - 1.3 Définition de l'IDE selon CNUCED.....02
 - 1.4 Définition de la firme multinationale.....02
 - 1.5 Définition de la croissance économique.....02
2. Historique de la croissance économique
 - 2-1 Approche empirique
 - 1.1.1 Les études qui ont trouvé un lien positif.....07
 - 1.1.2 Les études qui ont trouvé un lien négatif..... 08

Section II : Les investissements directs étrangers et Les facteurs d'attractivités des IDE

1. formes d'Investissements directs étrangers.....09
 - 1.1 fusions-acquisitions09
 - 1.1.1 L'achat d'actifs09
 - 1.1.2 L'acquisition par achat d'actions..... 10
 - 1.1.3 L'acquisition par échange d'action10
 - 1.2 Création de filiales (Greenfield)11
 - 1.2.1 Les filiales directes11
 - 1.2.2 Les filiales indirectes11
 - 1.3 Les accords de licence12
 - 1.4 Le franchisage12
 - 1.5 La succursale13
 - 1.6 Le partenariat13
 - 1.6.1 Les accords13
 - 1.6.2 Alliances stratégiques..... 13
 - 1.6.3 Jointe venture..... 13
- 1 Les facteurs d'attractivités des investissements directs étrangers15
 - A. Définition de l'attractivité..... 15
 - B. Les approches de l'attractivité territoriale16
 - a) L'approche « macro-économique ».....16

b) L'approche « méso-économique »	16
c) L'approche « micro-économique »	16
C. Les facteurs de l'attractivité des investissements directs étrangers	17
1. Les facteurs pré-requis	17
1.1 La fiabilité des infrastructures du pays.....	17
a) Infrastructure technique	18
b) Infrastructure socio-économique.....	18
1.2 La stabilité politique et juridique du pays.....	18
1.3 Proximité de marchés et l'accès aux ressources naturelles.....	19
2. Les facteurs différenciant.....	19
3. Les facteurs discriminant ou d'ordres économiques	19
a) Les avantages fiscaux et financiers	19
b) Coût de main d'œuvre	20
c) Le degré d'ouverture commerciale (Importation/Exportation)	20
Section 3 : Les effets et l'impact des IDE sur les pays d'accueil	21
A. Les investissements directs étrangers et la croissance économique.....	21
1. Commerce et l'investissement.....	22
2. le transfert technologique	22
3. l'investissement domestique	23
4. la balance des paiements.....	24
B. Les IDE et les préoccupations sociales et environnementales.....	25
1. L'IDE et le développement des ressources humaines.....	25
2. L'IDE et l'environnement.....	26
Conclusion	
Chapitre II : Structure de la croissance économique et L'investissement direct étranger en Algérie	
Introduction	
Section I : Tendances globales des investissements directs étrangers en Algérie	
1. vue d'ensemble.	28
1.1 L'évolution des IDE.....	29
1.1.1 La première période 1970-1994.....	29
1.1.2 La deuxième période 1995 à nos jours.....	30
2. Les réformes économiques.....	32
2.1 La première ouverte en 1987-1988.....	32
2.2 La seconde 1993-1994.....	32
2.3 La dernière 1990.....	32
Section 2 : Aperçu sur la croissance économique et L'IDE en Algérie 33	
1. La croissance économique	33
1.1 La période de récession	34
1.2 La relance de la croissance.....	34
1.3 L'accélération de la croissance.....	35

2. La croissance économique Algérienne	36
2.1 la volatilité de la croissance économique de 2009 à 2016.....	37
2.2 Evolution du PIB algérien.....	37
2.3 Evolution de l'inflation annuelle.....	38
3. Climat d'investissement en Algérie.....	39
3.1 La réglementation des IDE en Algérie.....	39
3.1.1 Le code de l'investissement 1963(loi n°63-277 du 26/07/1963) ...	40
3.1.2 L'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966.....	40
3.1.3 La loi n°82-11 du 21/08/1982.....	41
3.1.4 Le code de 1993(décret législatif n°93-12 du 5/10/93)...41	
3.1.5 L'ordonnance 01/3 du 20 Août 2001 modifié en 2006	41
3.1.6 Les principales mesures prises dans le cadre de la LFC de 2009..42	
4. Le cadre légale 43	
4.1 Les organes chargés de la promotion des investissements en Algérie.43	
4.1.1 Le Conseil National de l'Investissement.....	43
4.1.2 Agence National de Développement des Investissements	44
4.1.3 Le guichet unique	45
4.2 Liberté et partenariat en Algérie.....	46
4.2.1 La liberté d'investissement.....46	
4.2.1.1 Activités réglementaire	46
4.2.1.2 Respect de l'environnement.....47	
5. le partenariat.....	48
6. le droit de préemption de l'Etat.....	48
6.1 Des cessions initiées sur le territoire national	48
6.2 Concernant les cessions totales ou partielles à l'étranger.....48	
6.3 Le droit est étendu aux cessions initiées hors territoire algérien ...48	
6.4 Granites-protections-conventions conclues par l'Algérie	48
6.4.1 L'égalité de traitement	49
6.4.2 Stabilité légale.....	49
6.4.3 L'arbitrage.....	49
6.5 Les avantages liés aux investissements	49
6.5.1 Régime général	49
6.5.2 Le régime dérogatoire	51
Section 3 : Les obstacles liés à l'Investissement en Algérie 52	
A- Complexité des procédures.....	52
B- L'obstacle foncier	53
C- Les entraves financières	55
D- Absence de partenaires faibles.....	56
E- Déficit d'image.....	56

Conclusion

Chapitre III : Impact de l'économie Algérienne sur la croissance économique

Introduction

Section 01 : Etude univariée des séries de données.....59

1. source de données et présentation des variables utilisées
 - a) Evolution du Produit intérieur brut réel59
 - b) Evolution des IDE..... 60
 - c) L'ouverture commerciale60
 - d) L'investissement domestique61
 - e) Le taux de change63
2. Analyse descriptives des séries de données
 - 2.1 Analyse du corrélogramme de la série PIB.....62
 - 2.2 Application du teste de racine unitaire63

Section 02 : Analyse multi variée des données.....

1- étude des interactions existante entre les variables.

- 1.1 Estimation du model VECM à la série PIB par la méthode de Johansen...68
- 1.2 test de la trace..... 69
- 1.3 Estimation du modèle VECM pour la série du PIB..... 70
- 1.4 Estimation de la relation à court terme 70

2 Validation du modèle VECM

- 2.1 Etude du corrélogramme de la série des résidus..... 70
- 2.2 Teste d'auto corrélation des erreurs..... 71

Conclusion

Conclusion générale.....72

Bibliographie.....

Annexe.....

Liste des tableaux Liste des figures

Table des matières.....

Résumé.....

Résumé

L'Investissement Direct Etranger (IDE) est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays, L'Algérie peine à attirer les capitaux étrangers. Mis à part le secteur des hydrocarbures et celui des télécommunications, l'Algérie peine à attirer les investisseurs dans les autres secteurs productifs créateurs de richesses et de croissance et pourvoyeurs de capitaux. La présente étude a pour objet d'examiner la relation entre l'IDE et la croissance économique en Algérie. Il ressort de cette étude, qu'il n'existe aussi bien à long qu'à court termes, une relation positive entre l'IDE et la croissance économique Algérienne. Le modèle utilisé est VECM par la méthode de vraisemblance car notre étude concerne des relations à long terme, les variables utilisées sont les variables intégrées de même à l'exception de la variable PIB comporte une tendance significative $I(0)$.

Mots clé : Investissement direct étranger, croissance économique, VECM.

Abstract

Foreign Direct Investment (FDI) is an activity in which an investor resident in one country obtains a lasting interest and a significant influence in the management of an entity resident in another country. The Algeria has trouble attracting foreign capital. Apart from the hydrocarbon sector and telecommunications, Algeria struggling to attract investors in other productive sectors creators of wealth and growth and capital providers. This study aims to examine the relationship between FDI and economic growth in Algeria. It appears from this study that there are both long and short terms, a positive relationship between FDI and economic growth of Algeria. The model used is VECM by the likelihood method because our study relates to long-term relationships, the variables used are integrated variables of the same with the exception of the GDP variable has a significant trend $I(0)$.

ملخص

الاستثمار "الأجنبي المباشر" (الاستثمار الأجنبي المباشر) هو نشاط الذي مستثمر مقيم في بلد يحصل على مصلحة دائمة ولها تأثير كبير في إدارة كيان مقيم في بلد آخر، كفاح الجزائر لجذب رؤوس الأموال الأجنبية. وبعيدا عن قطاع النفط والغاز والاتصالات السلكية واللاسلكية، أن الجزائر بالكاد اجتذاب المستثمرين في المبدعين القطاعات الإنتاجية الأخرى من مقدمي خدمات الثروة والنمو ورأس المال. وكان هذه الدراسة بحث العلاقة بين الاستثمار الأجنبي المباشر والنمو الاقتصادي في الجزائر. ووفقا لهذه الدراسة، وهناك قصيرة الأجل وطويلة الأجل على حد سواء علاقة إيجابية بين الاستثمار الأجنبي المباشر والنمو الاقتصادي في الجزائر. النموذج المستخدم هو VECM بواسطة الأسلوب احتمال لدراستنا تتعلق بعلاقات طويلة الأمد، وهي استخدام المتغيرات وبالمثل المتغيرات المتكاملة باستثناء المتغير الناتج المحلي الإجمالي قد الاتجاه كبيرة أنا (0).

